

revue

SILENCE

Juin 2022
n° 511 - 5,20 €

écologie
alternatives
non-violence



AlterTour 2022
+ 20 pages

Après la Terre, détruisons l'espace

Croissance ou santé : il faut choisir

Emmaüs Roya : la solidarité avant tout



ON ENTRE DANS UNE ÉCONOMIE DE GUERRE



LASSERPE.

L'ABSTENTION, SOURCE D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE



LASSERPE.

POUTINE AFFIRME QUE LA RUSSIE IRASUR LA LUNE CETTE ANNÉE



LASSERPE.

POUR SON SECOND QUINQUENAT, EMMANUEL MACRON N'DOUBIERA PAS L'ÉCOLOGIE



LASSERPE.

Collectif Stop Bolloré

Silence est signataire de l'Appel du Collectif Stop Bolloré. Créé fin 2021 par des associations, syndicats et journalistes, celui-ci entend dénoncer et combattre la ligne réactionnaire du magnat des médias et de l'édition. "Rien que dans le monde de l'édition, il possèdera bientôt plus de 70 % des livres scolaires, la moitié des livres de poche, une centaine de maisons d'édition", détaille l'Appel. Le collectif pointe les dangers pour la démocratie d'une telle concentration éditoriale dans les mains d'un seul empire qui a favorisé activement la montée de l'extrême-droite. Il est actif sur plusieurs fronts : saisine de l'Arcom (Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique) afin de sanctionner la chaîne CNews qui viole certaines règles, appui à la plainte pénale d'associations anti-racistes contre des contenus appelant à la haine, information et sensibilisation, rencontres publiques, mobilisations ou encore propositions constructives pour empêcher la concentration des médias.

♦ Collectif Stop Bolloré, www.stopbolloré.fr

L'AlterTour vous tente ?

Faites-le en tant qu'ambassadeur-ice de Silence !



Herbert Roets

En quoi ça consiste ? Vous vous inscrivez et participez à l'AlterTour selon votre choix de dates - laissez-vous inspirer par les étapes détaillées dans le cahier central ! Puis, le moment venu, tout en suivant le tour comme tout le monde, vous faites vivre le partenariat entre Silence et l'Altertour : vous présentez la revue lors des points d'infos quotidiens, vous facilitez les prises d'abonnements, vous recueillez les coordonnées des personnes intéressées par un numéro offert, vous proposez aux lieux d'accueil de devenir dépositaires si vous les sentez intéressés. Vous pourrez même encourager des vocations de rédactrice participative pour celles ou ceux qui se sentent d'écrire sur les alternatives visitées, en leur remettant le guide "Faire un reportage pour la revue Silence" ! (1)

Tout cela bien sûr dans la mesure de vos possibilités, sans vous mettre la pression ! L'essentiel est que le plaisir de créer du lien et de soutenir Silence soit là ! Le matériel pour bien communiquer sera déjà sur place.

Ça vous fait vibrer ? Alors écrivez à inscriptions@altertour.net et en copie contact@revuesilence.net (ou sinon à Revue Silence, 9 rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04).

(1) Sans garantie de publication : tous les textes doivent passer en comité de rédaction !

Errata

- ♦ Dans l'article "En Serbie aussi, la résistance à une mine de lithium s'organise" (Silence, n° 509, avril 2022, p.34), une erreur s'est glissée : l'entreprise Rio Tinto, qui portait le projet d'une méga mine de lithium, n'est pas anglo-autrichienne, mais anglo-australienne. Merci à Guillaume D. pour sa vigilance.
- ♦ Le livre pour enfants *Étonnants êtres vivants* chroniqué dans Silence, n°510, mai 2022, n'est pas édité aux éditions Anamosa mais aux éditions Amaterra. Un bel album à découvrir dès 7 ans pour s'émerveiller de la richesse des êtres vivants



Silence prend le train

Vos exemplaires de la revue Silence sont bien tristes de finir dans une poubelle quand vous les avez lus, relus et partagés avec vos ami-es. Selon un sondage réalisé par nos soins, la grande majorité d'entre eux ont le goût de l'aventure et de la rencontre. Ils aiment plus que tout se faire déposer discrètement, comme si de rien n'était, sur le siège du train, du bus ou du tramway, pour faire de belles rencontres et partir vivre de nouvelles aventures dans un foyer qui ne les connaît pas encore. D'autres préfèrent les boîtes à livres ou les salles d'attente. À vous de jouer !



Prochain
numéro

Coopératives : libérer le travail

Association Silence

9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04

Tél.: 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements: Claire Grenet:
mardi et jeudi: 10h-12h / 14h-17h

Dépositaires, stands et gestion:
Marion Bichet: mardi et jeudi:
10h-12h / 14h-17h

Rédaction: Guillaume Gamblin et Martha
Gilson: lundi et mercredi: 10h-12h / 14h-17h

Les infos contenues dans ce numéro ont été
arrêtées le 4 mai 2022.

Éditeur: Association Silence
N° de commission paritaire: 0920 D 87026
N° ISSN: 0756-2640

Date de parution: 2^e trimestre 2022
Tirage: 4 150 ex.

Impression: Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot
Administrateurs: Pascal Antonanzas, Francis Levasseur,
Pierre Lucarelli, Agnès Ploteny

Directrice de publication: Gaëlle Ronsin

Comité de rédaction: Martha Gilson, Guillaume Gamblin,
Danièle Gare, Agnès Ploteny, Nicolas Robin, Gaëlle Ronsin

Pilotes de rubriques: Michel Bernard, Patrice Bouveret,
Frédéric Burnel, Gwenvael Delanoë, Monique Douillet,
Baptiste Giraud, Natacha Gondran, Divi Kerneis, Jean-Pierre
Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn Peyret,
Mimmo Pucciarelli, Pinar Selek, Xavier Sérédine

Maquette: Damien Bouveret (www.free-pao.fr)

Dessins: Jean-Luc Boiré, Audrey Collomb, Lasserpe

Correctrices: Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Isabelle
Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde
Rouhouse, Laurence Wullemain

Photographes: Anne-Sophie Clemençon, CPTS Asclepios,
Patrick T. Fallon, Ahimsa Gethen, Paul Hennessy /
NurPhoto, NASA/Bill Ingalls, NSF's National Optical-
Infrared Astronomy Research Laboratory/CTIO/AURA/
DELVE, Thomas Pesquet, Lucas Pezeta, Mimmo Pucciarelli,
Puusterke / Wikimedia commons, RIA Nowosti.Akg-images,
Herbert Roers, rovenko.com, Sideways

Et pour ce n°: Michel Bernard, Frédéric Boone, Clémence
Chan Tat Saw, Melaine Fanoillière, Stéphen Kerckhove,
La maison commune de la décroissance, Karen Pawelec,
Hélène Petit, Agnès Ploteny, Jean-Manuel Traimond & Le
collectif Passerelle, Cristina Yurena Zerr

Chroniques de livres: Michel Bernard, Monique Douillet,
Danièle Gare, Guillaume Gamblin, Jocelyn Peyret, Francis
Vergier

Internet: Damien Bouveret, Victor Poichot

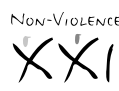
Archives: Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les
brèves sont des résumés des informations que l'on nous
communiquent. Textes: sauf mention contraire, la revue
autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à
usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique
sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis
à notre autorisation. Illustrations: les photos et dessins
restent la propriété de leurs autrices.

Partenaires



Coordination Permanente
des
MEDIAS LIBRES



Dossier

Après la terre, détruisons l'espace

- 05 Les enjeux de la conquête de l'espace
- 08 L'espace : un marché qui fait rêver
- 09 Le spatial en Guyane, comme par hasard...
- 11 Tout le monde ne rêve pas d'aller sur la Lune
- 12 L'espace, nouveau Far West du web
- 15 Pour une astronomie décroissante



Chroniques

- 18 40 ans dans le rétro :
1993 : La décroissance
en couverture :
une première en France
- 19 Enquête d'un autre monde :
Tripalium : construire
ensemble ses éoliennes
- 22 Chroniques terriennes :
Un super Majax ripoliné...
- 25 L'actu des oubliés :
Paraguay : l'avenir
est un territoire à défendre

Brèves

- 18 Alternatives
- 20 Climat
- 21 Énergie
- 22 Environnement
- 23 Nucléaire
- 24 Agriculture
- 24 Féminismes
- 25 Nord-Sud
- 23 Transport
- 26 Politique
- 27 Paix et non-violence
- 27 Société
- 28 Transports

- 28 Annonces
- 29 Agenda
- 41 Courriers
- 42 Livres



Articles

- 30 Alpes-Maritimes
Emmaüs Roya :
la solidarité avant tout



- 36 Décroissance
Croissance ou santé :
il faut choisir
- 38 Alternatives
La numérisation
des monnaies locales,
vers une perte de sens ?
- 48 Design
Vélos du futur ?



- 33 Désobéissance aux États-Unis
Qu'est-ce qui est violent :
construire un oléoduc,
ou le saboter ?

Pour un moratoire sur la conquête spatiale

La conquête spatiale est présentée comme une des plus grandes avancées du 20^e siècle. Véritable phénomène de société, c'est un marqueur des découvertes scientifiques et technologiques. La conquête spatiale entretient aussi intimement le mythe d'espaces et de ressources infinies, d'un ailleurs merveilleux et d'explorations sans fin. Les limites de la planète Terre ne seraient plus alors un problème : il suffirait de se déplacer sur une autre planète, de coloniser d'autres galaxies.

Cette image est fautive, et dangereuse. À trop vouloir se rapprocher du soleil, l'humanité risque surtout de se brûler les ailes.

Si la recherche spatiale a contribué à documenter le dérèglement climatique, la critique de l'industrialisation et du productivisme précède largement le développement des satellites. Ce n'est pas grâce à la recherche spatiale que la prise de conscience des dégâts environnementaux liés aux activités humaines et industrielles a eu lieu. Que ce soit pour la recherche publique ou un caprice de milliardaires, la conquête spatiale polluée.

Le 26 juin 2019, plusieurs chercheur·ses de l'*Atelier d'écologie politique* de Toulouse publiaient dans le journal *Libération* une tribune dans laquelle ils et elles interpellaient l'astronaute français Thomas Pesquet pour lui demander de renoncer à la conquête spatiale, considérant que la véritable urgence se situe sur Terre : *"Il n'y a aucune urgence à quitter la Terre, mais nous devons vite trouver comment y rester dans des conditions de vie décentes pour tous. L'astronaute doit publiquement se prononcer contre l'exploration spatiale, car, comme il l'a déclaré, il n'y a pas de 'plan B' face à l'urgence climatique"*. Plus concrètement, il est temps de poser un moratoire sur le tourisme spatial ou la conquête de Mars. Ce dossier explore les multiples facettes des dégâts de la conquête spatiale... tout en redonnant sa poésie au ciel étoilé.

Martha Gilson

Les enjeux de la conquête de l'espace

La conquête spatiale suit les mêmes logiques de colonisation que les conquêtes terrestres depuis le 16^e siècle : enjeux marchands, volonté d'expansion et de domination, prétexte scientifique de l'enrichissement des connaissances.

L'activité spatiale est née alors que les États-Unis et l'Union soviétique s'affrontaient pour asseoir leur domination. Spoutnik, satellite soviétique, est lancé dans l'espace en 1957 : c'est le départ d'une compétition entre les différentes puissances mondiales.

Des technologies militaires

"L'industrie spatiale européenne, pendant longtemps majoritairement française, ne s'est pas fondamentalement distinguée dans sa conception de ses homologues américaine ou russe. Qu'il s'agisse de la Sereb ou de Sud aviation (qui deviendront Aérospatiale puis Airbus), les composantes industrielles du secteur spatial avaient tout à voir avec l'industrie militaire et l'activité publique" (1). Arnaud Saint-Martin, historien des sciences et sociologue du spatial, rappelle à propos du lanceur soviétique Soyouz, conçu dans les années 1960 : "Au départ, c'est un missile. L'idée était de satelliser des têtes nucléaires, et la fusée et le missile partagent le même design, la même puissance, le même lanceur. On dit 'lanceur' pour euphémiser la chose mais c'est la même technologie. La bombe et le missile, c'est la même histoire. Les années 1960 sont caractérisées par la course à l'armement nucléaire et la perspective du conflit nucléaire." Xavier Pasco, politiste, explique que les exploits scientifiques servent de caution : "La rencontre des chercheurs et du monde militaire va marquer la nature profonde d'une activité spatiale à laquelle on va désormais spontanément associer l'idée de progrès scientifique."



Aujourd'hui encore, très largement, les budgets spatiaux servent des objectifs militaires : écoute des signaux électromagnétiques ou des communications, géolocalisation, détection d'éventuels tirs de missiles, etc. "Des satellites sont mutualisés pour la surveillance des frontières, notamment dans le cadre du programme Frontex, pour le suivi des déplacements de populations, précise Arnaud Saint-Martin. Selon le Science and Technology Policy Institute, près d'un quart du financement spatial va vers des applications militaires. Quarante pour cent du budget du secteur alimente les industries des télécommunications et la galaxie des objets connectés par satellites, des télévisions

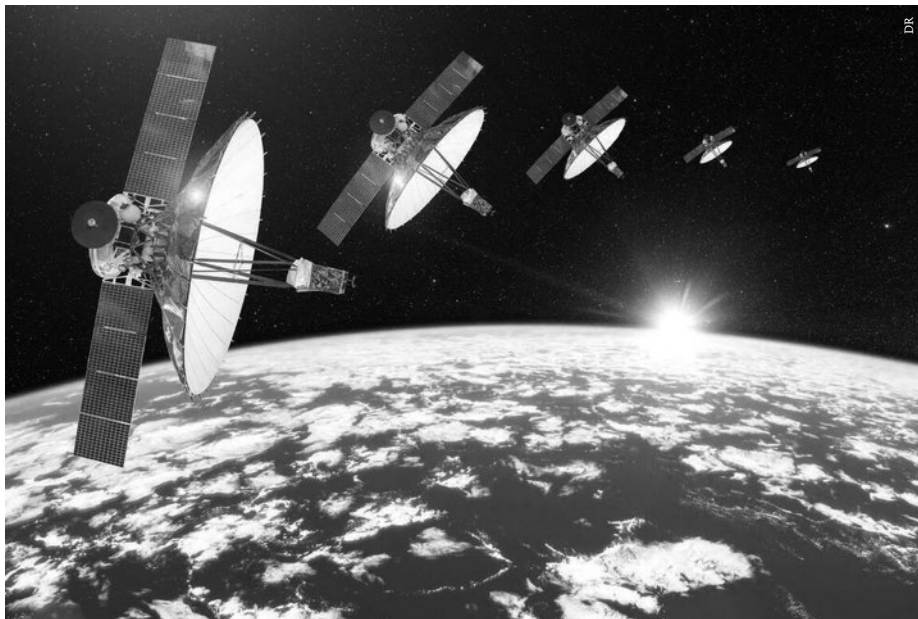
aux téléphones en passant par les radios. Une part significative alimente le secteur de la navigation par satellites... pour le secteur automobile" (2).

Un outil de soft power

Le soft power, ou "pouvoir doux", est l'influence internationale à travers la culture, les idées, la capacité d'innovation, les performances sportives ou scientifiques, etc. Et quoi de mieux, pour s'affirmer comme une puissance internationale incontestable, que de dominer l'espace ? Si on cite souvent les États-Unis ou, plus récemment, la

2. "Écologie : la conquête spatiale a-t-elle un sens ?", Clément Fournier, 27 juillet 2021, <https://youmatter.world/fr>

1. Xavier Pasco, *Le Nouvel Âge spatial*, 2017, CNRS éditions



"On reprend le terme 'constellations de satellites' pour faire référence à une partie du ciel qui fait rêver, alors qu'il faudrait parler de 'flottes'. C'est comme si on disait 'une forêt de voitures' au lieu de dire 'un parking'." "Les astronomes amateurs face à la pollution lumineuse du ciel", Fabrice Mottez, 16 décembre 2021, séminaire : "À qui appartient le ciel ?".

Chine, comme acteurs majeurs de la conquête spatiale, l'Europe n'est pas en reste. Elle s'appuie sur *Copernicus*, programme spatial européen, pour s'affirmer comme un acteur international majeur. La médiatisation de la mission de l'astronaute français Thomas Pesquet au sein de la station spatiale internationale en est un bon exemple. Selon Arnaud Saint-Martin, "Thomas Pesquet a pour mandat d'être une sorte d'ambassadeur de l'ASE : il doit montrer

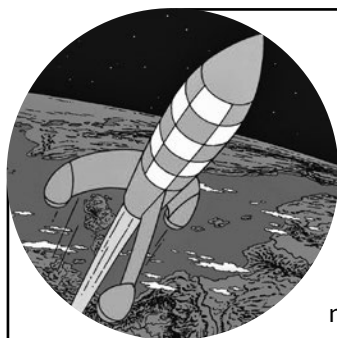
qu'il fait des choses utiles alors qu'il ne fait plus beaucoup de science. L'essentiel de la science (médecine, neurosciences, physique des matériaux, etc.) a été plus ou moins fait. L'essentiel du travail, c'est d'assurer la continuité de service, l'entretien de l'infrastructure, par exemple le remplacement d'un panneau solaire, etc. Ce n'est plus de l'exploration". Valoriser l'exploration spatiale permet à certains États de se présenter comme

des acteurs majeurs de la construction de la connaissance.

Viser la Lune

L'imaginaire de conquête consiste actuellement à promouvoir la colonisation de nouveaux espaces : la Lune et Mars. Cette volonté ne repose pas sur des besoins scientifiques ou de réelles possibilités d'installation mais sur un imaginaire de domination. Bruno Latour parle d'"*escapisme*" pour définir cette tentative de fuite face à l'explosion des inégalités et des dégâts écologiques profitant à quelques "élites économiques", au détriment du plus grand nombre. Jeff Bezos, fondateur d'Amazon et de *Blue Origin*, est clair : "Nous avons le choix. Voulons-nous la stagnation et le rationnement ? Ou voulons-nous le dynamisme et la croissance ? C'est un choix facile [...] Si nous nous déplaçons dans le système solaire, pour toutes nos activités courantes, nous avons des ressources illimitées" (3). C'est faux, mais qu'importe pour le milliardaire qui veut asseoir son rêve prométhéen en même temps que sa puissance planétaire. Faire miroiter le cosmos pour rendre supportable la destruction actuelle du vivant, c'est une fable bien obscène. En 2015, *Blue Origin* revendique son premier succès : *New*

3. "Going to Space to Benefit Earth", Jeff Bezos, 9 mai 2019



Laberration du tourisme spatial

L'exploitation minière des astéroïdes, la terraformation de Mars, la captation énergétique du rayonnement solaire continuent à poser de sérieux problèmes techniques. Dans ces circonstances, comment tirer de l'argent du vide intersidéral, là, maintenant, tout de

suite ? En y pratiquant le tourisme spatial.

Les dégâts infligés par l'espèce humaine à l'environnement se limitaient hier encore à la seule planète Terre. Hélas, l'humanité menace aujourd'hui jusqu'au cosmos, grâce à l'arithmétique : la nocivité du capitalisme vient entre autres de ce que les nombres sont en nombre infini, du fait qu'à 1, on peut toujours ajouter 1, de ce qu'aucun nombre ne pose une borne infranchissable à l'addition, à l'accumulation. Le capitalisme rêve donc d'une croissance infinie de la production, de la consommation, du profit. Mais, désagréable limite, sur une planète finie. Pour contourner l'obstacle, le capitalisme a cherché un infini dans lequel insérer sa croissance éternelle. Il l'a trouvé : l'espace !

S'acheter la gloire des étoiles à coups de millions de dollars

Bien sûr, plutôt que l'arithmétique, les vrais coupables se nomment arrogance, prurit de prestige, besoin de dépasser autrui pour se croire le premier. Or, de toutes les hiérarchies, celle des astronautes brille du plus bel éclat. Si une part considérable de l'humanité méprise à juste titre les milliardaires, qui oserait refuser aux cosmonautes l'admiration que leur courage, leur maîtrise de soi, leur compétence, leur ténacité méritent ? Puisque dans le capitalisme tout se vend, les proxénètes de la technologie vendent le prestige de l'astronaute. Le Bourgeois Gentilhomme croyait acquérir la grâce du maître à danser et la maestria du maître d'escrime à coups d'écus, Bezos et Branson ont cru s'acheter la gloire des étoiles à coups de millions de dollars.

Jean-Manuel Traidmond et le collectif Passerelle

♦ Le collectif Passerelle (passerelle.ouvaton.org) se donne pour objectif de mieux comprendre et de faire connaître les liens entre recherche scientifique, impératifs écologiques, conséquences des choix technologiques et action politique.



Allez chercher des matériaux sur une autre planète est actuellement impossible. L'intérêt d'aller chercher des matériaux sur la Lune, la destination la plus proche (384 000 km) n'est possible que si cela rapporte plus que cela ne coûte. Or pour le moment ce n'est pas le cas. Francis Rocard du CNES a fait des études sur le sujet pour montrer que cela n'a aucun intérêt. Mais la Nasa envisage quand même d'utiliser des réacteurs nucléaires pour aller chercher des minéraux rares, avec un rendement déplorable. (source : <https://www.egf.fr/>)

Shepard, une petite fusée, réussit son premier réatterrissage. Un mois plus tard, SpaceX, la société fondée par Elon Musk (fondateur de PayPal et Tesla) annonce avoir réussi aussi. Depuis, les deux milliardaires font la course, une compétition infantile et dangereuse au détriment de l'environnement et de l'humanité.

De fausses promesses

L'ouvrage *Nous ne vivrons pas sur Mars, ni ailleurs*, de Sylvia Ekström, astrophysicienne à l'Université de Genève, et Javier Nombela, graphiste spécialisé dans la représentation visuelle du temps, interroge ce discours : "Pourquoi perdre de l'énergie et du temps à essayer de s'installer sur une autre planète alors que l'humain est indissociable de la Terre ?" Les autrices expliquent à quel point la conquête de Mars est un fantasme irréalisable. "On entend beaucoup de sornettes à ce sujet. C'est quelque chose qui fait rêver, fantasmer et, du coup, certains prennent leur fantasme pour la réalité. Le cerveau humain est baigné d'images de science fiction qui donnent l'impression que c'est là, à côté, à portée de main." Leur ouvrage énumère toutes les difficultés,

techniques mais aussi physiologiques et psychologiques, qui rendent totalement improbable de vivre sur Mars. Les corps humains ne sont pas aptes à supporter le voyage : malgré deux heures d'exercice physique quotidiennes, les astronautes ne s'en sortent pas toujours. Au-delà du voyage en lui-même, Mars n'est pas habitable. Il est utopique d'entretenir l'idée qu'il serait possible de faire la terraformation d'une planète — c'est-à-dire d'en transformer l'environnement naturel afin de le rendre habitable par l'humain, en modifiant la composition de son atmosphère, sa température et éventuellement sa biosphère pour les rapprocher des caractéristiques terrestres. "C'est un délire total, ce n'est pas faisable. Il faudrait alourdir l'atmosphère de Mars et atteindre une pression suffisante pour qu'elle permette la présence d'eau liquide au sol. Les soi-disant plans des personnes qui vantent la terraformation seraient de vaporiser toute l'eau qu'on peut trouver sur Mars, parce que l'eau a un fort pouvoir d'effet de serre, donc cela permettrait de réchauffer et d'alourdir. Le problème, c'est qu'il n'y a pas la matière sur Mars, elle est trop petite. La terraformation est absolument impossible [...].

Les rêves loufoques de colonisations lointaines sont des mirages inutiles et dangereux qui gagneraient beaucoup à vite se transformer en un projet bien plus urgent et nécessaire : rendre notre biosphère à nouveau viable à long terme" (4).

Sans parler d'habiter une autre planète, certains milliardaires font aujourd'hui miroiter l'espace comme la promesse de ressources infinies. Il n'y a pas toutes les ressources sur d'autres planètes ou astéroïdes, et la possibilité technique de les exploiter n'existe pas actuellement. Cette idéologie technoscientiste est dangereuse car elle ne repose pas sur des capacités réelles et détourne notre regard des dégâts, bien réels, infligés à la planète actuellement. Les scientifiques possèdent assez de connaissances pour appeler à agir vite et profondément sur Terre. Viser la lune n'est pas la solution aux problèmes terrestres mais cela peut au contraire les aggraver. ♦

4. "Nous ne vivrons pas sur Mars, ni ailleurs", RTS La Première, émission "CQFD" du 9 décembre 2020.

› Texte : **Martha Gilson**

L'espace : un marché qui fait rêver

La conquête spatiale implique de gros investissements industriels et technologiques. Bien plus qu'un espace à explorer, le cosmos est aujourd'hui un marché à exploiter.



Paul Hennessy / NuPhoto

SpaceX affiche 1 674 satellites au compteur de sa constellation Starlink.

Depuis plusieurs années, les pouvoirs publics peinent à justifier leurs programmes spatiaux, de plus en plus décriés à cause des sommes colossales investies et de l'intérêt scientifique pas toujours au rendez-vous. Mais ce ne sont plus les seuls acteurs de la conquête spatiale, et le potentiel lucratif des étoiles semble aujourd'hui justifier un investissement de quelques milliardaires.

Quand les intérêts publics et privés s'emmêlent

Arnaud Saint-Martin, sociologue, rappelle que le programme spatial européen *Copernicus*, qui brasse des milliards d'euros, mélange des intérêts scientifiques mais aussi technologiques et commerciaux, avec, en lame de fond, une vision de croissance économique. Le programme a été créé en 1998 "à l'unisson par la Commission européenne, l'Agence spatiale européenne, les agences spatiales nationales et les

industriels, pour mettre en place un programme d'observation de la terre qui visait au départ à faire converger l'observation de la terre classique (climat, mer, déforestation, gestion des ressources) et le sécuritaire". Selon Arnaud Saint-Martin, "très vite aussi s'est insinuée une certaine vision des politiques spatiales : il faut vendre la science à Bruxelles, donc valoriser les données générées par la recherche par satellites qui pourraient engendrer des applications commerciales. Très vite, on a eu cette alliance de la science et du marché". Présenté au départ comme un outil de recherche scientifique, *Copernicus* a vocation à stimuler la croissance, notamment celle des start-up qui font de la valeur ajoutée sur les applications d'observation de la terre, comme la géolocalisation. "C'est un programme qu'on imagine purement scientifique, des satellites d'observations de la Terre conçus et façonnés par des industriels qui travaillent avec l'Agence spatiale européenne mais, en

fait, il y a aussi une vision très entêtante de la croissance". L'intérêt économique explique les énormes sommes injectées dans les programmes spatiaux au bénéfice des industriels, qui s'enrichissent grâce à la maintenance du matériel.

L'assujettissement au marché

Si l'espace reste encore aujourd'hui un lieu de compétition entre États, un autre acteur s'est imposé : le secteur privé. Ces acteurs peuvent émerger aujourd'hui grâce aux liens anciens entre l'industrie et les politiques publiques. Les programmes actuels portés par des industriels, comme SpaceX ou Blue Origin, dépendent en partie des investissements publics et ont des contrats avec la Nasa ou l'armée américaine. "La Nasa a accepté d'être subalternisée en tant que cliente d'une prestation, explique Arnaud Saint-Martin, elle est dépendante de SpaceX, et doit donc aller dans son sens". Des ingénieurs qui travaillaient sur des fonds publics ont été débauchés par SpaceX. "Pour vous donner un exemple, raconte Arnaud Saint-Martin, le moteur Merlin, dont l'ancêtre a permis d'atterrir sur la lune, a été développé chez TRW avec des subventions de la Nasa dans les années 1980-1990. Des ingénieurs de l'entreprise ont ensuite été débauchés par SpaceX pour le développer. Aujourd'hui, quand on dit "conquête" dans le spatial, on ne pense plus à une conquête de nouveaux territoires extra-atmosphériques : on pense plutôt conquête de parts de marché. Dans cette stratégie prédatrice, il y a les capitalistes de l'espace, les entreprises qui sont là pour faire beaucoup d'argent." ♦

Le spatial en Guyane, comme par hasard...

La "fierté française" en terme de conquête spatiale est sans conteste le lanceur Ariane. Et ce lanceur se trouve en Guyane.

Pour Saïd Bouamama, sociologue, "si les raisons de la présence française ont changé au cours des trois siècles d'occupation, le système social reste jusqu'à aujourd'hui caractérisé par un rapport colonial. L'installation d'un centre spatial guyanais (CSG) en 1964 renforce encore cette structure coloniale" (1). "Base de lancement française et européenne mise en service en 1968, le CSG est à la fois la première activité économique de Guyane et un enjeu stratégique essentiel pour l'Union européenne. La décision d'installer le centre spatial en Guyane en 1964 se fait au même moment et pour les mêmes raisons que celle d'effectuer des essais nucléaires en Polynésie. L'indépendance de l'Algérie fait perdre simultanément au colonialisme français son terrain d'essais nucléaires du Sahara et la base d'Hamaguir, près de Bechar, sur laquelle s'effectuaient les essais de lancements de missiles et de fusées.

Deux séries de facteurs ont concouru au choix de la Guyane. La première concerne des facteurs géographiques et climatiques : la Guyane est proche de l'équateur et se caractérise par une absence de risques sismiques et cycloniques. La seconde est politique : la Guyane, à l'époque, se caractérise par un faible peuplement et un tout aussi faible développement économique, ce qui limitait à la fois les risques de catastrophes humaines en cas d'accident et ceux (croyait-on) d'une revendication indépendantiste consistante à moyen terme."

1. "L'œuvre négative du colonialisme français en Guyane", Saïd Bouamama, 2 juillet 2018, <https://bouamamas.wordpress.com>



Pour Célia Izoard et la Revue Z, "avec le blocage du lancement des fusées de Kourou, ce mouvement aura réalisé une remarquable prise de 'ju-jitsu spatial' : retourner la force de l'État central contre lui-même. Soumis à la pression des prestigieux clients pressés de lancer leurs satellites, le gouvernement ne peut courir le risque de réprimer violemment un mouvement populaire qui, en virant à la révolte indépendantiste, pourrait compromettre l'existence du Centre spatial guyanais (CSG)".

Les anciennes colonies, c'est bien utile

Selon le sociologue, le centre spatial renforce la dépendance coloniale de la Guyane. Les énormes investissements liés au centre spatial se font au détriment d'autres secteurs. "Le centre spatial n'est pas articulé à l'ensemble de l'économie locale mais apparaît comme un appendice d'une économie extérieure." Le "succès du programme spatial européen ne fait pas oublier aux Guyanais que tout est décidé depuis l'Europe : l'Agence spatiale européenne et le Centre national d'études spatiales (CNES) siègent à Paris, Arianespace à Évry, en région parisienne, et si désormais plus de la moitié des 1 600 postes de travail du CSG sont occupés par des Guyanais 'de souche', il s'agit le plus



souvent des emplois les moins qualifiés, d'où la dénonciation par une partie de la classe politique du système colonial qui perdure à travers cette industrie" (2).

Pour construire le centre spatial, des dizaines d'agriculteurs ont été expropriés "et relogés dans des habitations collectives totalement étrangères à la culture locale, d'où un traumatisme causé par des pratiques qui, malgré les indemnités, ne furent jamais digérées" (3). À 50 km de Kourou, un barrage hydroélectrique, financé par le CNES pour assurer l'alimentation de

2. "Quarante ans de spatial en Guyane : une domination contestée", Stéphane Granger, in *L'Amazonie*, Jean-François Tourrand et al, Quae, 2010

3. "Quarante ans de spatial en Guyane : une domination contestée", op. cit.

la base pour le programme Ariane V, a provoqué de gros dégâts : 30 000 ha de forêts ont été recouverts par la retenue d'eau. "Lors du décollage d'une fusée, les lanceurs d'appoint relâchent du kérosène et de l'oxygène liquide. Une grande quantité d'eau est projetée sur la table de lancement, ce nuage de combustion est alourdi et une grande partie des polluants émis retombent à proximité de la zone de lancement" (4). Le CNES estime que les impacts environnementaux de ces lancers ne dépassent pas 1 km² — mais il n'existe pas d'analyses indépendantes de ces pollutions.

Enfin, l'enjeu technologique et stratégique du centre spatial entraîne une forte présence militaire. "Officiellement, ce sont 2 100 militaires des trois armées qui stationnent de manière permanente en Guyane (à Cayenne, Kourou et Saint-Jean-du-Maroni). À ce chiffre, il faut ajouter les effectifs de la gendarmerie, qui étaient de 920 têtes en 2017. Officiellement, leurs objectifs sont d'assurer la sécurité du centre spatial [...]. Dans les faits, cette présence militaire a une fonction de dissuasion face à un mouvement social et à un mouvement indépendantiste en progression constante." Car oui, des résistances s'élèvent.

En 2017, le slogan "Pou Lagwiyan dékolé" ("pour que la Guyane décolle") fleurit un peu partout afin de dénoncer les investissements faramineux dans le spatial alors que des infrastructures de base manquent à la population. Le lancement des fusées de Kourou, notamment, est bloqué pour dénoncer la précarité des conditions de vie (5). Si ce mouvement social ne visait pas spécifiquement l'industrie spatiale, il l'avait clairement identifiée comme acteur majeur de la destruction de la vie locale pour des profits extérieurs (6). Jean-Marc Chemin, secrétaire de l'Union des travailleurs guyanais, raconte à la revue

Z que "l'occupation du CSG n'a duré que vingt-quatre heures, du 4 au 5 avril. Mais elle a été cruciale, car elle a permis de faire prendre conscience à la France de l'importance du mouvement. On était en pleine campagne présidentielle,

personne ne parlait de la Guyane. Cette action a braqué les projecteurs sur le mouvement social. 'La base spatiale est occupée !' On avait touché le nerf de la guerre". ♦



L'espace devient une déchetterie

En cinquante ans, des milliards de déchets d'origine terrestre ont été disséminés dans l'espace. La conquête spatiale, présentée comme le salut de l'espèce humaine, concourt surtout actuellement à polluer le ciel.

Dégâts dans l'espace

Les débris spatiaux sont aussi divers que les débris terrestres : gants, boulons, composants, satellites non opérationnels, étages supérieurs de fusées, etc. L'Agence spatiale européenne a calculé qu'en janvier 2019, l'humanité avait abandonné dans l'espace plus de 130 millions de pièces de débris mesurant moins d'un centimètre, 900 000 pièces de 1 à 10 cm et 34 000 pièces de plus de 10 cm. Le poids des déchets qui tournent autour de la terre est estimé à 8 000 tonnes. Il y a aussi de vieux satellites qui ne servent à rien — rappelons que la durée de vie d'un satellite est d'une dizaine d'années. Sur les 4 500 satellites en orbite, deux sur trois ne sont plus en activité : ce ne sont que des déchets qui tournent, mais tournent très, très vite : 8 km par seconde.

Comment nettoyer l'espace ?

L'un des principaux problèmes est qu'il n'existe actuellement aucune législation contraignante. Quelques initiatives fleurissent, comme le *Clean Space* porté par l'Agence spatiale européenne : il vise à capturer des satellites hors fonction pour les pousser vers une rentrée atmosphérique destructrice, mais sans danger terrestre. Il existe par ailleurs des satellites éboueurs qui peuvent pousser des déchets vers la Terre. Ces techniques sont expérimentales : les déchets s'accumulent depuis des dizaines d'années et les réflexions sur leur diminution en sont à leurs balbutiements, alors que des centaines de lancements de satellites sont envisagés... Et c'est encore un nouveau marché, des *start-up* vendant leurs services de dépollution.

Par ailleurs, les industriels cherchent actuellement moins à dépolluer l'espace qu'à se protéger des débris. Pour les plus petits éléments (inférieurs à 1 cm), la solution consiste à "blinder" les satellites, de telle sorte qu'ils ne soient pas endommagés ou détruits en cas de choc. Pour contourner les plus gros débris, qui peuvent être suivis, les trajectoires des satellites sont déviées. Comme sur Terre, les stratégies visent davantage le traitement des déchets que la réduction de leur production.

Martha Gilson

4. "L'impact de l'activité spatiale en Guyane sur l'écosystème", Iris Joussen, 7 février 2017, <https://www.sciencesetavenir.fr>

5. L'accès au centre spatial, interdit par des barrages, avait été débloqué le 22 avril 2017, à la veille du premier tour de l'élection présidentielle, après la signature d'un accord entre le collectif, l'État français et les élus locaux. Dans l'accord, le gouvernement "acte" notamment 2,1 milliards d'euros supplémentaires par rapport au plan d'urgence d'un peu plus d'un milliard d'euros validé initialement.

6. "Si vous lancez la fusée, ça va être le feu !", Célia Izoard et Anna Lochar, in "Guyane : trésors et conquêtes", *Revue Z*, n° 12, septembre 2018

Tout le monde ne rêve pas d'aller sur la Lune

Depuis le début de la conquête spatiale, des résistances à ce déploiement délirant de technologies s'élèvent. Les critiques sont nombreuses : obscénité des milliards dépensés, désastre écologique, imaginaire de domination, etc.

Des résistances anciennes

Contrairement au récit dominant, le lancement de la mission *Apollo 11*, en 1969, n'a pas soulevé toutes les foules. Si un million de personnes se sont réunies au centre spatial Kennedy pour voir décoller les premiers hommes vers la Lune, il y avait parmi eux le pasteur Ralph Abernathy, ami de Martin Luther King, venu protester contre le coût de ce programme spatial : plus de 25 milliards de dollars (l'équivalent de 200 à 240 milliards de dollars actuels). Il dénonçait alors l'obscénité de cette somme au regard de la misère de certaines populations, notamment afro-américaines. La conquête spatiale est "blanche", et Irénée Régnauld, essayiste, rappelle qu'"à New York, loin des représentations hollywoodiennes affichant une humanité rivée devant les écrans lors de l'événement, 50 000 personnes, majoritairement des Afro-américains et amateurs de musique, s'attourent au Harlem Cultural Festival où l'annonce de l'alunissage sera faite sous leurs huées" (1). La critique émane aussi du corps scientifique : "À l'été 1969, alors qu'Armstrong et Aldrin reviennent sur Terre, d'éminents scientifiques de la Nasa démissionnent et expliquent au magazine *Science* qu'il subsiste 'un désaccord profond sur le fait de savoir si la science est vraiment la première justification du vol habité dans l'espace'" (2).

Cette critique est moins audible aujourd'hui, car la Nasa a su y répondre. "Depuis les années 1970, la Nasa a

répondu par ses programmes d'exploration de la Terre, précise Arnaud Saint-Martin. Et, de fait, à partir de ce moment-là, les satellites servent à documenter les effets du changement climatique. Une bonne partie des données du rapport du Giec proviennent des missions spatiales. La différence aujourd'hui, c'est qu'il y a un début de critique sociale, du coût environnemental du spatial, très peu audible il y a encore quelques années."

Dénoncer les dégâts environnementaux

Aux États-Unis, l'ONG *Save RGV* s'oppose depuis 2019 à *SpaceX* pour protéger la plage de Boca Chica. Les infrastructures spatiales détruisent l'environnement où elles s'installent. Elon Musk a installé une partie de *SpaceX* à Boca Chica, à l'extrême sud du Texas. Depuis, les habitant·es ont reçu des courriers les invitant à céder leur maison, pour la construction de *Starbase*, "port spatial du 21^e siècle". Peu importe la réserve naturelle, peu importe la biodiversité, le milliardaire organise et loupe plusieurs lancements de vaisseaux spatiaux par an. La lutte est cependant loin d'être gagnée, comme l'explique Arnaud Saint-Martin : "Les associations environnementales essaient de protéger cette zone, ses espèces protégées, notamment des tortues qui viennent pondre. *SpaceX* est en train d'installer une énorme usine de méthane qui empiète sur la réserve. Tout ça se fait en piétinant littéralement



Le révérend Ralph Abernathy tient une pancarte protestant contre la pauvreté aux États-Unis lors du lancement d'*Apollo 11*.

les activistes. Il y a des effets très préjudiciables sur les écosystèmes, mais c'est l'économie qui l'emporte." Les collectifs se multiplient, comme le comité *Fuera SpaceX* ("*SpaceX dehors*") dans la ville voisine de Brownville, sans victoire pour l'instant face à des pouvoirs publics qui appuient l'installation spatiale, qu'ils voient comme une incarnation de l'excellence, bénéfique pour le développement économique du territoire.

SpaceX ne se déploie pas qu'aux États-Unis : en France aussi, des collectifs se mobilisent contre l'installation de stations terrestres liées à *Starlink*, son projet d'Internet par satellites. À Saint-Senier-de-Beuvron (Manche), le maire et ses habitant·es s'opposent à l'installation de neuf antennes-relais terrestres. Le 7 décembre 2020, les élu·es de la commune se sont officiellement opposé·es au projet d'Elon Musk. ♦

➔ Contacts

- ♦ **ANPCEN**, 3 rue Beethoven, 75016 Paris, www.anpcen.fr
- ♦ **International Dark Sky Association**, 5049 East Broadway Boulevard, #105, Tucson, AZ 85711, États-Unis, www.darksky.org

1. "Apollo, la Lune et l'Espace face aux contestations sociales", Irénée Régnauld, 20 septembre 2021, <https://humanites-spatiales.fr>
 2. "Soixante ans de 'spatio-critiques'", Irénée Régnauld, *Socialter* n° 49, décembre 2021-janvier 2022

L'espace, nouveau Far West du web

Un vieil aphorisme populaire nous rappelle que lorsque le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt. Désormais, il aura également loisir de jeter un œil sur un amas de satellites zébrant nuitamment le ciel étoilé avant d'admirer le ballet des étoiles et la valse des constellations.

Transformant l'espace en terrain de jeu pour milliardaires impénitents, les Musk, Bezos et autres Branson se vivent en nouveaux conquistadors, avides d'accaparer le bien commun de l'humanité qu'a toujours été le ciel étoilé. S'apprêtant à généraliser le tourisme spatial, ces milliardaires capricieux ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin.

Le fondateur de *Tesla* et, à sa suite, ceux d'*Amazon* et de *Virgin*, s'apprêtent à envoyer plusieurs dizaines de milliers de satellites en orbite basse pour développer un nouveau réseau d'internet

mobile à très haut débit. Alors que l'espace compte à présent 2 218 satellites opérationnels, ce sont près de 100 000 satellites qui pourraient y être envoyés dans les années à venir. D'ici à 2025, *Starlink* devrait pouvoir compter sur près de 12 000 satellites couvrant entièrement la planète (1).

Premier arrivé, premier servi ?

Les milliardaires de la *Silicon Valley*, non contents d'avoir privatisé le web, sont en passe de s'approprier l'espace, profitant d'un *no man's land* juridique. En effet, les seules conventions internationales réglementant l'accès à l'espace datent d'un traité signé en 1967, et elles ont été édictées pour éviter les accrochages entre satellites. Ce traité sur l'espace érige en principe fondamental la liberté d'exploration et d'utilisation de l'espace pour tous les États. L'espace n'est pas un espace souverain et n'appartient par conséquent à personne. Pour les tenants du "cyber espace", la principale règle ayant cours devient donc la suivante : "Premier arrivé, premier servi" ! Et, à ce petit jeu-là, les

1. Les projets de mégaconstellations en orbite basse de *SpaceX*, *Amazon* et *OneWeb* prévoient d'envoyer respectivement 12 000, 3 000 et 1 000 satellites.

Thomas Pesquet, l'homme le plus radioactif de France ?

Plus on monte en altitude et plus la radioactivité dégagée par le Soleil est intense. Ceci fait que les voyages spatiaux sont forcément limités dans le temps. Actuellement, avec 437 jours, le russe Valeri Poliakov détient

le record mondial, un record qui date de 1995. Depuis, on plafonne le temps passé dans l'espace. Il n'est donc pas question d'atteindre Mars car, avec les technologies actuelles, il faudrait au mieux 250 jours pour y aller et autant pour en revenir : le risque de contracter un cancer est élevé. **MB**
(source : <https://parlonssciences.ca>)



Thomas Pesquet

acteurs du *far web* ont toujours un coup d'avance.

Face à cette nouvelle conquête de l'Ouest, les États sont comme tétanisés à l'idée d'apparaître comme anti-progrès, rejetés dans la catégorie honnie des Amish et de leur lampe à huile. Aucun n'est en mesure de tenir tête à *Starlink*, la société de droit américain créée par Elon Musk, et on assiste médusé à cette appropriation au grand jour. À l'instar de la 5G, l'internet à très haut débit par satellite bénéficie d'une présomption d'innocence, perçu *a priori* comme un progrès pour l'humanité.

Il y a pourtant lieu de gratter le vernis progressiste pour évaluer honnêtement ce qui nous est toujours présenté comme une longue marche vers un bonheur 2.0 hyper connecté. Car ceci n'a rien d'une évidence. Et comme de mauvaise coutume, aucun débat démocratique n'a été conduit pour évaluer sérieusement le bénéfice supposé et les nouvelles menaces, pourtant bien réelles.

Les dieux sont tombés sur la tête

Alors que l'évaluation environnementale et climatique est loin d'avoir été conduite, l'utilité de cet internet par satellite est quant à elle tout à fait discutable. Les débits offerts et le temps de latence sont largement inférieurs à ce que peut offrir la fibre. À l'évidence, l'objectif de ces constellations est sans doute à chercher ailleurs.

En couvrant l'espace de grappes de satellites, Elon Musk déploie une infrastructure qui lui permettra sans doute d'accompagner la généralisation de la voiture autonome dont il est l'un des acteurs majeurs avec *Tesla*. Cet agenda caché pose question car ce déploiement crée les conditions objectives permettant à un acteur privé de mettre en place une surveillance généralisée sans aucun contrôle.

Ce meilleur des "e-mondes" se met progressivement en place sans aucune réaction des États. Pire, l'Autorité de régulation des communications électroniques (Arcep) avait accordé, en France, une autorisation d'émettre à la société *Starlink*. Mais, par une décision datée du 5 avril 2022, le Conseil d'État, saisi par les associations *Priartem* et *Agir pour l'environnement*, a annulé la décision d'accorder à *Starlink* des fréquences pour le déploiement d'un réseau ouvert au public qui lui permettrait de fournir



Désastres terrestres

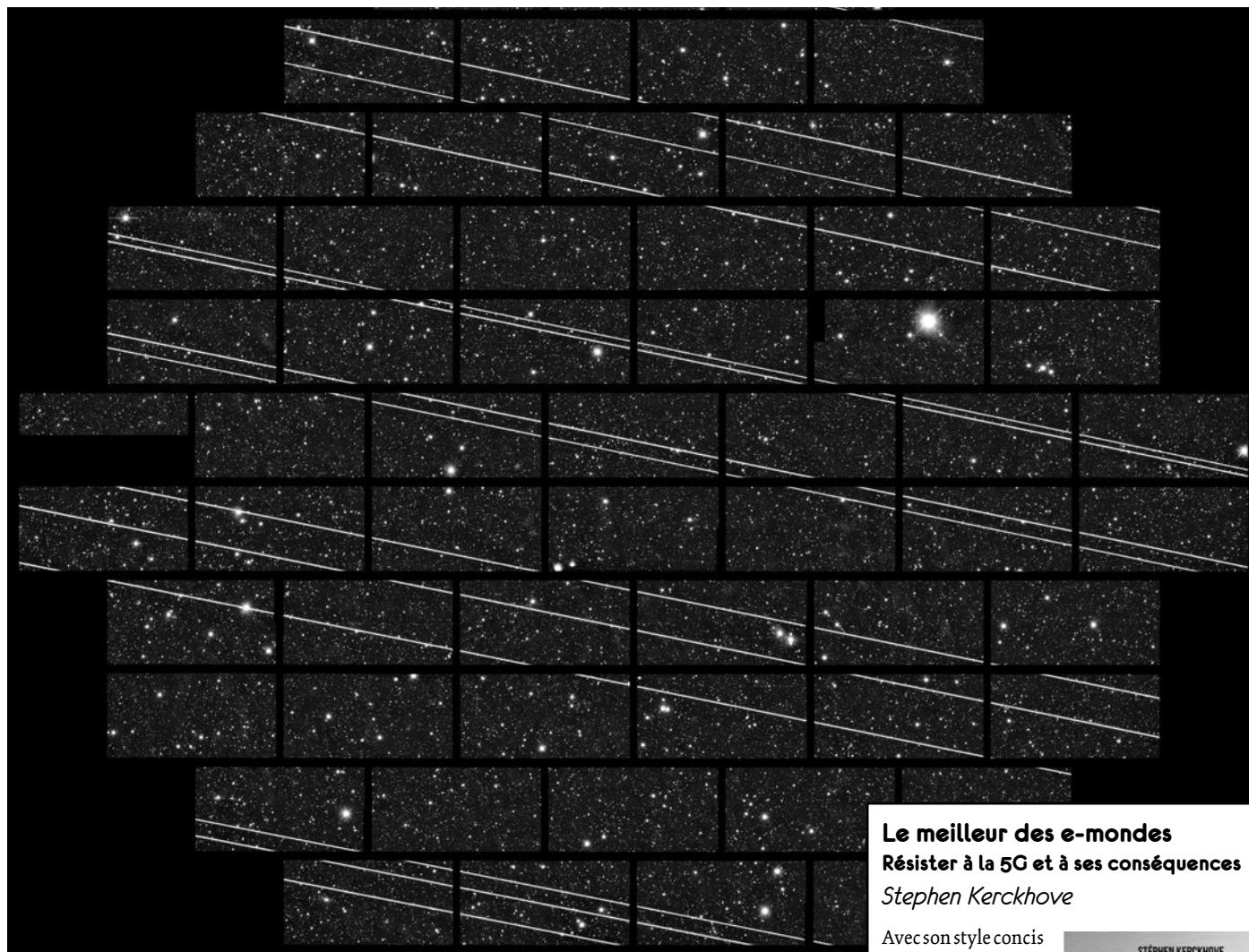
Si la pollution liée à l'industrie spatiale ne concurrence pas encore celle du trafic automobile ou aérien, son développement rapide ne peut avoir que des conséquences désastreuses.

Les coûts de production des satellites ont drastiquement diminué ces dernières années du fait de leur miniaturisation. Leur fabrication est donc devenue possible pour quelques milliardaires qui investissent dans les innovations technologiques. Ces investissements sont néfastes pour le ciel étoilé mais aussi pour la terre ferme. *"Tout aussi catastrophique est la mise en place d'infrastructures démesurées, impliquant une prédation des ressources en énergie et en matière de notre planète, tant pour construire les satellites que pour les lancer, les piloter ou les utiliser. Contrairement aux satellites géostationnaires habituellement utilisés dans les télécommunications, les satellites Starlink orbitent à basse altitude. Ils traversent le ciel visible d'un lieu donné en seulement quelques minutes. Pour les suivre, chaque utilisateur devra acheter une antenne spéciale (dite à commande de phase). Ces antennes au sol devront être fabriquées en masse pour rendre leur prix abordable. SpaceX a déjà demandé l'autorisation d'en installer un million... pour commencer"* (1).

Et que dire des vols spatiaux ? *"Pour un seul vol d'une dizaine de minutes, ce sont pas loin de 80 tonnes d'équivalents CO₂ qui sont émises dans l'atmosphère. C'est plus de 6 fois la quantité de CO₂ émise par un Français sur une année entière, ou autant qu'un Indien pendant 40 ans"* (2). Cette phrase, à elle seule, révèle l'obscénité et la dangerosité de leur développement. Et c'est sans prendre en compte les pollutions générées par la construction des fusées, des infrastructures, des carburants, etc. *"Propulser une masse de 750 tonnes à 8 000 km/h (comme la fusée Ariane 5) nécessite un concentré d'industries extractives et chimiques : 240 tonnes de polybutadiène, perchlorate d'ammonium et aluminium, 173 tonnes d'hydrogène et oxygène liquides obtenus à grand renfort d'énergie, plus de l'hydrazine et du tétraoxyde d'azote bien toxiques. À chaque lancement (un par mois à Kourou, une centaine par an dans le monde), un gigantesque nuage de combustion dissémine du gaz chlorhydrique et des particules d'alumine à des kilomètres alentour. Les particules acides du nuage sont diluées par un rideau d'eau de 9 m³ par seconde surnommé 'le Déluge', recueillies dans des fosses en béton de 18 m de long puis traitées à la soude avant d'être rejetées dans l'environnement"* (3).

MG

1. "Starlink : les dommages collatéraux de la flotte de satellites d'Elon Musk", Roland Lehoucq, François Graner, 10 mai 2020, <https://theconversation.com>
2. "Écologie : la conquête spatiale a-t-elle un sens ?", Clément Fournier, 27 juillet 2021, <https://youmatter.world/fr>
3. "Pour gagner l'Espace, nous perdons la Terre", Célia Izoard, 20 juillet 2021, <https://reporterre.net>



Pollution du signal d'une image d'un télescope du CTIO (Observatoire interaméricain du Cerro Tololo au Chili) par le passage des trains de satellites Starlink (333 secondes d'exposition) en novembre 2019.

un accès à internet fixe par satellite. À l'instar de la 5G, les pouvoirs publics estiment que l'évaluation environnementale et sanitaire est au mieux un passage obligé, au pire une concession procédurale dont on peut se passer. Il est temps que les pouvoirs publics cessent de passer en force sur de tels sujets et acceptent enfin le nécessaire débat public. ♦

➔ Contacts

- ♦ Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, tél. : 01 40 31 02 37
- ♦ Priartem, BP 64, 206 quai de Valmy, 75010 Paris, tél. : 01 42 47 81 54

Des dizaines de Tchernobyl au-dessus de nos têtes ?

Entre 1970 et 1988, les Russes ont expédié 34 satellites propulsés par un réacteur nucléaire. Cette technologie est envisagée pour les envois lointains. D'autres techniques nucléaires sont à l'étude pour assurer l'alimentation en énergie lors de voyages lointains. En cas d'explosion du satellite hors de l'atmosphère, en principe toute la matière se consume en pénétrant dans l'atmosphère terrestre. Mais la radioactivité ne se détruit pas et se dissipe alors dans l'air. Le plus gros risque, pour le moment, reste l'explosion du satellite lors de son décollage. **MB** (source : www.savoirs.essonne.fr/dossiers/lunivers/exploration-spatiale/la-propulsion-nucleaire-dans-lespace/complement/resources/)

Le meilleur des e-mondes Résister à la 5G et à ses conséquences Stephen Kerckhove

Avec son style concis et ironique que nos lecteurs et lectrices connaissent bien, Stephen Kerckhove explique ce qu'est la technologie de la 5G, son rôle, ses conséquences sur la santé, sur l'environnement, sur le social et comment, devant ce qui est présenté comme un progrès,

on fait un nouveau pas vers une société totalitaire, non plus contrôlée par l'État mais par les multinationales. Abrutissement par le temps passé sur notre deuxième cerveau (le smartphone), infantilisation avec des applications qui d'inutiles hier deviennent indispensables aujourd'hui, baisse généralisée de l'intelligence et de l'esprit critique et donc obéissance via un réseau qui consomme énormément d'énergies et de matériaux, marginalisation des zones rurales (qui disposent d'un débit déjà 500 fois plus faible que celui de Paris). Après une démonstration cinglante des mécanismes mis en œuvre par nos dirigeants (lobbying, conflit d'intérêts et mensonges à tous les étages), l'auteur dresse toute une liste de résistances possibles, à commencer par refuser d'acheter un téléphone qui utilise cette technologie. **MB**

Éd. Rue de l'Échiquier, 2021, 128 p., 15 €



➤ Propos recueillis par : **Martha Gilson**

➤ **Frédéric Boone**, astronome adjoint, Institut de recherche en astrophysique et planétologie (Irap), CNRS – UT3.

Pour une astronomie décroissante

Entretien avec Frédéric Boone, un astronome qui rêve d'une science plus sobre et de rapports au monde plus poétiques.

Les tribunes de scientifiques se multiplient pour rappeler la responsabilité humaine dans le désastre écologique en cours. En février 2020, près de 1 000 scientifiques de toutes disciplines appelaient dans *Le Monde* à la désobéissance civile, estimant que *"notre mode de vie actuel et la croissance économique ne sont pas compatibles avec la limitation du dérèglement climatique à des niveaux acceptables"*. Cette critique oublie trop souvent le domaine du spatial, dont l'utilité serait prouvée grâce aux données récoltées sur le dérèglement climatique. Quelques astrophysiciens interrogent cependant le bien-fondé de la conquête spatiale, comme Aurélien Barrau : *"Alors que la crise écologique majeure qui nous menace plaide aujourd'hui — en particulier pour notre propre survie — en faveur d'une redécouverte rapide de la sobriété, quel sens y a-t-il à se ruer sur une constellation satellitaire, course opérée par une société privée, permettant de décupler l'usage, terriblement énergivore et désocialisant, des technologies numériques ?"* (1).

Silence : Où va la recherche ?

Frédéric Boone : Ce qui motive la recherche aujourd'hui, c'est la curiosité mais aussi toutes les applications possibles : militaires, etc. Certains



chercheurs croient encore que la conquête spatiale pourrait permettre à l'humanité de sortir du berceau terrestre pour coloniser d'autres planètes. Je n'y crois pas du tout, c'est un vaste conte de fée. On est très loin même d'aller sur Mars, planète hostile. Et surtout, vu la situation sur Terre, il est évident que l'urgence n'est pas d'aller coloniser Mars ni de développer plus de technologies pour aller sur Mars : il faudrait

plutôt mettre tous les moyens possibles pour améliorer la situation sur Terre.

Quelle pourrait être une position acceptable du chercheur ?

Frédéric Boone : Je n'ai pas la réponse mais, déjà, il faudrait renoncer à contribuer directement à ces développements-là, et le faire publiquement.

1. "SpaceX et la nouvelle conquête spatiale : la démonstration de notre incohérence", Aurélien Barrau, 02 juin 2020, www.goodplanet.info

L'astronomie pour toutes



En France, il y a environ 1 000 astronomes professionnelles et à peu près 100 000 personnes qui s'intéressent à l'astronomie : contemplation poétique du ciel, reconnaissance des constellations, astrophotographie, etc. (1). La connaissance des étoiles n'est pas forcément l'apanage des astronomes, et l'association *Éphémérides*, par exemple, a pour but de partager l'univers de l'astronomie avec plus grand nombre. Créée en 2014 par l'astronome Fatoumata Kébé, elle veut rendre l'apprentissage des sciences accessible à toutes. Elle se tourne particulièrement vers les quartiers populaires et les établissements scolaires. Des soirées d'observations des étoiles sont organisées chaque mois en Île-de-France, des ateliers manuels de réalisation de maquette du système solaire ou de la création du ciel sont proposés régulièrement. L'association défend particu-

lièrement l'accessibilité de ces savoirs aux femmes, qui en sont plus souvent exclues. Avec le programme Claudie Haigneré (première et seule femme française à être allée dans l'espace), elle combat les clichés sexistes.

♦ *Éphémérides*, 35 rue de la Chapelle, 75018 Paris, www.asso-ephemerides.fr

1. "Les astronomes amateurs face à la pollution lumineuse du ciel", Fabrice Mottez, conférence du 16 décembre 2021 au Centre universitaire des Saint-Pères, Paris.

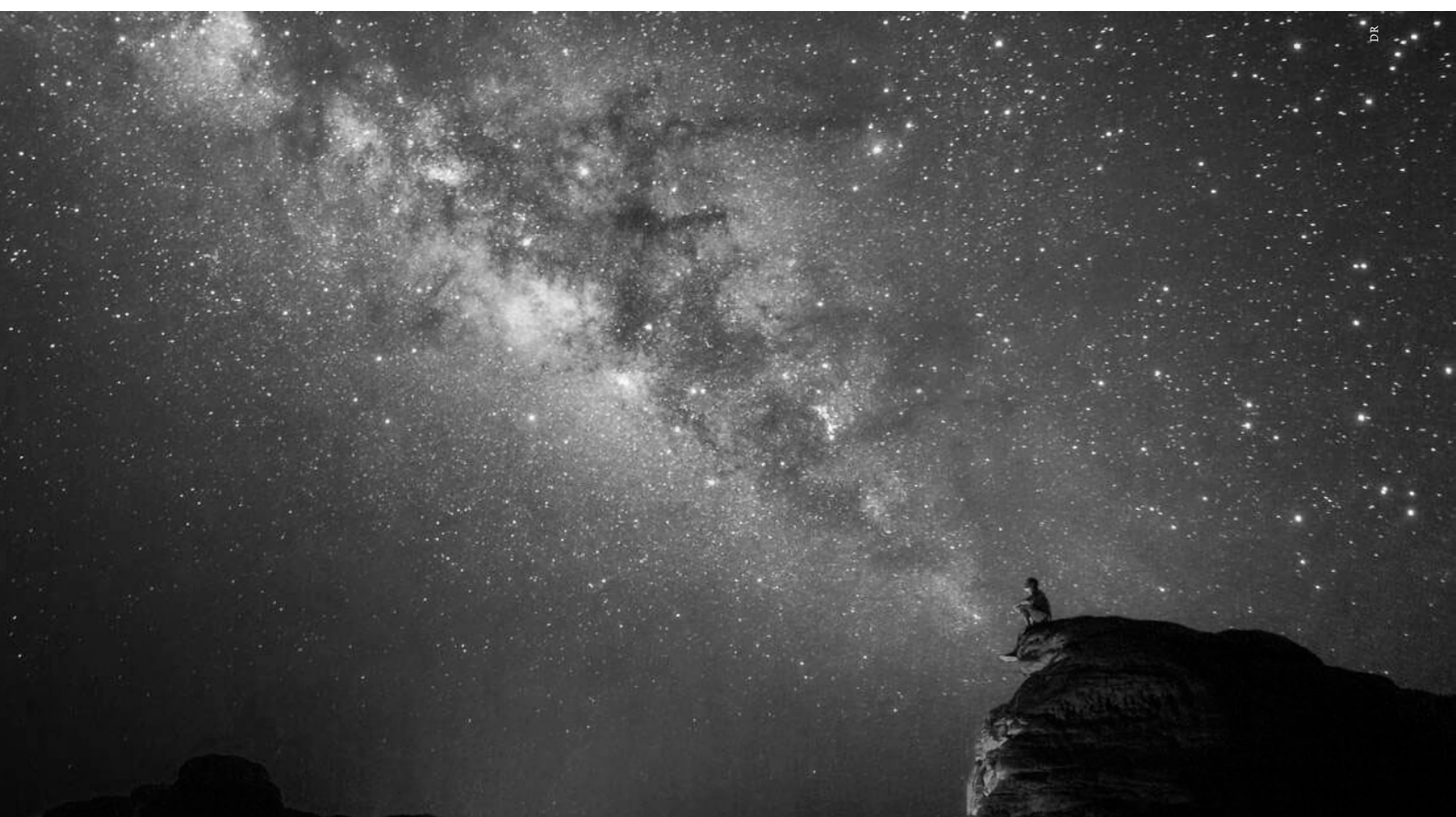
C'est ce qu'on essaie de faire un peu à l'*Atécopol* (2).

Je suis admiratif de la démarche d'Alexandre Grothendieck, un des plus grands mathématiciens de tous les temps, qui, dans les années 1970, a eu une prise de conscience et a fini par démissionner. Écologiste convaincu, il a essayé de convaincre les chercheurs et les chercheuses d'arrêter les travaux dont les applications détruisent le vivant. Ce n'est donc pas une question nouvelle. Les chercheurs doivent se positionner car la neutralité de la science est une chimère. Faire notre travail de scientifique comme on nous le demande, ce n'est pas rester neutre.

Comment faire une science de basse technologie ?

Frédéric Boone : Ça questionne la définition de la recherche. Qu'est-ce qu'on veut faire comme recherche ? Si on passe aux *low techs*, on ne pourra plus mener la recherche qu'on fait actuellement en astrophysique, c'est-à-dire développer de grands instruments, de gros télescopes qui ont besoin de très hautes technologies et de quantités

2. L'*Atelier d'écologie politique (Atécopol)* regroupe des scientifiques de la région toulousaine qui souhaitent mettre en avant la responsabilité du secteur de la recherche dans le dérèglement climatique.



S'évader grâce au ciel étoilé

La résistance passe aussi par la défense du ciel étoilé, en voie de disparition du fait de la multiplication des satellites. *Agir pour l'environnement* porte la campagne "Le ciel étoilé : un espace en voie de disparition ?" pour dénoncer la croissance vertigineuse des points lumineux dans l'espace public depuis les années 1990. "Il est temps d'obtenir le classement du ciel étoilé au patrimoine mondial de l'Humanité, et que sa protection ne demeure pas confinée à de vaines paroles. La pollution lumineuse doit faire l'objet de mesures fortes aux niveaux local, national, européen et international". Ces revendications rejoignent celles de l'Association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement nocturnes (ANPCEN) ou, au niveau mondial, de la Dark Sky Association, qui militent l'une et l'autre en faveur d'une législation mondiale. Aujourd'hui, à peine 2 % du territoire français est exempt de pollution lumineuse. Plus de 80 % de la population mondiale vit sous un ciel pollué par la lumière, et près de 99 % de la population européenne. Un tiers de la population mondiale ne voit plus la Voie lactée. Au-delà des pollutions lumineuses terrestres, les flottes de satellites dénaturent chaque nuit un peu plus le ciel étoilé. Envie de vacances ? La 31^e série de *Nuits des étoiles*, les 5, 6 et 7 août 2022, sera l'occasion d'observer le ciel à la recherche d'étoiles filantes. Partout en France, des événements sont organisés par l'Association française d'astronomie (AFA), association d'éducation populaire pour l'accès à la culture scientifique. Grâce à une lunette ou un télescope, il est possible d'observer Jupiter, Saturne, mais aussi Uranus et Neptune. Et, que ce soit en août ou à un autre moment de l'année, plus on s'éloigne des sources de pollutions lumineuses, plus le ciel révèle ses secrets : un projet d'escapade alléchant !

- ◆ **Association française d'astronomie**, 17 rue Émile-Deutsch-de-la-Meurthe, 75014 Paris, tél. : 01 45 89 81 44, contact@afastronomie.fr, www.afastronomie.fr
- ◆ **ANPCEN**, 3 rue Beethoven, 75016 Paris, www.anpcen.fr
- ◆ **International Dark-Sky Association**, 5049 East Broadway Blvd, #105, Tucson, AZ 85711, États-Unis <https://www.darksky.org/>
- ◆ Voir aussi "Retiens la nuit", Silence n° 475, février 2019

projets pharaoniques et de mettre des limites à notre soif de comprendre et, en même temps, à un niveau individuel, de lâcher, de se contenter.

Bien sûr, il y a d'autres rêves possibles que la conquête spatiale ou les connaissances de l'univers lointain. Les jeunes, aujourd'hui, rêvent de Thomas Pesquet mais ils sont aussi très angoissés par la situation, et il y a de quoi ! Ils ont aussi besoin de perspectives. On peut imaginer d'autres rêves qui permettent de tenir compte de la réalité pour sortir de cette schizophrénie. Il y a moyen de faire rêver sur un monde plus solidaire, plus humain, plus attentif à ce qui nous entoure sur Terre, qui ne soit plus dans le culte de la croissance économique et de la compétition à tous les niveaux.

L'astrophysique m'a aussi fait rêver, bien sûr. Notre galaxie fait 100 000 années-lumière de diamètre. On a du mal à l'imaginer mais on peut l'étudier avec les équations de la physique, c'est fascinant. Nous sommes de la poussière d'étoile, c'est-à-dire que les atomes qui nous composent, pour la plupart, ont été formés, un jour, au cœur d'une étoile. C'est presque de la biologie à grande échelle. Dans les années 1970, des astronomes ont proposé de considérer les galaxies comme des êtres vivants. C'est passionnant. Et puis c'est beau ! Aujourd'hui, j'ai simplement envie de partager ces connaissances et l'émerveillement qu'elles suscitent tout en questionnant notre désir d'en vouloir toujours plus. Dans mes conférences, j'essaie de transmettre ce que je comprends de la singularité de notre situation, des limites de nos connaissances et des enjeux de notre époque. L'avenir à court terme du vivant sur Terre échappe au déterminisme astrophysique. L'habitabilité de notre planète est devenue un problème éthique. ♦

d'énergie pharamineuses pour traiter les données qu'ils accumulent. Il faudra oublier ce type de projet, revenir à de petits télescopes. Il est possible de faire son télescope à la main, de polir un miroir. Ce n'est plus la même science, mais on n'est pas obligé d'aller chercher les galaxies les plus lointaines. Il faut aussi revenir à une forme d'émerveillement, de contemplation. Je ne suis pas sûr qu'il faille absolument chercher à tout comprendre, ce qui est un peu le moteur de notre civilisation.

astrophysiciens pour se faire raconter l'univers et pour se faire rêver. Mais il y a quelques décennies encore, on pouvait regarder en l'air et, en ouvrant les yeux, faire lien avec l'espace. J'ai envie de dire : arrêtons de chercher les réponses à nos questions métaphysiques avec de grands télescopes et allongeons-nous dans l'herbe, le soir, pour contempler l'immensité du cosmos et son mystère (après avoir éteint les lumières des villes). C'est un mélange de conscience collective, de ne plus aller vers des

Quel rapport au cosmos pour l'avenir ?

Frédéric Boone : Paradoxalement, on a perdu ce lien au cosmos. La plupart des gens habitent en ville et ne peuvent plus observer, le soir, la voie lactée à l'œil nu. C'est paradoxal, alors qu'on est capable d'observer des galaxies très lointaines, de remonter presque au big bang. Donc on se réfère aux

Drôles de découvertes

Dans le monde politique, on s'interroge régulièrement sur la nécessité de continuer à financer des programmes spatiaux. On peut remarquer dans les médias que la Nasa annonce régulièrement des découvertes spectaculaires. Un examen attentif des dates de ces annonces montre qu'elles ont toujours lieu quelques semaines avant le vote du budget des États-Unis. Les principales découvertes sont donc les astuces de communication pour continuer à profiter de l'argent public. **MB**

1993

La décroissance en couverture : une première en France

Silence a 11 ans, et continue d'affirmer qu'une croissance infinie n'est pas possible dans un monde fini.

Un peu de cohérence !

Les Verts-Savoie organisent l'Assemblée générale des Verts en novembre 1992 avec plus de 800 personnes. *Silence* est invité à animer un petit quotidien pendant les trois jours et ne peut s'empêcher de décrire ce que l'on voit : jusqu'à 100 fumeu-ses pendant une pause, des poubelles de tri non respectées, des bouteilles en plastique alors que les Verts-Savoie en fournissent en verre... Un résumé est publié dans le n° 161 de janvier 1993. *Silence* ne sera pas réinvité.

Le GATT est un accord de libre-échange international, datant de 1947. Une vaste campagne s'oppose aux négociations secrètes pour son extension, que *Silence* relaie longuement (dossier dans le n° 163, BD dans le n° 165, article de Vandana Shiva sur les semences). Il disparaît sous ce nom pour revenir sous une autre forme avec la création en 1994 de l'OMC, Organisation mondiale du commerce.

Dans le n° 167-168, nous publions une étude sur le nombre de kilomètres parcourus pour la commercialisation d'un simple yaourt à la fraise (lait, fraises, pot, étiquette). Une étude en Allemagne par l'Institut Wuppertal. Résultat : 9 115 km.

Le temps de la décroissance

Après avoir brièvement parlé de la décroissance dans le n°108 (en 1988), *Silence* publie dans le n°164 (avril 1993), intitulé "Le temps de la décroissance", l'introduction de 11 pages de Jacques Grinevald au livre de Nicholas Georgescu-Roegen *Demain la décroissance*. Le dossier explique pourquoi, physiquement, la croissance ne peut pas continuer indéfiniment dans un monde fini.

Dans le même numéro, nous revenons sur les bouteilles en plastique en Allemagne : la consigne obligatoire y est entrée en vigueur au

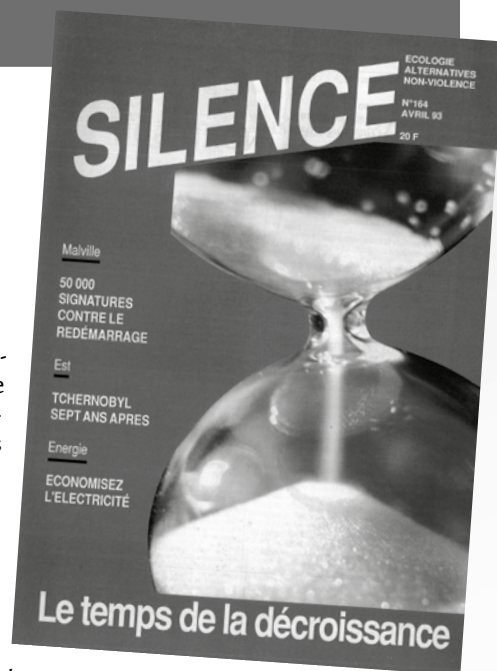
1^{er} janvier et les commerces ne savent que faire des bouteilles récupérées. Deux fausses solutions se mettent en place rapidement : la valorisation énergétique (en incinérateur) et l'exportation vers des pays moins regardants. La preuve que le recyclage ne fonctionne pas.

Et en interne...

Fin 1992, le propriétaire du local du 4 rue Bodin annonce son intention de le vendre. Huit groupes sont alors présents dans les locaux. La Maison de l'écologie veut rester seule propriétaire et négocie un achat en viager. Cette prise de pouvoir provoque une cassure : les Verts-Rhône et Lyon-Écologie louent un autre local en février. Les autres associations (Européens contre Superphénix, *Silence*, Primevère, Côté Jardins, Alliance Tournesol), qui espéraient une gestion collective, décident de créer une Société civile pour aller acheter un local ailleurs. Une souscription *Un toit pour l'écologie* est lancée dans *Silence*.

Silence co-édite avec les Ateliers de création libertaire le livre du chercheur libertaire britannique Colin Ward, *La liberté de circuler*, préfacé par René Dumont, livre qui explique comment la voiture s'est imposée, induisant plus d'individualisme, occupant toute la place en ville... Avec des groupes antinucléaires, *Silence* co-édite le livre *Nucléaire ? Non merci !* de Henry Chevallier. Le hors-série *Les métiers de l'écologie* coordonné par Michel Bernard sort aussi cette année-là.

Michel Bernard



Chaque mois, Michel Bernard retrace l'histoire de la revue Silence, année après année.

Médias

◆ **Reporterre.net.** Le quotidien de l'écologie sur internet a publié, les 13 et 14 avril 2022, une enquête sur le nucléaire en cinq articles, par Hervé Kempf : "Le nucléaire est-il bon pour le climat ?", "Comment l'atome s'est-il imposé dans le débat public ?", "Un accident nucléaire est-il possible en France ?", "La sobriété est une meilleure solution" et "Relancer le nucléaire une mauvaise affaire pour le climat".



◆ **Dard/Dard, n°6, printemps 2022, "Fin du monde/fin de mois, la transition avec les milieux populaires",** 19 €, éd. De l'Attribut, 10 rue des Frères, 31400 Toulouse, France. Un dossier complet qui interroge la notion de justice avec Geneviève Azam, et donne la parole à Fatima Ouassak, qui réaffirme l'urgence à faire de l'écologie un outil de libération des quartiers populaires. L'occasion aussi d'entendre Boris Tavernier pour l'association VRAC qui lutte contre la malbouffe dans les quartiers populaires, etc. Le tout illustré par Anne Derenne, une illustratrice appréciée de la revue Silence !



◆ **Alternatives économiques, n°423, mai 2022, "Le nouveau désordre mondial",** 5,90 €, Alternatives Economiques, 12, rue du Cap-Vert 21800 Quétigny. Un dossier bien pensé qui donne des clefs de compréhension des enjeux de la guerre en Ukraine, de ses conséquences sur les économies européennes, le poids des matières premières dans le commerce international, etc. Éclairant dans un contexte sombre.

◆ **Casse-rôles, n°20, mai-juillet 2022, "Maternité",** prix libre, association Les amies et amis de Casse-Rôles, Chez Annie Nicolai, 54 avenue de la Révolution, 87000 Limoges. Un dossier intéressant sur le désir (ou non) d'être mère, les injonctions sociales qui y sont associées, les luttes du Planning Familial pour la contraception et l'IVG, etc. Avec toujours cette idée en fond : "l'oppression des femmes dans les sociétés patriarcales est une conséquence directe de leur capacité à enfanter".



Enquête d'un autre monde

Tripalium : construire ensemble ses éoliennes



"Fabriquer nous-mêmes notre éolienne permet de diminuer les coûts, de savoir comment elle fonctionne, de pouvoir la réparer si besoin, et donc d'être d'autant plus autonomes." Aurélien

Plutôt que d'investir dans un objet dont ils n'auraient pas la maîtrise, Mélanie et Aurélien ont décidé d'autoconstruire leur éolienne. Le duo participe à un stage avec l'association Tripalium. Ces stages sont ouverts à tout le monde, que l'on soit habitué-e des travaux manuels ou totalement inexpérimenté-e. En une semaine, un groupe fabrique une à deux éoliennes qui sont revendues au prix coûtant des matériaux bruts à toute personne le souhaitant.

Une formation autonomisante

Le stage commence par une brève présentation théorique, et très vite, la dizaine de stagiaires se met au travail avec une motivation perceptible. Chacun-e s'organise comme il ou elle le souhaite sur les trois ateliers : bois, métal et électricité. On se rend vite compte que les profils et les compétences des un-es et des autres sont très variés, ce qui facilite les collaborations et les échanges de savoirs. Pour savoir quoi et comment faire, on se réfère au manuel. Ce guide

est une véritable encyclopédie pratique, toutes les informations s'y trouvent, expliquées pas à pas. Ainsi le formateur n'est qu'un participant parmi d'autres qui possède des connaissances spécifiques.

La construction d'éoliennes demande des compétences nombreuses qui permettent, une fois acquises, de fabriquer par soi-même des produits variés : meubles en bois, objets en fer et autres. Autour des repas, chacun-e partage avec les autres ce qu'il ou elle a appris ici et ailleurs. Pour les novices, c'est la découverte d'un nouvel univers : de nombreux systèmes énergétiques performants peuvent être construits sous forme de chantiers participatifs, l'éolienne n'est qu'un exemple parmi d'autres.

"Il se passe des stages dans plein de domaines différents. C'est génial d'apprendre à faire nous-mêmes nos maisons, nos systèmes de production d'énergie, etc. L'autoconstruction permet de reprendre la main sur le matériel que l'on possède, de l'adapter à son usage particulier, d'être plus autonome et plus conscient de ce que l'on utilise. Il faudrait que ça se développe davantage, notamment pour sortir du système de consommation dans lequel on est", estime Marie-Laure.

Construire plutôt que d'acheter

Axel a quitté son travail pour se consacrer à sa famille. Il s'occupe ainsi de sa maison et l'améliore au fur et à mesure par lui-même. *"J'ai fini par comprendre quelque chose d'important : quand on travaille, on achète des services, des objets. Quand on ne 'travaille' pas, on les crée."*

On interroge aussi les énergies "vertes", leur impact sur l'environnement, l'utilisation des terres rares, la gestion centralisée par des multinationales. L'une des conclusions est celle de la nécessité de diminuer nos besoins énergétiques, ce qui pourrait se réaliser sans baisser significativement notre qualité de vie, à condition que la volonté politique soit bien présente.

Hélène Petit

◆ **Tripalium**, 20 avenue de Lodève, 34 070 Montpellier, www.tripalium.org

Reportage issu du livre *Enquête d'un autre monde*, Hélène Petit et Benoît Cassegrain, éd. Ulmer, 2021.

Reportage issu du livre *Enquête d'un autre monde*, Hélène Petit et Benoît Cassegrain, éd. Ulmer, 2021, 196 p., 22 €

Québec

Le plus haut immeuble en bois du monde

Avec 13 étages, l'immeuble *Ecocondos* construit dans l'écoquartier Pointe-aux-Lièvres, dans la ville de Québec, est sans doute l'un des immeubles en bois les plus haut au monde. Le bois massif utilisé provient de forêts locales. La construction de cet immeuble a permis d'économiser 60 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport à un immeuble similaire construit en béton.



Dordogne

Chrysalide, le café des enfants

À Périgueux, café associatif pour les petit-es et les grand-es, *Chrysalide* est ouvert à tou-tes et principalement aux enfants de 0 à 12 ans et à leur entourage familial et social. On y trouve boissons chaudes et pâtisseries maison et des espaces permettant un accueil des enfants spécifiquement adapté. Des ateliers variés (chant, musique, peinture, cuisine, art créatif...) pour les enfants et leurs accompagnant-es sont animés par des bénévoles et des intervenant-es extérieur-es. Ce n'est pas un mode de garde, les enfants sont sous la responsabilité des adultes qui les accompagnent. Le matériel est à disposition de tout le monde et c'est donc à chacun-e d'être responsable et de faire attention aux jeux, jouets, mobilier...

◆ **Chrysalide**. Tous les lundis, mercredis et samedis de 9h30 à 12h. Le dimanche, en fonction des ateliers. 5 rue Jacques Le Lorrain, 24000 Périgueux



Marches pour le climat : la mobilisation faiblit ?

Alors que 95 % des Français-es indiquent que la question du changement climatique les inquiète, la mobilisation en France n'est plus au rendez-vous. Le samedi 12 mars 2022, 135 manifestations étaient organisées en France et selon le décompte des organisatrices, cela n'a représenté que 80 000 personnes. Pour mémoire, le ministère de l'Intérieur avait estimé le nombre des manifestant-es à 110 000 en mars 2021, et 145 000 en mars 2019. Peut-être faut-il prévoir d'autres formes d'action ?



Les propositions du GIEC sont un minimum

La publication du dernier volet du rapport du GIEC, le 4 avril 2022, a connu du retard du fait des pressions des États pour gommer au maximum les contraintes suggérées. Il faut donc bien comprendre que les mesures sont un minimum... bien qu'elles semblent déjà inatteignables.

Selon ce rapport, nous sommes actuellement sur une trajectoire allant vers une hausse des températures mondiales de 3,2°C d'ici 2100. Pour pouvoir rester en-dessous de 1,5°C, il faudrait que la baisse des émissions de gaz à effet de serre soit effective avant 2025. Or, pour le moment, la seule année de baisse aura été 2020, du fait de la crise du Covid. La baisse observée en 2020 devrait être reproduite ensuite chaque année. Il est clair que ce ne sera pas le cas puisque 2021 a vu une hausse importante et que rien n'indique un fléchissement en 2022.

Le GIEC estime que supprimer les aides aux énergies fossiles pourrait faire baisser les émissions de 10 %. Pour rester en-dessous de 2°C, 30 % des réserves du pétrole, 50 %

de celles de gaz et 80 % de celles de charbon doivent rester inexploitées. Alors que chaque jour s'ouvrent de nouvelles mines, de nouveaux forages et de nouvelles centrales thermiques.

Le basculement vers les énergies renouvelables ne suffira pas à résoudre les problèmes. Il faut revoir totalement nos modes de transport (moins d'avions et de voitures), rendre les bâtiments basse consommation... et faire baisser la consommation des 10 % les plus riches qui émettent à eux-seuls 45 % du total. Au niveau agricole, moins d'élevage et plus de forêts vont dans le bon sens. Il faudrait diminuer le recours au ciment (et donc de béton), gros facteur d'émission.

Le GIEC estime qu'en 2021, les budgets pour faire baisser les émissions ont été de 750 milliards de dollars alors qu'il faudrait atteindre 1700 milliards pour rester sous les 2°C et 2300 milliards pour rester sous les 1,5°C. Le GIEC précise que cela coûterait moins cher que de devoir ensuite gérer les conséquences du réchauffement.

Des scientifiques demandent l'interdiction de la compensation "écologique"

Supposée contrebalancer les dégradations infligées à la biosphère, la pratique de la "compensation" se généralise et gagne tous les secteurs d'activité. C'est la grande mode actuellement : vous prenez l'avion en payant un petit supplément destiné à planter des arbres pour compenser vos émissions de gaz à effet de serre. Les grandes entreprises utilisent la même méthode pour annoncer qu'elles visent la neutralité carbone. Nombre de voix en dénoncent les abus, mais c'est en réalité son principe même qui est fallacieux. Des scientifiques de l'Atécol (Atelier d'écologie politique) ont demandé, dans un texte d'avril 2022, son interdiction, pour libérer la politique écologique de l'emprise néolibérale.

Il est maintenant possible d'acheter un ordinateur, de faire le plein d'essence ou d'acheter une bouteille de gaz sans se soucier des émissions de gaz à effet de serre associées : quelqu'un se chargera de planter des arbres pour absorber autant de carbone que ce qui est émis. Si une entreprise produit du plastique, il est possible depuis peu d'acheter des "crédits plastiques". L'industrie minière peut également continuer à priver les populations locales d'eau et à contaminer leurs terres à l'arsenic, puisqu'elle "compense" ces dommages en payant leurs études à des étudiant-es vivant dans les zones touchées.

Le principe même de compensation est fallacieux, niant la nature de la biosphère, sa complexité, et son état fortement dégradé. Pour l'Atécol, "Il existe de nombreuses alternatives, allant de la planification et la régulation par l'État (sans laisser la main aux entreprises) à des organisations plus démocratiques et horizontales impliquant tous les citoyens. Il ne s'agit plus de gérer la "Nature" comme une entité extérieure pouvant être objet d'ingénierie et de comptabilité (les "externalités"), mais d'instaurer une gouvernance des communs, dans lesquels seraient inclus la zone critique avec tous les agents qui la composent (nous y compris) et toutes les relations d'interdépendances qui en font la trame". La compensation pose de multiples problèmes dans le temps et dans l'espace. Dans le temps, les émissions se font maintenant, mais les arbres mettent du temps avant de stocker du carbone. Dans l'espace car où plante-t-on les arbres ? Actuellement, la reforestation se fait souvent dans les pays du Sud en reboisant des parcelles qui ont été déboisées pour des utilisations agricoles, donc au détriment de l'alimentation locale. De son côté, l'association Carbon Market Watch a publié début avril 2022 un rapport sur la question. Les conclusions sont claires : nous sommes devant une nouvelle forme de greenwashing.

◆ Contact : L'Atelier d'écologie politique (Atécol) est un collectif de 160 scientifiques toulousain-es de toutes les disciplines, travaillant ou réfléchissant aux multiples aspects liés aux bouleversements écologiques, atecol@univ-tlse2.fr, <https://atecol.hypotheses.org>

La croissance et les guerres nous éloignent des objectifs à atteindre

En 2021, la reprise économique, qui a fait suite au freinage lié à la situation sanitaire, a provoqué une hausse des émissions de gaz à effet de serre dans de nombreux pays (+4,5 % en Allemagne alors que l'on avait une baisse de 38,7 % depuis 1990).

En 2022, la guerre en Ukraine va probablement provoquer également une hausse des émissions en Europe car la baisse de l'utilisation du gaz russe dans l'est de l'Union européenne va entraîner un recours accru au charbon. À ceci s'ajoute la consommation des armées en conflit qui n'est pas négligeable.

Autant dire que les objectifs fixés en Europe pour 2030 sont déjà inatteignables (et il n'est pas sûr que nos politiques, qui ne jurent que par la croissance, aient envisagé un instant de les atteindre).

EN BREF !

◆ **À Toulouse, des distributeurs de billets sabotés.** Les 30 et 31 mars 2022, des membres d'Extinction Rebellion Toulouse ont redécoré de rouge sang des vitrines de la banque BNP-Paribas, puis ont mis "hors d'état de nuire" 12 distributeurs de billets de 4 banques impliquées dans le financement du chaos climatique. Ces 4 banques (BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole, Banque Populaire-Caisse d'Épargne) destinent 70 % de leur financement énergétique au pétrole, charbon et gaz de schiste, selon le mouvement, qui demande leur arrêt du financement des énergies fossiles et la transparence sur leurs investissements. Contact : xrtoulouse@protonmail.com.

Renouvelables ou baisse de la consommation ?

Les éoliennes géantes ont des rendements excellents, et les industriels de l'énergie sont en train de faire la course à qui mettra au point la plus grosse. Certains parcs éoliens en mer du Nord produisent ou vont produire l'équivalent de plusieurs réacteurs nucléaires chacun. Ces éoliennes échappent à tout contrôle citoyen, posent des problèmes de recyclage (pour les pales), de dégradation du paysage, peut-être d'infrason, de lumière nocturne, de destruction des chauve-souris...

Les parcs solaires prennent aussi de l'ampleur, couvrant des hectares que les promoteurs annoncent comme non-utilisés (autant dire qui détruisent des zones naturelles). Là aussi, plus on fait dans le gigantisme, plus le prix de revient baisse et donc plus les bénéfices sont importants.

Le risque est grand que ces éoliennes et ces parcs solaires ne remplacent pas les énergies fossiles et l'énergie nucléaire, mais s'y ajoutent, comme le nucléaire s'est ajouté à l'hydraulique qui s'est ajouté au pétrole et au gaz qui se sont ajoutés au charbon



André Collomb

qui s'est ajouté au bois. Bref, ce développement des énergies renouvelables est celui du "capitalisme vert".

Un autre développement est-il possible ? Il existe des parcs solaires et des éoliennes "citoyen-nes", comme le propose par exemple Énergie

partagée. Ces initiatives sont beaucoup plus intéressantes démocratiquement, mais dans le détail, la plupart de ces installations ne sont financées qu'en partie par les porteurs de parts citoyennes, une grosse firme et une banque complétant le tout.

Si nous voulons arrêter le nucléaire et les fossiles sans multiplier les installations géantes dans le domaine du renouvelable, la solution est de baisser considérablement notre consommation d'énergie. Mais là, pour le moment, on en est loin : depuis les années 1990, la consommation est à peu près stabilisée en Europe. Les progrès réalisés dans certains domaines (éclairage, isolation, emballage, vélo, etc.) sont malheureusement compensés par de nouveaux usages (internet, téléphonie mobile, objets connectés, objets jetables, mobilité...), sans oublier l'externalisation de nombreuses consommations d'énergie liées à la production dans d'autres pays.

Le scénario Négawatt présente déjà la possibilité de diminuer d'un tiers notre consommation en adoptant les techniques les plus économes. Ce n'est pas suffisant. Il faut aussi faire des changements importants au niveau collectif (mobilité, électronique...) que, pour le moment, aucun gouvernement n'ose ni ne souhaite faire.

EN BREF !

♦ **Diminution des besoins en eau.** C'est un avantage des énergies renouvelables qui est rarement mis en avant : solaire et éolien permettent d'économiser l'eau. Centrales thermiques et nucléaires ont, en effet, besoin d'énormes quantités d'eau pour fonctionner.

♦ **Allemagne : développement de l'éolien en mer.** Pour atteindre son objectif de 80 % de renouvelables en 2050, le nouveau gouvernement allemand a lancé début 2022 un programme de développement rapide des éoliennes en Mer du Nord. La puissance installée actuelle est de 7,8 MW. Les objectifs sont de 30 GW en 2030, 40 GW en 2035 et 70 GW en 2045.

♦ **Total, nouveau géant du solaire.** Sur les 1 000 projets de parcs solaires mis en chantier depuis 2017, 194 ont été réalisés par Total pour un total de 58 MW. Total a annoncé début janvier 2022 vouloir atteindre 4 000 MW d'ici 2025.

♦ **Solaire : forte progression en Europe.** En 2021, la puissance installée en photovoltaïque en Europe a augmenté de 34 %, avec 25,9 GW de plus. Par habitant-e, ce sont les Pays-Bas qui en ont installé le plus, devant l'Allemagne... En Allemagne, le solaire fournit plus de 10 % de l'électricité contre 2,5 % en France.

♦ **Solaire : prix à la hausse.** Le prix des panneaux solaires a augmenté pour la première fois en 2021. En cause, la hausse des matières premières : +248 % pour le polysilicium, +40 % pour le cuivre et l'aluminium, +375 % pour le transport maritime. Ce dernier point devrait favoriser le retour de la construction des panneaux en Europe.

Emmanuel Macron choisit le pire des scénarios

RTE, Réseau de transport de l'électricité, a publié depuis octobre 2021 huit scénarios possibles pour notre future consommation électrique. La tendance actuelle nous ferait atteindre 645 térawattheures (TWh) de consommation annuelle en 2050. Les scénarios de RTE présentent des objectifs qui vont de la sobriété (555 TWh) à la réindustrialisation lourde (745 TWh). Notre consommation électrique actuelle étant de 475 TWh (en 2019), chiffre en légère baisse depuis une dizaine d'années, cela signifie que le scénario le plus "sobre" de RTE prévoit déjà une hausse importante (17 %)

qui s'expliquerait par la lutte contre les gaz à effet de serre (développement de la voiture électrique). Le scénario le plus croissantiste ferait faire un bond de la consommation de 57 %. On est loin des scénarios Négawatt qui proposent une baisse continue de la consommation (allant jusqu'à -28 % en adoptant les appareils les plus économes actuellement disponibles).

Les annonces faites par Emmanuel Macron (construction de nouveaux réacteurs nucléaires EPR) correspondent au pire scénario en niveau de consommation, mais également au plus coûteux, ce qui le rend de fait le moins crédible. Pour rappel, les SMR sont des réacteurs compacts, dont la puissance est généralement comprise entre 50 et 500 mégawatts (MW), en comparaison des 900 à 1 450 MW des réacteurs du parc nucléaire français actuel.



Chroniques terriennes

Un super Majax ripoliné...

Notre monde est gouverné par des prestidigitateurs, tour à tour économistes, publicitaires ou responsables politiques. Par la force de l'art oratoire, ces Pinocchio réussissent à entretenir l'idée que les maux écologiques pourraient être résolus avec des formules chocs et discours creux.

A ce petit jeu, Emmanuel Macron, nouveau président de la République a occulté l'action de Macron Emmanuel, ancien président... Interrogé par des journalistes dont l'inculture écologique est patente, le nouveau chef de l'État s'est drapé dans les habits vert pâle de ses illustres prédécesseurs, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande.

L'illusion du débat

Il aura fallu attendre le débat de l'entre deux tours pour entendre parler d'écologie. Pour celles et ceux qui attendaient ce moment, la déception fut grande. Dix sept petites minutes consacrées à énoncer des platitudes supposées répondre à l'urgence écologique ; un quart d'heure durant lequel il ne fut nullement question de l'avenir de notre Humanité, de l'effondrement des écosystèmes, des pesticides, de la pollution de l'air ou des océans, de l'artificialisation des terres agricoles, de la destruction des milieux écologiques, de l'assèchement des zones humides, de l'arrachage des haies. Non, le débat de l'entre deux tours a fait place à deux super Majax (1) n'ayant rien à dire sur l'écologie.

Pour faire bonne figure, cette campagne présidentielle s'est ainsi résumée à multiplier de vagues engagements dont la vacuité cache mal l'omniprésence des lobbies.

1. Lors du débat de l'entre-deux tours face à Marine Le Pen, Emmanuel Macron a évoqué Gérard Majax, magicien et prestidigitateur.

Maquiller l'inaction climatique

Une fois élu, Emmanuel Macron s'est seulement engagé à "ripoliner" - masquer les défauts - sa politique en nommant un Premier ministre en charge de la planification écologique. Cette décision ne dit rien de la politique conduite. Et c'est là l'habileté d'un responsable politique qui préfère s'engager sur la forme pour mieux occulter le fond. Planifiera-t-il la sortie du nucléaire, du glyphosate, des néonicotinoïdes ? Planifiera-t-il la baisse de la consommation énergétique ? Orchestrera-t-il la mutation de notre agriculture, de nos transports, de notre industrie ? Rien n'est dit à ces sujets. Majax est passé maître dans l'art de repeindre en vert sa politique bien grise. Le verdissement écologique, autrement nommé "greenwashing" a élu domicile à l'Élysée.

En préférant multiplier les généralités et autres platitudes, il dissout la Politique et laisse place au néant. La langue de bois verte, maniée avec dextérité dans un cadre médiatique aseptisé, a pour fonction de remplir le vide cathodique par du vide politique...

Une fois élu, ce magicien sera libre de poursuivre la destruction de notre environnement ; contraint seulement d'inscrire cette destruction dans le cadre d'une planification écologique.

Au terme d'une campagne présidentielle qui aura surtout suscité du désintérêt, la colère est grande. Nous nous sommes fait voler cette élection par des super Majax dont la seule ambition est d'être réélus et servir ceux et celles qui les ont élus. Alors que le GIEC nous a rappelé que nous n'avions plus que trois ans pour limiter l'augmentation des températures à 1,5°, ces magiciens prennent une lourde responsabilité.

Stéphane Kerkhove

En partenariat avec : Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, www.agirpourenvironnement.org.

MACRON VEUT UNE FÊTE DE LA NATURE



Victoires contre des projets de méthanisation industrielle

Nous présentons dans notre dossier de mars (n°508) les nuisances occasionnées par la méthanisation industrielle, dont les unités se multiplient sur tout le territoire français. De nombreux collectifs se sont formés pour lutter contre leur implantation, et certaines victoires sont obtenues. Ainsi, en 2021 :

- À Nozay, en Loire-Atlantique, les élu-es de la communauté de communes ont voté l'abandon du méga-projet situé à Puceul en février.
- À Rittershoffen, dans le Bas-Rhin, les services de l'État ont refusé le permis de construire en avril.
- À Favaellu, en Corse, suite à une mobilisation citoyenne et de communes, le projet a été enterré en juin.
- À Reding, en Moselle, le conseil communautaire a décidé de dire non à un projet de méthaniseur en juillet.
- À Martainville, dans l'Eure, suite à des procédures judiciaires, la préfecture a refusé le permis de construire en août.

♦ Collectif National Vigilance Méthanisation, www.cnmch.fr



France : vers une panne générale ?

Après la découverte de corrosion dans les circuits primaires des réacteurs les plus récents (2 à Civaux et 2 à Chooz) en décembre 2021, EDF a procédé à une vérification dans un réacteur de la centrale de Penly en janvier 2022. Il s'est avéré que là aussi les tuyaux du circuit primaire sont corrodés.

Se pose maintenant la question de savoir si cela est le cas dans l'ensemble des réacteurs. Le 31 janvier 2022, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a demandé à EDF de faire toutes les vérifications nécessaires. Or c'est extrêmement difficile car ces tuyauteries ne sont pas accessibles et ne peuvent être vérifiées à l'œil nu. Ces corrosions se détectent avec des tests aux ultra-sons.

Si des défauts sont trouvés dans les autres réacteurs, l'ASN a demandé à EDF de fournir un calendrier des travaux à effectuer. Et là, cela se corse : s'il faut changer des tuyaux, c'est mission quasi-impossible car cette opération ne peut se faire qu'avec des robots qui résistent à une forte radioactivité.

Le 8 février 2022, EDF a annoncé, après avoir constaté là aussi un phénomène de corrosion, l'arrêt de 3 nouveaux réacteurs. Les investigations se poursuivent sur les 48 autres réacteurs. EDF prévoit déjà que la production en 2022 sera comprise entre 295 et 315 TWh... contre 405 TWh en situation normale, soit une baisse de 22 à 27 %.

Normalement, il faudrait arrêter tous les réacteurs concernés le temps de faire les réparations. Mais faute de disposer d'une autre source d'électricité, on peut déjà prévoir que, comme pour les fissures déjà découvertes et jamais réparées, comme pour les nouvelles normes décidées suite à l'accident de Fukushima en 2011 et toujours pas totalement appliquées, EDF bénéficiera une fois encore de dérogations... et ceci jusqu'à l'accident majeur. À moins que, comme en Belgique, le gouvernement et la compagnie électrique Engie prennent la menace au sérieux et décident l'arrêt définitif des réacteurs.

Fukushima : premier procès pour les malades de la thyroïde

Le 27 janvier 2022, six hommes et femmes âgés de 17 à 27 ans, qui vivaient dans le département de Fukushima au moment de l'accident, ont lancé une action en justice contre TEPCO. Tous sont atteints d'un cancer de la thyroïde. Deux ont subi une ablation d'un lobe de la thyroïde, les quatre autres une ablation complète pour cause de récurrence. Tous ont dû arrêter leurs études pour suivre des traitements et des interventions chirurgicales. Le tribunal devra estimer s'il y a une relation de cause à effet entre l'accident nucléaire et les maladies. Dans le département de Fukushima, qui compte 1,8 million d'habitants, alors que normalement on devrait observer sur dix ans seulement entre 10 et 20 cas, il y en a déjà plus de 300. De nombreuses personnes atteintes de cancers (thyroïde, leucémies...) ne le disent pas pour ne pas être rejetées par leur entourage.

◆ Pour en savoir plus : <https://nosvoisinslointains311.home.blog>

L'industrie nucléaire française, une alliée du régime de Poutine

Le nucléaire devait assurer notre indépendance énergétique. Mais aujourd'hui 100 % de notre uranium est importé. Et pas de n'importe où : 45 % provient du Kazakhstan, ancien pays de l'URSS où suite à des manifestations contre la dictature en place, Vladimir Poutine a envoyé les chars russes du 6 au 15 janvier 2022 pour rétablir l'ordre. Une petite partie de notre uranium provient de la Russie (19 245 tonnes entre 2000 et 2020). Les autres origines comme le Canada ou l'Australie peuvent être perturbées en cas de blocages maritimes. Quant au cas du Niger,



Le combinat chimique de Seversk, en 2003, où est notamment pratiqué le retraitement de l'uranium usagé.

nous ne contrôlons cet approvisionnement qu'au prix du soutien à une dictature et comme au Mali, cela peut prendre fin du jour au lendemain.

Le nucléaire français dépend également de l'étranger pour nombre de pièces des réacteurs. Les cuves de l'EPR ont été fabriquées au Japon. Certains composants sont fournis par Westinghouse ou General Electric (États-Unis), les composants électroniques viennent d'un peu partout... Là-aussi en cas de conflit majeur, l'entretien des réacteurs n'est pas assuré.

Le nucléaire français dépend également de l'étranger pour la commercialisation de l'électricité : EDF et Orano ont passé des contrats avec Rosatom (Russe) pour la distribution de l'électricité dans les pays de l'Europe centrale et ceci depuis trente ans. On retrouve les mêmes partenaires pour la gestion des déchets radioactifs et certains de nos déchets nucléaires partent actuellement en Sibérie pour y être officiellement "recyclés". Problème supplémentaire : Rosatom ne s'occupe pas seulement du nucléaire civil, mais également du nucléaire militaire. Le 2 décembre 2021, Rosatom a signé un accord avec le CEA et EDF pour la recherche et le développement à long terme portant sur la conception de nouveaux réacteurs et le recyclage du plutonium issu du combustible Mox.

(Source : Greenpeace, "L'industrie nucléaire française, une alliée du régime de Poutine", mars 2022)

Le mythe de l'indépendance énergétique

Depuis 2003, aucun minerai d'uranium n'a été extrait du sous-sol français. Entre 1954 et 2003, 75 965 tonnes ont été extraites en France. De 2003 à 2020, 138 230 tonnes ont été importées provenant du Kazakhstan (27 748 tonnes), de l'Australie (25 804 tonnes), du Niger (24 787 tonnes), de l'Ouzbékistan (22 197 tonnes), de Namibie (16 981 tonnes), du Canada (10 285 tonnes), du Kirghizistan (3 430 tonnes), d'Afrique du Sud (2 927 tonnes), d'Ukraine (2 239 tonnes), du Brésil (1 037 tonnes), etc. Le nucléaire est donc une énergie 100 % dépendante.

Autre mythe : le nucléaire n'émettrait pas de CO₂. Exercices pour ingénieurs : Par quel mode de transport sont arrivées ces 138 230 tonnes d'uranium ? Combien de tonnes de CO₂ ce transport a-t-il produit ? Sachant que la concentration de l'uranium dans les mines est de l'ordre de 1 %, combien de tonnes de CO₂ ont été émises pour extraire 138 230 tonnes de minerai ? Pour éviter ce débat, EDF et consorts comparent les émissions de CO₂ des différentes énergies seulement au niveau du lieu de production. Rappelons qu'il n'est pas nécessaire de déplacer 138 230 tonnes de vent ou de rayonnement solaire pour faire fonctionner les renouvelables.

Le label HVE, un faux ami de l'écologie

Le label HVE, Haute valeur environnementale, concurrence le label Agriculture Biologique tout en présentant un cahier des charges moins strictif. Il a vu le jour au Grenelle de l'environnement en 2008.

Les productrices éligibles à ce label se voient octroyer des aides sous forme de crédits d'impôts et entrent dans le créneau de la loi Egalim3, introduisant 50 % de produits "durables et/ou de qualité" dans la restauration collective.

La distinction du HVE se fait au niveau de l'exploitation et non du produit lui-même. Elle encourage à réduire les engrais et pesticides de synthèse, mais n'y oblige pas. Il est donc possible de gagner des points par d'autres moyens. Notons que le HVE n'a aucune exigence en ce qui concerne le bien-être animal.

Il existe deux voies pour obtenir cette certification : la voie A, accessible dès lors que l'exploitation cumule 40 points sur une liste de 120 critères écologiques, que l'on considère comme la voie "environnementale" (bien que non suffisante), et la voie B, que l'on peut qualifier de voie "comptable". Il est possible, par ce biais, d'obtenir le fameux sésame, à condition que l'exploitation présente une proportion de 10 % de sa SAU (surface agricole utile) en haies et bandes enherbées, et que son taux d'intrants ne dépasse pas 30 % de son chiffre d'affaires. Une aubaine pour les grosses structures qui n'ont aucun mal à atteindre cet objectif.

Résultat : il n'y a donc aucune exclusion d'usage de molécules pouvant être cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques ou perturbatrices du système endocrinien, et un produit peut être estampillé HVE tout en étant aussi chimique qu'un conventionnel, et peut être issu d'une production intensive.

Karen Pawelec, étudiante en BTS agronomie production végétale à Bourg-les-Valence (Drôme).



Bretagne

Graines de liberté

Graines de liberté Hadoù Ar Frankiz, association devenue Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) fin 2021 et basée dans le Finistère, a pour vocation de promouvoir l'usage de semences paysannes. Celles-ci permettent de gagner en autonomie par rapport aux firmes semencières, de recréer de la diversité dans les champs et dans les assiettes, ou encore de s'adapter au mieux aux sols et aux effets du changement climatique. L'initiative regroupe 15 maraîchères et pépiniéristes du Finistère et du Morbihan et cherche

à s'élargir. Particularité : les productrices sont rémunérées au juste prix à la livraison des graines, et non une fois qu'elles sont vendues comme cela se fait ailleurs. Chacun-e prend en effet sous son aile quelques variétés de graines, et la coopérative rémunère son travail en les lui achetant. En contrepartie, elle les vend pour équilibrer son budget. Comme le dit une des affiches de l'association : "Les semences paysannes sont une zone à défendre".

◆ Graines de liberté Hadoù Ar Frankiz, www.grainedeliberte.org

Les cheveux, c'est politique !

Le collectif *Coiffure en lutte* a été fondé par plusieurs coiffeuses s'opposant à des pratiques installées qui créent une "taxe rose" en faisant payer les femmes systématiquement plus cher que les hommes, quelle que soit leur coupe. La charte du collectif revendique des tarifs non-genrés (en fonction du temps passé et non du genre de la personne). Mais également une prise en charge plus adaptée des personnes à cheveux crépus, frisés et bouclés, dès la formation initiale, ainsi que des personnes en situation de handicap physique ou mental. Le collectif informe également la profession sur les problèmes d'alopécie et de psoriasis pour une prise en charge plus adaptée. Pour que les salons deviennent inclusifs pour toutes. "Ce qui se rapporte aux cheveux est très politique à mon sens", résume la coiffeuse afro-féministe Sylvie Makela à la revue suisse 360°.

Maris violents non jugés pour "absence d'antécédents"

Dans le magazine féministe belge *Axelle* (n° 245, mars-avril-2022), Selma Benkhelifa, avocate, partage son indignation face au fait qu'une fois de plus, un dossier pénal auquel elle avait affaire contre un mari violent a été classé "sans suite" pour "absence d'antécédents", lui rappelant un autre dossier classé "sans

suite" pour le même motif suite à une tentative d'étranglement. Elle pose deux questions : "Combien de fois peut-on étrangler sa femme avant de se retrouver devant un tribunal ? Est-ce qu'on ne devrait pas appliquer cette règle aux voleurs de voitures et considérer que quand c'est la première fois ce n'est pas grave ?".

Une exposition pour faire avancer le féminisme à l'école

Professeure documentaliste dans un collège, Grekova Parrot a réalisé avec un groupe d'élèves du Conseil de vie collégienne une exposition intitulée "Les 50 mémorables" pour mettre en valeur la place des femmes dans la culture et dans l'histoire. Les élèves ont travaillé sur la faible présence des femmes dans les noms de rues et d'établissements scolaires, et ont proposé que les salles de classe et les couloirs de leur établissement soient renommés du nom des 50 femmes qu'ils et elles avaient choisies. La direction de l'établissement leur a cependant demandé de s'appuyer uniquement sur la liste officielle de "la bibliothèque des femmes" sur le site du ministère. Leur travail initial est devenu une exposition affichée dans le CDI et il est mis à la disposition des personnes intéressées. On y trouve la mathématicienne Ada Lovelace, la militante Clara Zetkin, l'écrivaine Doris Lessing, mais aussi l'actrice Adèle Haenel, l'écrivaine Chimamanda Ngozi Adichie, la militante trans et figure des émeutes de Stonewall Marsha P. Johnson, la journaliste et militante antiraciste Rokhaya Diallo, etc.

◆ On peut trouver cette très belle exposition et le dossier pédagogique qui l'accompagne sur le blog <https://labibliothequevolatile.wordpress.com>.



EN BREF !

◆ **Ne plus servir de pot de fleurs.** La vice-présidente du gouvernement espagnol et ministre de l'Économie et de la Transformation numérique Nadia Calvino ne participera plus à des événements officiels ou à des photos de groupe où elle est la seule femme présente. "Nous ne pouvions plus considérer comme normal que 50 % de notre population n'y soit pas représentée", a-t-elle expliqué. (*Axelle*, mars-avril 2022, n°245)

L'actu des oubliés

L'avenir est un territoire à défendre



Au Paraguay, un mouvement indigène d'ampleur se soulève pour défendre le droit à la terre.

Depuis la fin des restrictions dues à la pandémie de Covid, les luttes indigènes ont repris de plus belle en Amérique latine. Au Paraguay, déjà à l'automne 2021, le pays s'était soulevé contre la loi Zabala - Riera qui prévoit jusqu'à dix ans de prison pour l'occupation illégale de terres, mode d'action par excellence des paysan·nes sans terre, notamment indigènes, pour subvenir à leurs besoins. Cette loi est depuis un axe majeur de la répression des luttes et de la criminalisation des organisations indigènes dans le pays.

Inégalités foncières et campagnes d'occupation

La révolution agraire n'a pas eu lieu au Paraguay. Depuis le milieu du 19^e siècle, les terres appartenant aux indigènes, qui nourrissaient jusque-là le pays, ont été octroyées à de grands propriétaires. La tendance n'a fait que s'amplifier, complétée par la domination sans partage, plus récente, des multinationales productrices de soja. En 2008, seulement 2 % de la population était propriétaire de 89 % des terres, et la culture de soja occupe en 2021 80 % des terres cultivables du Paraguay (1). Les terres autrefois couvertes de jungle ou de zones humides sont désormais utilisées au maximum et perdent en résilience face aux phénomènes climatiques de sécheresse et d'inondation.

Les communautés ont mené de grandes campagnes d'occupation. Des milliers de familles ont trouvé un refuge grâce à ce mode d'action

- plus de 800 occupations illégales sont encore en cours dans le pays.

La coordination nationale de femmes paysannes et indigènes lutte au jour le jour pour la reconnaissance des droits des peuples à la terre, participe activement à l'occupation des terres via des assemblées non mixtes, et à leur défense physique et juridique.

Ces dernières années, de nombreuses occupations ont donné lieu à des réattributions de terres, qui sont devenues des territoires de plein droit pour la culture indigène et l'agriculture ancestrale. Voilà pourquoi les lobbys ont tant souhaité la mise en place de la loi Zabala - Riera, votée en août 2021 pour criminaliser ce mode d'action.

Le pays bloqué par des marches indigènes et paysannes

Tout au long du mois de mars 2022, les grandes villes du pays ont été le théâtre de marches, de conférences publiques et certaines places ont été occupées jour et nuit. Le 24 mars, indigènes et paysannes convergeaient à Asuncion, la capitale. Depuis des jours, les routes du pays étaient bloquées par les cortèges qui convergeaient sur la capitale. Les paysans et les paysannes étaient mobilisé·es pour réclamer des mesures d'urgence face aux sécheresses qui les frappent, tandis que dans le même temps les transporteurs menaient grèves et blocages pour réclamer des mesures contre l'inflation. Ces luttes se sont unies aux quatre coins du pays dès la mi-mars, le paralysant durant une semaine. La police a tenté de déloger les barrages, mais le 24, ce sont plus de 20 000 personnes qui ont défilé dans les rues de la capitale. Comme l'écrit le réseau latino-américain *Futurs indigènes* (2), "Nous sommes les alternatives vivantes à la crise climatique. L'avenir est un territoire à défendre".

Melaine Fanouillère

1. Base investigaciones sociales, www.baseis.org.py.

2. <https://futurosindigenas.org>. Voir aussi <https://desinformemonos.org>

En partenariat avec le podcast *L'actu des oubliés*, sur <https://audioblog.arteradio.com>

Carrefour s'étend aux colonies israéliennes

L'enseigne de supermarchés française n'avait pas de magasins en Israël jusqu'à aujourd'hui. Mais le 8 mars 2022, Carrefour a annoncé l'ouverture de franchises dans le pays d'ici la fin 2022, et qu'elle allait rendre disponibles avant l'été ses produits à tous les magasins de la marque *Yenot Bitan*. Problème : certains sont situés dans des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée. Or les entreprises qui investissent dans ces territoires encourent des risques juridiques et économiques du fait de leur illégalité aux yeux du droit international. (Source : *The Electronic Intifada*)



Gers

La liste qui pratique les mandats tournants

En 2014, à Auch, une liste associative *L'Alternative le Front de G'Auch* obtient 8,6 % des voix aux élections municipales. Une rotation du mandat tous les ans se met en place jusqu'en 2020, les élu-es se faisant remplacer par les suivant-es de la liste, en intercalant un homme et une femme, selon un fonctionnement collégial et horizontal. La rotation passe à tous les 2 ans à partir de 2020 pour les désormais 2 élu-es du groupe, pour laisser le temps aux personnes de s'approprier leur fonction avant de laisser leur place. Les élu-es ne sont pas des professionnel-les de la politique mais des citoyen-nes militant-es qui se forment, apprennent ensemble et portent leurs valeurs sociales et écologiques. Les membres du groupe étudient les dossiers ensemble, se réunissent une fois par semaine et échangent.

♦ *L'Alternative le Front de G'Auch*, 47 rue Victor Hugo, 32000 Auch, <http://afdgaucho.online.fr>



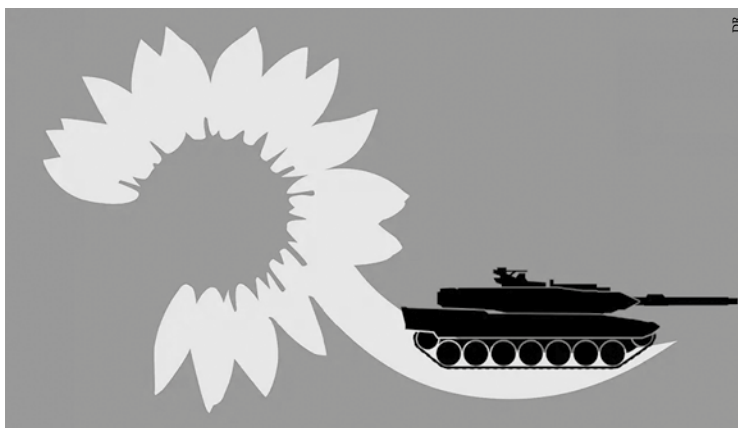
De l'inutilité des débats publics institutionnels

La Commission nationale du débat public (CNDP) a publié début mars 2022 un rapport portant sur 17 ans de débats qu'elle a organisés, en prenant l'exemple du nucléaire (11 débats). Elle constate que ces débats sont fortement contestés par le public et souligne que cela se comprend : généralement, les décisions sont déjà prises avant même le débat, quand les investissements ne sont pas déjà engagés ou les travaux déjà lancés. Elle montre que ces débats reposent sur une information incomplète, de nombreux documents étant classés "secrets défense" ou "secret industriel". Elle s'étonne que seules les décisions de construction de réacteurs soient soumises à débat alors que ceux-ci pourraient concerner la politique énergétique en général, la durée de vie des réacteurs, etc. Cette autorité administrative indépendante créée en 1995 fait ainsi le constat de sa propre inefficacité. Cela confirme que : "quand on veut enterrer une décision, on crée une commission" (Georges Clemenceau).

Les Verts allemands : le pouvoir mène-t-il nécessairement à la violence ?

Issu du bouillonnement contestataire des années 1970, notamment antinucléaire, féministe, écologiste et pacifiste, le parti allemand des Verts – *die Grünen* – se constitue au niveau fédéral en 1980 en se définissant par les valeurs "écologiste, social, démocratie à la base, non-violent".

Faut-il gouverner ou rester dans l'opposition ? Ces débats déchirants entre "Fundis" et "Realos" aboutissent à l'accession au pouvoir de Joschka



Fischer en 1985. C'est ce même Fischer, devenu vice-chancelier au niveau fédéral, qui contribue à remilitariser la politique extérieure allemande en 1999, même s'il n'est pas tout seul : lors d'un plus que houleux congrès des *Grünen*, 444 sur 762 délégué-es adoptent une motion qui soutient tacitement la participation de l'armée allemande aux frappes de l'OTAN au Kosovo tout en appelant à une nouvelle négociation avec le dictateur serbe. Non-violent, le parti vert allemand ? Fischer justifie son positionnement en comparant les exactions de Milošević aux camps d'Auschwitz (1), comparaison mal accueillie mais qui pose la vraie question de savoir dans quelles conditions le recours à la violence devient légitime. La réponse des *Grünen* : l'intervention militaire doit être

autorisée dans des cas isolés sous mandat de l'ONU (2), une compromission qu'adhérent-es et électrices leur reprochent amèrement.

Un épisode similaire se joue avec la guerre en Afghanistan en 2001, où le gouvernement rouge-vert s'engage militairement. En revanche, il refuse d'envoyer des soldat-es à la guerre contre l'Irak en 2003.

Jusqu'où peuvent, doivent aller les glissements progressifs des compromis d'un mouvement contestataire devenu parti ? La guerre contre l'Ukraine entraîne sans doute le plus grand reniement de leurs valeurs par les *Grünen*. Déjà leur programme électoral de 2021 ne fait plus référence à la non-violence. Mais au moins il préconise un

"nouvel effort pour le désarmement", ne veut "aucune arme allemande dans les territoires en guerre" et qualifie d'"extrêmement contestable" (3) l'objectif de dépenser 2 % du PIB pour la défense. La suite est connue : livraisons d'armes en Ukraine, 100 milliards d'euros alloués au réarmement de l'Allemagne, l'objectif des 2 % est accepté, les député-es vert-es ne discutent pas du pourquoi, seulement du comment.

Certaines personnalités vertes comme l'ancien chef du parti, Hans-Christian Ströbele, mais aussi la *Grüne Jugend* (Jeunesse Verte) s'en

démarquent en dénonçant cette politique militariste dans un appel commun co-signé par de nombreuses personnes et organisations (4).

Même s'il est acté, depuis longtemps, que les *Grünen* ne sont qu'un parti parmi les autres, ils et elles doivent, plus que jamais, se poser la question de leur identité après ce revirement radical qui renforce le poids du militaire dans la société allemande. Ah, et au fait : Joschka Fischer recycle son carnet d'adresses en tant que consultant-lobbyiste pour des grands groupes comme BMW, Siemens ou REWE (5).

Agnes Ploteney

1. "Rede Joschka Fischers auf dem Außerordentlichen Parteitag in Bielefeld", 13 mai 1999, <https://web.archive.org>

2. "Die Programmatik der Grünen", Frank Decker, 1er septembre 2020, <https://www.bpb.de>

3. "Wir stehen ein für Frieden und Menschenrechte", <https://www.gruene.de>

4. <https://derappell.de/info>

5. "M. Joschka Fischer et les « golden Grünen »", Olivier Cyran, Le Monde Diplomatique, août 2011

Enveloppes contre les guerres

Le *Groupe non-violent Louis Lecoin* diffuse gratuitement des enveloppes imprimées sur papier recyclé sur lesquelles sont inscrits, sur la partie gauche, plusieurs articles de la déclaration universelle des droits de l'Homme. Tarifs des frais de port : pour 100 enveloppes : 6 € pour 200 enveloppes : 8 € pour 300 enveloppes : 9 € pour 400 enveloppes : 9 € pour 500 enveloppes : 14 €. On peut les commander en réglant les frais de port par chèque à l'ordre de "Groupe Non-Violent Louis Lecoin" et à l'adresse : Groupe Non-Violent Louis Lecoin, 106 avenue du Casino, 59240 Dunkerque.

◆ Contact : jean-marc.bruneel@orange.fr
ou au groupenonviolentlouislecoin@laposte.net

EN BREF !

◆ **Côte d'Or : pour la reconversion pacifique du site nucléaire militaire.** Comme chaque mois depuis des années, une vigie a été réalisée le 24 mars puis le 26 avril 2022, au centre de Dijon puis devant le CEA-DAM (Commissariat à l'énergie atomique - Division des applications militaires) de Valduc, où sont entreposées et modernisées 290 armes nucléaires françaises, pour exiger de la France qu'elle respecte l'article 6 du Traité de non-prolifération nucléaire, qu'elle adhère au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, et qu'elle mène la reconversion pacifique de ce site. Collectif Bourgogne-Franche-Comté pour l'abolition des armes nucléaires, abolitiondesarmesnucleaires.org, abolitiondesarmesnucleaires@orange.fr.

Sanctionné pour avoir dénoncé des violences racistes

En juillet 2020, dans le média *StreetPress*, le brigadier-chef Amar Benmohamed dénonce des actes de racisme et de maltraitance commis régulièrement par des agents de police au dépôt du tribunal de Paris : injures racistes, privations, harcèlement moral, sexuel, etc. Il s'est auparavant adressé à ses collègues et a émis plusieurs rapports pour alerter sa hiérarchie, mais sans succès. Début 2021 il se voit infliger un premier avertissement par sa hiérarchie. En janvier 2022, il se voit infliger un nouvel avertissement pour avoir témoigné sur le sujet devant une commission à l'Assemblée nationale. Il est soutenu par la *Maison des lanceurs d'alerte* qui demande au Préfet de police de Paris de retirer cet avertissement et de faire cesser le harcèlement envers lui.

◆ *Maison des lanceurs d'alerte*, <https://mlalerte.org>

Le Théâtre de la joie s'installe à la frontière ukrainienne

Le *Théâtre de la joie* est un théâtre mobile, autonome, qui va s'installer dans le camp d'accueil des réfugiés à Przemysl (en Pologne, à la frontière ukrainienne), où se trouvent 8 000 personnes, dont 4 000 enfants. Il a pour but de donner des instants de joie et de magie aux enfants de 2 à 6 ans qui fuient la guerre, dans une sorte de grand dôme doux et chaleureux, "cocon sensoriel". La création de tels espaces-temps augmente chez les enfants le sentiment de sécurité et favorise le bien-être psychologique et la résilience. Pour cela, il réunit des artistes de clown, de jonglage, de mime, d'improvisation, musicien·nes, etc., accompagnés par des personnes formées en psychologie. Des équipes de 7 artistes sont en rotation chaque semaine. La compagnie de théâtre d'improvisation *Et compagnie* est à l'origine de cette initiative, qui n'est viable que grâce à des dons. Les artistes intéressés pour y participer une semaine sont les bienvenus.

◆ Informations et contact : www.theatre-de-la-joie.org, contact@theatre-de-la-joie.org.



SOCIÉTÉ

Cet été, partez interviewer un maire



L'association fournit la méthodologie, le questionnaire, des conseils et un soutien avant, pendant et après les interviews.

◆ Contact : *Bleu Blanc Zèbre*, 24 avenue Daumesnil, 75012 Paris, tél. : 06 37 54 14 40, <https://www.bleublanczebre.fr/projet/la-route-en-communes> ; Ulysse Blau, contact@larouteencommunes.fr, <https://larouteencommunes.fr>

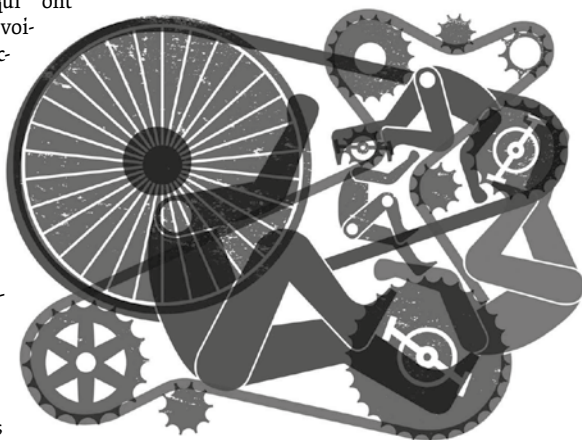
Il y a 3 ans, un jeune ingénieur en bioressources s'est lancé sur les routes du Calvados afin de faire un état des lieux de la transition écologique dans les communes. Roulant à vélo pendant trois mois et logé par les habitants, Ulysse Blau a interviewé plus de 64 maires du département tirés au sort. Il en est sorti une compilation des réponses : *"Les maires et la transition écologique"* (À commander ou à télécharger sur le site de la *Route en Communes*), et surtout une énorme envie d'étendre le projet à tout le territoire.

En partenariat avec l'association *Bleu Blanc Zèbre*, le projet s'est donc transformé en initiative citoyenne ouverte à tous et toutes. Dès 2020, malgré la crise sanitaire, des participant·es de tout âge et de tous les horizons sont parti·es à leur tour sur les routes de France. Au total, 150 maires ont été rencontrés, 13 départements explorés, 52 questions posées (les mêmes à toutes les maires).

L'idée est de regarder à la loupe comment sont gérées les ressources au niveau communal et de remonter ainsi les besoins, mais aussi de faire rayonner les bonnes pratiques. La rencontre avec les maires permet de mieux comprendre les enjeux, les freins et les leviers de la transition écologique.

La pénurie de pièces électroniques bloque le marché automobile

Les personnes qui ont encore une vieille voiture d'avant l'électronique peuvent réparer leur véhicule sans trop de difficulté. Mais du côté des voitures récentes, c'est la panique. Depuis 2019, il y a des ruptures d'approvisionnement sur les puces électroniques. Cela a été mis un temps sur le compte des confinements dus au Covid-19, mais avec le temps qui passe, cette explication n'est plus satisfaisante. Il semble bien qu'il y ait des problèmes d'approvisionnement en amont. Nous avons peut-être atteint les limites de la production pour certaines terres rares. À ceci s'ajoute la hausse des carburants. Résultat : les ventes de voitures en France sont en baisse : -13 % en février 2022, -19 % en mars 2022. Cela devrait inciter les conducteurs à se tourner vers le vélo. Malheureusement, dans ce secteur également, les retards de livraisons ont pris des proportions inquiétantes.



Politiques de transport à Paris, Londres et New-York

Le réseau *Carfree Megacities* a réalisé une large étude pour comparer les politiques entre ces trois grandes villes et voir les efforts qui sont faits (ou non) pour y diminuer la place de la voiture. Les données sont celles de 2019 (avant la crise sanitaire). Parmi les multiples enseignements de cette étude, revenons sur la place de la voiture en ville.

La crise sanitaire a favorisé la prise de mesures contre la voiture. À Paris, le programme *Paris Respire* s'est traduit par l'ouverture de 52 km de pistes cyclables pendant le premier confinement, pistes qui ont été ensuite pérennisées. L'usage du vélo a grimpé cette année de 40 %. Londres a lancé des *Zones à faible trafic* qui, en septembre 2020, couvraient 48 % de la voirie. À New York, il n'y a eu qu'une accélération de la mise en place de pistes cyclables déjà en projet.

La baisse du nombre de voitures permet de supprimer des places de parking. À Londres, un programme de suppression des parkings a été lancé dans le quartier de Hackney où 70 % des habitants n'ont pas de voiture. Paris a annoncé un plan de suppression de 140 000 places de parking extérieur. À New-York, 12 000 terrasses de restaurants ont été ouvertes durant l'été 2020 sur d'anciennes places de stationnement, mais il s'agit là d'une privatisation de l'espace public.

◆ Pour davantage d'informations, on peut consulter l'étude sur www.carfreemegacities.org/fr/donnees

ANNONCES

■ Acheter

■ **Vendée.** Suite à une cessation d'activité, je vends un four de boulangerie *Bongard* muni d'un brûleur à pellets, du système de VMC et du tuyau double peau d'évacuation des fumées. Ce four est en fonctionnement depuis 8 ans. Si besoin, il y a d'autre matériel de boulangerie : pétrin 15 l en 220V ou 380V, batteur en 380V, 2 chariots à grilles, couches en lin, moules et même sacs à pain en tissu...
Contact : soizic.darlet@gmail.com

■ Habiter ensemble

■ **Ariège.** 2 jambes, 2 bras et 24 heures ne suffisent plus aux besoins de l'âne, des chèvres, des poules, du potager, de la serre et pour la rénovation de la grange... Ce beau village de l'Ariège de 15 habitants à 1 000 m d'altitude profite du soleil toute la journée. Si vous aimez la montagne (rien de plat), le calme et la quiétude, peut-être votre place est dans cet endroit.
Pour venir, voir et imaginer d'y ancrer vos propres projets, écrire à *Silence* en mentionnant la référence de l'annonce "511 01".

■ **Sud-Est.** Recherche de lieu (et de personnes). Je souhaite une vie avec quelques autres, esprit de solidarité, respect de l'intimité, enthousiasme, dans un "chez-moi"

d'environ 50 m² avec jardin vivrier de 500 m² minimum, secteur nature. Compétences de maraîchère, médiatrice, biographe, facilitatrice en intelligence collective. Apport financier modeste mais correct. Cherche terrain chez pers. seniors, ou dans ferme où des bras supplémentaires seraient appréciés, ou dans mini-écolieu existant ou en cours de formation. Dép. Alpes-de-Haute-Provence, Var et Bouches-du-Rhône, voire Lot où je vis actuellement.
Contact : dgine@free.fr ou tél. : 05 65 32 28 04.

■ Voyager ensemble

■ **Pays de Loire.** F. 65 ans, cherche équipée-re, pratique habituelle vélo, pour sillonner Pays de Loire, date et itinéraire non fixés. Sans ambiguïté.
Écrire à *Silence* en mentionnant la référence de l'annonce "511 02".

■ Recherche

■ **Corse.** Lors de la réalisation du numéro régional sur la Corse, *Silence* a présenté le lieu collectif *Francishu* situé entre le bout des pistes de l'aéroport de Bonifacio et la mer. En vue d'une réactualisation de cet article, nous avons cherché à reprendre contact, mais en vain. Si des personnes ont un contact à nous indiquer, merci de joindre la revue.

Gratuités : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 22 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Pour passer une annonce dans le numéro d'été 2022, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 31 mai. Pour passer une annonce dans le numéro de septembre 2022, au plus tard le mardi 28 juin, etc. Adresse réelle. Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

2^{ème}

Foire Bio

MEAUDRE

2-3 juillet
2022

EXPOSANTS. CONFERENCES
ATELIERS ENFANTS
RESTAURATION. EXPOSITIONS

Office de Tourisme de Meaudre • 04 76 95 20 68 • foirebiomeaudre@gmail.com • foirebio.aulrans-meaudre.com

› Texte : **Michel Bernard**

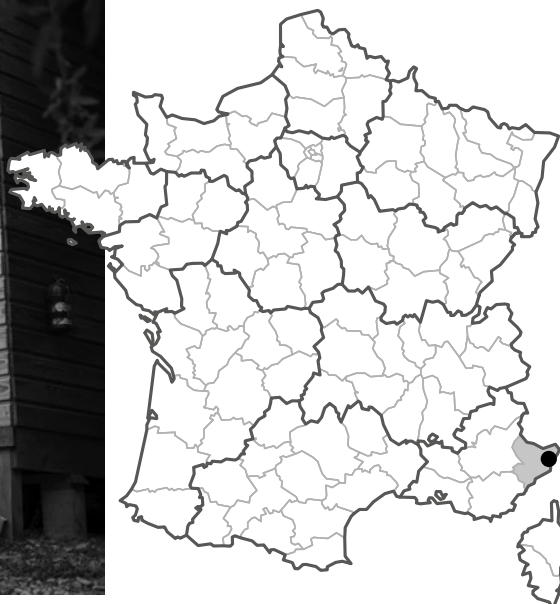
› Photos : **Anne-Sophie Clemençon**

Emmaüs Roya : la solidarité avant tout

Après avoir accueilli des migrant·es, Cédric Hérou, aidé par les comités de la vallée, a mis en place le premier centre d'accueil Emmaüs de France uniquement tourné vers le maraîchage. Nous sommes allées à leur rencontre.



Cabanons construits en 2018. Au départ, chacun est un dortoir qui peut accueillir 4 personnes. Depuis, ils ont été transformés en logements individuels.



Dans la nuit du 2 au 3 octobre 2020, des pluies diluviennes (plus de 500 mm) provoquent une crue dévastatrice dans la vallée de la Roya, vallée la plus proche de l'Italie, dans les Alpes-Maritimes. Des dizaines de maisons sont emportées par les flots, les routes sont coupées, les ponts effondrés et 9 personnes meurent noyées. En 2022, les dégâts sont toujours visibles. Des chantiers immenses essaient d'endiguer le fleuve.

C'est dans cette vallée que se trouve l'exploitation agricole de Cédric Hérou, laquelle, perchée sur les flans de la vallée, n'a pas été touchée par les flots. Originaire de Nice, il devient éleveur de volailles et producteur d'huile d'olives à partir de 2006. Alors qu'il vend ses œufs sur le marché de Vintimille (en Italie, en bas de la vallée), il rencontre de plus en

plus de migrant·es en attente de passer la frontière. Le mouvement prend de l'ampleur à partir de 2011. Il donne alors des œufs aux structures d'accueil. Celles-ci se sont mises en place pour assurer le meilleur accueil possible de chaque côté de la frontière.

En août 2016, Cédric Hérou est arrêté pour la première fois alors qu'il transporte huit personnes dans son véhicule. Le tribunal ne donnera pas suite à la plainte, estimant qu'il s'agit d'un acte de solidarité.

Mais c'est le début d'une médiatisation et Cédric Hérou s'engage alors plus intensément dans l'accueil au niveau local. Le 20 octobre 2016, lui et trois autres personnes sont arrêtées alors qu'elles aidaient une cinquantaine d'Africain·es à s'installer dans l'ancienne gare SNCF de Saint-Dalmas-de-Tende.

Une longue bataille commence : à la fois sur le plan juridique avec des peines de prison avec sursis, des amendes, et des recours en appel, en cassation, qui annulent les premiers jugements, et sur le plan répressif avec un déploiement de forces de police dans la vallée, des contrôles incessants et une surveillance accrue.

Le temps de la répression et des procès

La médiatisation de son cas a une conséquence : de plus en plus de personnes se présentent sur sa ferme pour être hébergées. Fin 2016, il accueille jusqu'à 25 jeunes dans son salon et la situation devient intenable. Ceci d'autant plus que nombre de ces jeunes ne savent plus quoi faire, ne s'attendant pas à un aussi mauvais accueil dans

le pays dit "des droits de l'Homme". Il commence à planter des tentes et à installer des caravanes en bordure de son terrain maraîcher. Un terrain pas facile d'accès, au-dessus de la route, sur un terrain très pentu, avec des terrasses (des restanques) qui ne font souvent que quelques mètres de large. Pour assurer la nourriture de ces personnes, il va mettre en place une activité maraîchère.

En 2017, comme le flux de migrant-es s'intensifie, il bénéficie de l'aide d'étudiant-es de l'école d'architecture de Paris qui viennent construire une cabane servant de cuisine commune, avec une large terrasse pour les repas collectifs. L'année suivante, c'est un architecte italien qui vient l'aider à mettre en place un bloc sanitaire sur pilotis avec toilettes sèches et douches. En 2019, quatre cabanes identiques sont construites sur une terrasse pour faire 4 dortoirs de 4 personnes.

Le passage des réfugié-es entraîne de nombreuses autres activités : demande de prise en charge par l'État des mineur-es conformément à la loi (à 400 reprises, la préfecture a été mise en défaut devant les tribunaux), demandes d'asile qui ne peuvent se faire qu'à Nice et négociations avec la SNCF pour pouvoir s'y rendre car légalement c'est l'État qui doit prendre en charge ce déplacement... Le problème est que les bureaux de Nice sont fermés le week-end et donc on ne peut se rendre à Nice que du lundi au jeudi. Les week-ends, les migrant-es restent donc bloqué-es sur place et il y a eu jusqu'à 300 personnes en attente jusqu'au lundi matin. Cédric Hérou explique : *"Il y a eu des tensions avec des groupes militants comme No Border (1) qui veulent ouvrir les frontières : les migrants ne cherchent pas à entrer en clandestinité mais à savoir comment avoir des papiers".*

Il y a des itinéraires différents : alors qu'au niveau de Briançon, ce sont surtout des migrant-es des pays de l'Est et du Moyen-Orient qui arrivent, à Vintimille, en bas de la vallée, ce sont surtout des Africain-es (et principalement des Érythréen-nes et des Soudanais-es).

1. No Border désigne un réseau transnational de collectifs et d'individus investis dans les luttes pour la liberté de circulation et l'abolition des frontières, contre les politiques de contrôle de l'immigration au sein et en dehors de l'Espace Schengen.



Terrasse et cuisine commune construites en 2017 pour permettre la repas collectifs.



Marion Gachet, co-responsable de la communauté.

Tout cela se fait alors que son exploitation est placée sous haute surveillance : *"des gendarmes sont placés dans les hauteurs et suivent avec des jumelles tout ce que nous faisons"...* contrôles et arrestations se multiplient. La pression policière devient intenable pour les migrant-es et leur arrivée se tarit peu à peu pour d'autres routes migratoires, notamment en passant par Briançon.

Les procès (12 au total) se poursuivent encore quelques années. Cédric Hérou s'est formé au droit sur le terrain. En 2018, ses avocat-es saisissent le Conseil constitutionnel avec deux questions prioritaires de constitutionnalité portant sur la devise française qui comprend le mot "fraternité". Le Conseil constitutionnel rend un avis

qui conduit le Parlement à modifier la loi visant à réprimer l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers d'étrang-ères. Cela conduit à revoir les accusations portées contre Cédric Hérou. *"Globalement, les procès se passent bien car les juges sont intéressé-es par les débats éthiques"*. Le 13 mai 2019, la cour d'Appel de Lyon prononce une relaxe pour l'ensemble des plaintes, estimant qu'il n'a fait œuvre que de "fraternité". Le parquet se pourvoit en cassation. Le 31 mars 2021, la Cour de cassation confirme la relaxe générale.

Un accueil inconditionnel

Pendant ce temps, la ferme de Cédric Hérou a retrouvé son calme. Les migrant-es passent toujours dans



Cédric Hérou, co-responsable de la communauté.

la vallée, mais ne s'arrêtent plus chez lui. Cédric Hérou est toujours actif dans plusieurs associations locales, au sein desquelles il sympathise avec la communauté de Nice d'*Emmaüs*. Comme il se retrouve avec quatre cabanes, une cuisine commune, des sanitaires, il discute avec ce groupe pour accueillir des personnes en difficulté. *Emmaüs* est d'accord pour l'aider à trouver un statut administratif et parraine la naissance d'*Emmaüs Roya* à partir de juillet 2019. Les cabanes dortoirs sont transformées pour être des logements individuels. Marion est embauchée comme co-responsable de la communauté et pour l'accompagnement de compagnon-nes, Margot est salariée pour les activités de maraîchage. Avec Cédric, ils sont ainsi trois à avoir le statut d'agricult-rices. Les personnes accueillies ont un statut spécifique aux organismes d'accueil communautaires (2).

Dans les communautés d'*Emmaüs*, les seules subventions acceptées sont

celles liées aux investissements. La communauté doit être autonome pour son fonctionnement. Jusqu'à maintenant, c'est la récupération et la revente d'objets qui a permis aux communautés de trouver leur équilibre économique. *Emmaüs* s'interroge alors sur la possibilité d'un projet qui ne repose que sur le maraîchage.

Recherche d'autonomie

Emmaüs Roya bénéficie d'un fonds de dotation d'*Emmaüs*, ce qui lui permet d'acheter du foncier et un bâtiment de 500 m² situé dans le village voisin. Celui-ci est aménagé à partir de janvier 2020 (pour un coût de 600 000 €). "L'isolation thermique et phonique du bâtiment a été réalisée avec des pantalons Jeans recyclés selon une technique propre à *Emmaüs*". Le chauffage est assuré par une pompe à chaleur. Il y a des chambres à l'étage. Le rez-de-chaussée avec une cuisine, un bar et une cantine se veut ouvert sur l'extérieur et doit permettre d'accueillir les activités de différentes associations.

"Pour l'inauguration du lieu, le maire, le préfet du département et le préfet de région ont été invités, mais seul le premier est venu".

Le lieu est considéré encore comme trop radical pour beaucoup : *Emmaüs Roya* refuse l'aide de la Banque alimentaire et les dons d'entreprises. Cédric Hérou explique qu'il y a une logique mortifère : "le système néo-libéral provoque le réchauffement climatique qui est la cause de la multiplication des tempêtes et lorsque l'on vient en aide aux victimes, on veut en faire des assistées en les mettant sous perfusion". Il rappelle qu'après les inondations d'octobre 2020, il y a eu des livraisons de palettes de nourriture... "cela a mis en difficulté les commerçants qui n'avaient pas besoin de cela en plus". Un "préfet de la reconstruction" a été nommé, qui a décidé d'en haut ce qu'il fallait faire alors que les associations avaient proposé de faire d'abord un remue-ménages au niveau local pour recenser les besoins. Un mois plus tard, après la quasi-disparition de l'événement dans les grands médias, des travaux ont commencé, confiés à de grands groupes du bâtiment, avec pratiquement aucun recours à la main-d'œuvre locale.

L'équipe comprend, fin 2021, trois salarié-es (Cédric, Marion et Margot) et 6 compagnon-nes. Pour le moment, il y a un bon mélange de nationalités, une seule femme. Il n'y a plus de sans-papiers car l'environnement reste extrêmement surveillé (3). Il y a maintenant une liste d'attente et la priorité est donnée aux familles qui, dans le nouveau bâtiment peuvent disposer d'une chambre avec salle de bains. Globalement, les associations qui travaillent autour d'*Emmaüs Roya* réunissent environ 200 personnes. ♦

3. Passant la frontière entre deux reportages, nous sommes contrôlés. Alors que nous pensions qu'il s'agissait d'un contrôle du pass sanitaire, les gendarmes nous demandent d'ouvrir le coffre de la voiture... pour vérifier que nous ne passons pas des migrant-es !

➔ Adresse

♦ *Emmaüs Roya*, Cédric Hérou, Marion Gachet, 841, chemin de Veil, 06540 Breil-sur-Roya, defendstacitoyennete@gmail.com

2. Statut mis en place par Martin Hirsch dans une loi du 1^{er} décembre 2008.

Qu'est-ce qui est violent : construire un oléoduc, ou le saboter ?

Cristina Yurena Zerr, réalisatrice de films sur les chrétiennes révolutionnaires, a réalisé un entretien avec l'activiste **Jessica Reznicek**, avant que celle-ci ne soit emprisonnée pour de longues années pour avoir saboté l'oléoduc *Dakota Access*.

Cristina Yurena Zerr : Jessica Reznicek, quel est votre rapport à la nature ?

Jessica Reznicek : J'ai été élevée en étroite relation avec la nature : les fleuves, les arbres, les forêts. Tout cela a beaucoup contribué à définir ce qui compterait parmi mes priorités dans la vie. Avant tout, c'est mon rapport à l'eau qui a été important. Enfants, nous nagions dans les rivières sans nous préoccuper des conséquences sur notre santé.

Comment en êtes-vous venue à vous engager contre cet oléoduc ?

Cela a été un tournant particulièrement important de ma vie. Les Sioux de *Standing Rock* ont commencé à protester contre l'oléoduc *Dakota Access* situé à proximité immédiate de leur lieu de vie. Je cherchais alors vers quoi investir mon énergie, mon amour et mes préoccupations. Je militais déjà dans différents domaines : je m'étais rendue deux fois en Palestine pour œuvrer pour la paix. J'avais passé quelques temps en Amérique Centrale. Puis j'avais décidé de m'engager pour l'île de Jeju en Corée du Sud où la population locale



L'oléoduc Dakota access

Cet oléoduc de 1 825 km fait circuler le pétrole des champs pétroliers du nord du Dakota (proche de la frontière canadienne) à une raffinerie située dans l'Illinois. S'il ne passe pas sur des terres des Amérindiennes, ces dernières estiment que cela risque de polluer les cours d'eau qui les alimentent. Le chantier démarre en 2014. À partir de 2016, les Sioux organisent un campement à *Standing Rock* pour bloquer le chantier, camp où se retrouvent des milliers de personnes. En octobre 2016, le camp est violemment démantelé par l'armée et la police. Fin 2016, la partie aérienne du pipeline est construite, mais il reste à raccorder les morceaux en passant sous une vingtaine de cours d'eau. L'administration Obama bloque alors les autorisations de chantier... comme un an auparavant pour un autre oléoduc parallèle dénommé *Keystone XL*. Début 2017, Trump arrive au pouvoir. Les chantiers reprennent et sont terminés en avril 2017.





s'opposait à la présence d'une base de Marines construite récemment. Toutes ces expériences convergeaient lorsque j'ai entendu parlé de l'oléoduc *Dakota Access*. Ce qui m'intéressait, c'était d'en savoir plus sur les traditions et les communautés des peuples indigènes d'Amérique du Nord. L'idée selon laquelle la prière était une des valeurs essentielles de la protestation me plaisait. Je voulais être utile, croître intérieurement et rencontrer des sages.

En quoi consiste votre engagement contre ce pipeline ?

Après des actions que j'ai faites à *Standing Rock*, j'ai décidé d'aller dans l'Iowa. J'ai trouvé le lieu de passage sous le Mississippi. J'ai planté ma tente à proximité. Le lendemain matin, j'ai barricadé la route d'accès au chantier. J'ai été arrêtée pour la journée. Le matin suivant, je suis retournée directement au chantier où j'ai de nouveau été arrêtée. Ce petit jeu s'est poursuivi 3 ou 4 fois. Cela a fait venir beaucoup de monde. Les ouvriers ont quand même réussi la percée sous le Mississippi. Avant de quitter le lieu, en novembre 2016, j'ai mis le feu à cinq engins de chantier.

Avez-vous eu des regrets ?

Lorsque je suis revenue chez moi ce soir là, je n'étais pas sûre que mettre le feu aux machines soit bien une forme de lutte authentique et juste. Je me suis mise un peu en retrait et j'ai commencé un jeûne. Au 15^e jour de jeûne, j'ai appris que Barack Obama avait refusé de donner les autorisations pour la construction de l'oléoduc.

Pourquoi avoir recommencé à saboter ?

Avec la prise de pouvoir de Trump, le chantier a été relancé. J'ai repris la lutte et décidé de faire du sabotage. J'ai observé comment les tuyaux étaient soudés les uns aux autres. J'ai alors utilisé la même technique pour les dessouder la nuit. Cela a duré de mars à mai 2017. Mais la société de surveillance a fini par comprendre ce qui se passait. Ils m'ont surveillée, réussissant à me décourager (1).

Pourtant, il vous restait encore une bonne dose de courage...

1. Jessica Reznicek n'a pas effectué ces actions de sabotage seule, mais avec Ruby Montoya, 31 ans, dont la condamnation ne nous est pas connue à l'heure où cet article est rédigé.

J'ai décidé de reconnaître ouvertement et publiquement les faits en juillet 2017. Je savais que cela représentait un suicide du point de vue pénal. Mais je ne voyais pas d'autre possibilité. Le 11 août 2017, le *FBI* a fait une razzia chez moi en emportant tout un tas de choses. Deux ans après, l'accusation tombait, puis vint l'ordre de m'emprisonner, et maintenant la condamnation.

Comment s'est faite l'intervention du FBI ?

Il était environ 4 heures et demi du matin. Ils ont tapé à la porte. Je pouvais voir à travers la fenêtre une cinquantaine de fonctionnaires avec de grosses armes et des gilets pare-balle. J'avais une peur terrible. Lorsque j'ai ouvert la porte, ils se sont précipités à l'intérieur. Ils m'ont jetée par terre, m'ont visée au visage avec un énorme pistolet en me mettant un pied sur le cou. À cette époque-là, j'avais tout dit publiquement. J'ai considéré cette perquisition comme un moyen psychologique supplémentaire pour me décourager. J'ai décidé de chercher au plus vite des lieux pouvant me nourrir psychiquement pour survivre à ces attaques.

C'est alors que vous avez disparu en vous cachant ?

Je me cachais certes, mais pas exclusivement pour me protéger de l'État et de la prison. Je me protégeais contre mes propres relations, et de moi-même aussi. Environ dix mois après la perquisition de ma maison, je me suis effondrée psychologiquement. J'ai fini par concéder que j'avais besoin d'aide, mais pas de l'aide à laquelle j'avais d'abord pensé. J'avais besoin de Dieu. Je voulais alors trouver un lieu où l'on priait beaucoup. J'ai rejoint un monastère dans le Minnesota et j'y suis restée.

Vos actions ont été considérées par beaucoup de gens comme des actions violentes. Qu'en pensez-vous ?

J'y ai beaucoup réfléchi. Il est intéressant de constater que beaucoup de gens n'estiment pas que celui qui utilise le poste de soudage pour construire un oléoduc est violent, alors que c'est pourtant lui qui menace notre vie. Ces mêmes gens disent que la femme qui aime l'eau, qui prend soin de ses enfants et de leur avenir et qui, pour ces raisons, utilise un poste de soudure pour démonter un oléoduc, cette femme-là est violente. Nous sommes tellement endoctrinés, que nous considérons qu'à partir du moment où quelqu'un est employé par un autre pour faire quelque chose et qu'il est payé pour ce travail, ce dernier est légitime. C'est notre société qui nous inculque quelles personnes il faut considérer comme dangereuses. Je voudrais demander à chacun·e de simplement prendre du recul pour interroger ces paradigmes imposés.

Dans votre témoignage devant le tribunal vous évoquez votre désir de mener désormais une vie dans la prière. Comment en êtes-vous venue à cette décision ?

Je suis allée au monastère sans avoir aucune idée de ce qui m'attendait. Si j'allais y être acceptée et moi-même l'accepter. Pourtant, dès mon arrivée, j'ai senti qu'un poids énorme m'était ôté des épaules. En priant avec les Psaumes dans la chapelle je me suis mise à pleurer, parce que je savais de quoi il s'agissait dans ces prières désespérées. J'avais passé une année entière comme sans-abri. Dans ce monastère, je me suis sentie, pour la première fois depuis très longtemps, en sécurité. Et pas parce que la police fédérale ne

Cristina Yurena Zerr est née en 1990 à Freiburg en Breisgau (Allemagne). Avec son projet de film *Of Saints and Rebels* (Des saints et des rebelles), elle accompagne des chrétiens révolutionnaires dans leurs actions. En 2021 est paru le livre intitulé *Brot und Gesetze brechen - Christlicher Antimilitarismus auf der Anklagebank* (Rompre le pain et les lois - L'antimilitarisme chrétien sur le banc des accusés), écrit et édité par elle-même et Jakob Frühmann.

Jessica Reznicek est née en 1981 dans l'Iowa (États-Unis). Impliquée notamment dans le mouvement chrétien antinucléaire *Plowshares Movement*, elle commence à faire des actions de désobéissance au milieu des années 2000. Elle participe à des camps d'Occupy Wall Street à l'automne 2011 puis à celui de *Standing Rock* en 2016. Outre sa condamnation à huit ans de prison à partir du 13 août 2021, elle doit rembourser la somme de 3,2 millions de dollars.



Manifestation à Standing Rock, le 13 novembre 2016.

pouvait m'y attraper : elle pouvait arriver à tout moment. Dès que ma peine de prison sera terminée, j'aimerais m'installer à proximité de ce monastère. Si je peux vivre là-bas, je le ferai.

Mais entre aujourd'hui et votre sortie de prison, il y a huit années d'enfermement. Comment considérez-vous ce laps de temps ?

Lorsque l'on m'a amenée à la maison d'arrêt, j'ai pleuré pendant deux semaines. J'étais plus en colère parce que je devais quitter le monastère que parce que l'on me mettait en prison. Aujourd'hui, je suis pleine de joie. Je ferai de ma situation le meilleur que je peux. Je ne pense pas le moins du monde qu'il y ait moins à faire en prison. Je pense qu'on peut tout autant y grandir, y trouver la paix et la joie. Mon projet actuel est de faire une formation

à distance d'assistante sociale. Je veux plus tard mettre sur pieds des points de contact et des ressources pour ceux et celles qui ont des problèmes, soit dans leur maison, soit dans la rue. Je soutiens le grand mouvement qui mettra un point d'arrêt à la toute-puissance de la finance et de la police des États-Unis.

Lors de mon incarcération, je compte me mettre au service des autres et écouter celles qui souffrent, en particulier dans une prison pour femmes. Je compte sur le fait que je serai dans une proximité immédiate avec des femmes qui auront perdu leur chez-soi et dont les enfants ont été enlevés par l'État. Il y a beaucoup trop de gens en prison souffrant de problèmes psychologiques qui luttent contre leurs traumatismes. Ce que j'apporte dans de telles situations, c'est un peu de légèreté, du rire, de la joie et un cœur compatissant. ♦

Cet article a été proposé à *Silence* et traduit en français par le réseau libertaire non-violent allemand *Graswurzel Revolution* (www.graswurzel.net/gwr), qui fête ses 50 ans en 2022.

Croissance ou santé : il faut choisir

La Maison commune de la décroissance fait paraître, en juin 2022, aux éditions Utopia, un ouvrage collectif intitulé *La décroissance et ses déclinaisons. Pour sortir des clichés et des généralités*. Nous publions le chapitre consacré à la santé et plaidant pour une approche radicalement orientée vers la prévention.



La Maison de la décroissance,
La décroissance et ses déclinaisons.
Pour sortir des clichés et des généralités,
préface de Timothée Parrique, dessins
de Jean-Luc Coudray, éd. Utopia, 2022,
144 p., 10 €

Pour toutes celles et ceux qui plaident pour une décroissance désirable, le prisme de la santé est peut-être la meilleure des portes d'entrée.

En effet, en quoi le PIB, que la communauté des économistes depuis les travaux de la Commission Stiglitz (2008-2009) ne reconnaît pas comme

un indicateur satisfaisant du bien-être, serait-il pertinent pour traiter de la santé (1) ?

D'autant que la Covid-19 nous a enseigné qu'une volonté politique, au niveau mondial, peut éclipser la priorité donnée à l'économie pour se focaliser sur la... santé. *"Le politique peut prendre la décision de donner un coup de frein à l'économie. Nous en aurons vécu l'expérience dans notre chair."* (2)

Et nombreux sont les problèmes : nouvelles maladies infectieuses, impact du changement climatique sur la santé et les écosystèmes, pollution environnementale, perte de biodiversité, état de l'habitat, sécurité alimentaire, résistance aux antibiotiques...

Éradiquer les activités toxiques

Le bon sens populaire le dit bien : *"Mieux vaut prévenir que guérir"*. Or tant que nos politiques publiques seront cornaquées par l'impératif de croissance, elles préféreront le développement des approches curatives (3) où prédomine le secteur techno-biomédical. *La santé sera réduite au médical.*

En France, seul 1,9% du budget global consacré à la santé est dédié à la

prévention. Et dans ce pourcentage est intégrée la prévention de type biomédical (dépistages, vaccins).

Pour l'*Institut National du Cancer*, 40 % des cancers sont pourtant liés à des facteurs de risques évitables. Parmi les principaux : l'alimentation industrielle, le tabac (75 000 décès par an), l'alcool et le manque d'activité physique ainsi que les facteurs environnementaux et professionnels.

Seulement les mensonges des industriels du tabac, des énergies fossiles, de l'agro-alimentaire (nitrites, sucre, sel, etc.) ou des pesticides et leurs études commanditées dissimulant la dangerosité de leurs produits contribuent à la *fabrique du doute* (4). Notre démocratie est malade de ces compromissions. Contre la malfaisance des lobbies, accorder plus de moyens à la *Haute Autorité pour la transparence de la vie publique* serait-il suffisant ? Envisager la santé dans une perspective décroissante, c'est parvenir à penser ensemble l'éradication de ces activités toxiques et la mise en place d'un fonctionnement sain qui soit faisable, acceptable et désirable par le plus grand nombre.

Autre outil politique de prévention, lutter contre cette arme des capitalistes qu'est la publicité. Il ne serait pas difficile de légiférer pour interdire toute publicité de produits impliqués dans des problématiques sanitaires (produits sucrés, smartphones, jeux électroniques) à destination des enfants.

1. L'OMS définit la santé comme *"état de complet bien-être physique, mental et social, et [qui] ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité."*
2. Voir la tribune initiée par la *Maison commune de la décroissance* parue dans *Libération* du 28 avril 2020, *"Un confinement en demi-résonance avec notre décroissance"*.
3. Avec leurs limites mettant en avant la contre-productivité du *"système qui rend malade"* dirait Illich : infections nosocomiales, effets iatrogènes de certains médicaments et pratiques médicales.

4. Stéphane Foucart, Stéphane Horel, Sylvain Laurens, *Les gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique* (La Découverte, 2020).



Réseau environnement santé



CPTS Asclepios

Analyse de la présence de phtalates dans les mèches de cheveux dans le cadre de la campagne Zéro phtalate, dans le Centre-Val-de-Loire, pour lutter contre la présence de ce perturbateur endocrinien dans notre environnement.

Le numérique, faux allié de notre santé

Le numérique prétend devenir le meilleur allié de notre santé alors que la prévention devient objet de convoitises : les GAFAM n'ont pas attendu le grand bond en avant numérique permis par la pandémie. La médecine 4P (Prédictive, Personnalisée, Préventive et Participative) est une nouvelle source de profits : décrypter le génome, prévenir les maladies, personnaliser les traitements, impliquer les patients.

Dès 1995 Lucien Sfez avait identifié les germes de cette utopie de "la santé parfaite" (5). Sous prétexte de prévention, "traçage épidémiologique, dossier médical partagé, capteurs et applis capables de suivre nos rythmes biologiques en temps réel... [...] : nos données de santé sont devenues un business juteux que s'arrachent les Big techs et les Big pharma, ainsi qu'une

nébuleuse d'entreprises privées ou de cyberpirates" (6).

Le plan France 2030 (7) fait le choix de la fuite en avant technosolutionniste, avec des investissements considérables dans les trois dernières révolutions technologiques : numérique, robotique et génétique. "Oui à la e-santé. Maintenant on peut voir son médecin même quand on ne peut pas aller le voir" (8). Face à la dystopie d'un monde de plus en plus virtuel, la décroissance choisit le ralentissement, par la réévaluation et la revalorisation des métiers de la relation, du soin, du care.

Cette "fuite en aval" technologique sera également économique : au regard des coûts induits par le vieillissement

de la population (transition démographique) et le développement des maladies chroniques (transition épidémiologique), "notre système de santé risque d'exploser" (9).

Pour une approche participative et écosystémique

Choisir la décroissance, c'est opter pour des solutions en amont des maladies. À condition d'une implication des usagers dans le système de santé, nous serons collectivement à même de relever les défis sanitaires liés à notre environnement social, économique et écologique. Agir sur les déterminants de santé générateurs de tant d'inégalités sociales et territoriales de santé exigera une approche collaborative (10), multisectorielle et transdisciplinaire.

Une voie prometteuse est celle de l'initiative One Health (11) parce qu'elle est écosystémique et holistique. Une seule santé, pour les humains, pour les animaux, pour l'environnement : 60 % des maladies humaines infectieuses connues sont d'origine animale, et nous savons que ces maladies zoonotiques sont favorisées par des déséquilibres écologiques et / ou climatiques.

Les titres et intertitres de cet article sont de la rédaction de Silence. ♦

9. Conférence de Jean-François Delfraissy, président du Comité consultatif national d'éthique, au ministère de la Santé, le 25 janvier 2019, "Promotion de la santé, une ère nouvelle ?".
10. Norbert Ifrah, Gilles Bloch, Jérôme Salomon, "Face aux défis de prévention, la mobilisation des institutions françaises pour la recherche interventionnelle en santé des populations", Global Health Promotion, éditorial du 12 avril 2021.
11. Six organisations internationales – l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), le bureau du Coordonnateur du système des Nations unies sur la grippe (UNISIC) et la Banque mondiale – ont élaboré un cadre de référence fondé sur ce concept en 2008.

➔ Pour aller plus loin

- ♦ Maison commune de la décroissance, <https://ladedcroissance.xyz>.
- ♦ Voir aussi l'article "La Maison commune de la décroissance", Silence n° 468, juillet 2018.
- ♦ Réseau Environnement Santé, mettre la santé environnementale au cœur des politiques publiques, 206, quai de Valmy (Maison des Associations) 75010 Paris, www.reseau-environnement-sante.fr.

5. Lucien Sfez, *La Santé parfaite. Critique d'une nouvelle utopie* (Seuil, 1995).

6. Audrey Boulard, Eugène Favier-Baron, Simon Woillet, *Le business de nos données médicales, Enquête sur un scandale d'État* (Fyp éditions, 2021).

7. "France 2030 : un plan d'investissement pour la France de demain", sur www.gouvernement.fr.

8. Slogan de la campagne pour la e-santé sur le site du ministère des Solidarités et de la Santé.

La numérisation des monnaies locales, vers une perte de sens ?

Pour redynamiser leur projet, de nombreuses monnaies locales complémentaires prennent le chemin de la numérisation des moyens de paiement. *Silence* se questionne sur cette pratique. N'est-elle pas contraire au projet initial des monnaies locales ?

Après l'apparition rapide des monnaies locales complémentaires (MLC) sur le territoire français depuis 2010 (91 créations de monnaies locales entre 2010 et 2019, 82 actives) (1), la croissance de ces MLC est aujourd'hui au cœur des préoccupations. Beaucoup de ces MLC ont fait le choix de se tourner vers la digitalisation des moyens de paiement, pour se développer. Les moyens de paiement sont divers : carte avec un QR code, application de paiement sur smartphone, etc.

En 2021, on estime que 80 % des euskos (2) échangés au Pays Basque le furent sous forme numérique. En région lyonnaise, 50 % des adhérent·es de la



Gonette (3) font le choix d'utiliser sa version numérique. Certaines MLC ne sont pas encore passées au numérique, la plupart pour des questions de financement ou de temps, et non pas pour des raisons de cohérence avec leurs valeurs. *Silence* a toujours défendu une position anti-numérique et techno-critique, c'est pourquoi il nous a semblé important de nous pencher sur la question de la digitalisation des monnaies locales.

3. *La Gonette* est la MLC de la région lyonnaise, émise depuis 2015.

Un questionnaire a été envoyé à différentes monnaies locales complémentaires afin d'avoir leurs retours sur la digitalisation des moyens de paiement. *La Gonette* (Lyon), *l'Eusko* (Pays Basque), *la Pive* (Franche-Comté), *la Doume* (Puy-de-Dôme), *le Soudicy* (Allier), *la Chouette* (Dijon) et *la Fève* (Toulon) nous ont répondu. Beaucoup s'étaient déjà tournées vers la numérisation, les autres y réfléchissaient ou y avait pensé. Certaines conclusions de cet article sont tirées de cette enquête.

1. Blanc Jérôme, Fare Marie, Lafuente-Sam-pietro Oriane (2020), *Les monnaies locales en France : un bilan de l'enquête nationale 2019-20* [Rapport], Lyon, Triangle - UMR 5206, Université Lumière Lyon 2, Sciences Po Lyon, 56 p. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02535862>
2. *L'Eusko* est une monnaie locale complémentaire portée par l'association *Euskal Moneta* depuis 2013, elle est diffusée dans tout le Pays basque français. C'est la monnaie locale complémentaire la plus importante d'Europe.

La numérisation pour changer d'échelle

Malgré un premier engouement au moment des créations de monnaies locales, ces dernières peinent désormais à se développer sur leur territoire et à acquérir une crédibilité auprès d'un public plus large. La plupart des MLC ont choisi au début le même fonctionnement de paiement : les billets en monnaie locale qu'il faut récupérer dans un bureau de change en les échangeant contre des euros. Cependant, les

contraintes liées à cette organisation semblent dissuader de potentielles utilisatrices de rejoindre le réseau, qui reste alors restreint.

Développer le pan numérique de la MLC permettrait de changer d'échelle en touchant un public plus large tel que les jeunes qui ont beaucoup plus la culture du numérique que de la monnaie papier ou encore les personnes qui n'ont pas le temps d'aller en bureau de change. Une certaine demande de la part des usagers a aussi pu inciter les

MLC à se tourner vers le numérique, afin de répondre aux nouvelles manières de consommer.

Le numérique, l'allié des professionnelles

L'arrivée des paiements numériques favorise également les échanges entre professionnelles, ou avec des professionnelles. La *Pive*, en Franche-Comté, explique qu'avec les paiements numériques, les *Biocoop* sont en mesure de rémunérer leur fournisseur en

Monnaies libres : créer soi-même de la monnaie

Certaines expérimentations cherchent à valoriser des "monnaies libres" entièrement détachées de la référence à l'euro... mais entièrement dépendantes du numérique.

Les monnaies-dettes (euros, dollars etc.) se créent au moment où un crédit est accordé aux personnes, entreprises, ministères... considéré·es comme solvables. Ainsi, les banques décident quel projet elles financent, et dirigent ainsi les États et la société.

Pourquoi la monnaie libre est-elle un outil démocratique ? Partant du postulat de l'égalité des êtres humains, chacun·e doit pouvoir créer dans le même temps la même part de monnaie, et décider de son utilisation. Plus concrètement, chacun·e touche un "dividende universel" quotidien (1). Mathématiquement, il va se produire une "convergence des comptes" : les inégalités tendent à s'estomper pour aboutir à une convergence à un moment donné.

Si elle ne touche pas fondamentalement aux notions de propriété et d'échange, cette pensée met un sacré coup de pied dans le triangle capitaliste travail – revenu – pouvoir de l'émission monétaire.

Contrairement aux MLC, les monnaies libres sont déconnectées des monnaies-dettes : il n'y a pas de cours de change.

L'exemple de la June, ou "G1"

En 2017, 59 personnes se réunissent pour créer la June, "seule monnaie libre d'envergure" (2), pour arriver à environ 3500 adhérent·es aujourd'hui. C'est une cryptomonnaie, donc virtuelle et portée par un réseau décentralisé. Contrairement à d'autres cryptomonnaies de sinistre réputation en raison des puissances de calcul mises en jeu, elle est programmée en *open source* et se donne un objectif de sobriété numérique.

La question de la numérisation ne se pose donc pas, la June étant entièrement numérique depuis le départ. L'internet est présenté comme suffisamment résilient pour ne pas risquer un effondrement global. Mais si c'est l'électricité qui s'effondre ? "S'il n'y a plus d'électricité, on aura beaucoup de choses à penser, et la June en fera partie. D'ailleurs, en cas



d'effondrement de l'électricité, il n'y a plus d'euro non plus." En effet, l'euro est une monnaie virtuelle à 95%.

N'est-ce pas une simple réinvention des SEL (systèmes d'échange local), en version numérisée ? La comparaison est tentante, mais : la création de monnaie n'est pas prévue dans les SEL.

Plus de numérique pour plus d'humain ?

Concrètement, il faut un ordinateur ou un smartphone pour acheter ou vendre, même si c'est à l'occasion de marchés physiques. "Là, on voit de vraies personnes. La June met la rencontre au cœur de l'échange. La possession de monnaie n'est plus une fin en soi, elle redevient juste un outil pour échanger." C'est là aussi qu'on peut rencontrer les cinq personnes physiques qui pourront vous certifier comme adhérent·e et ainsi vous ouvrir la voie vers le dividende universel. Des limites ou inconvénients ? "On est encore trop peu, la June n'est pas assez connue. Mais surtout il faut mettre plus de biens et de services en circulation." Comme pour les MLC, pour qu'un·e professionnel·le adhère au système, il ou elle doit pouvoir écouler les Junes auprès de ses salarié·es ou fournisseur·es. Il est encore impossible de financer de gros projets en Junes, comme l'achat d'une maison. Mais des contrats de prêts sont imaginables, puisque le versement du dividende universel permet le remboursement d'une dette. "Même si ce qu'on fait aujourd'hui est insignifiant : c'est une autre manière de penser. On œuvre pour quelque chose de nouveau."

Agnes Ploteny

1. Selon Stéphane Laborde, auteur de *Théorie relative de la monnaie*, en accès libre à <https://trm.creationmonetaire.info/TheorieRelativeDeLaMonnaie.pdf>

2. Toutes les citations ont été recueillies lors d'un "Gmarché" le 31 octobre 2021 à l'Alternatibar à Lyon.

♦ Pour aller plus loin : <https://monnaie-libre.fr> et de nombreuses antennes et événements locaux.



Pives, ce qui était alors complexe avec des billets pour une somme importante. La MLC estime que 90% des échanges entre professionnel·es se font de manière numérique. De son côté, la *e-doume*, dans le Puy-de-Dôme, permet aux commerçant·es qui font du e-commerce d'être payé·es en monnaie locale, en ligne. Enfin, certaines entreprises font le choix de verser une partie des salaires en MLC, chose qui n'est pas réalisable avec une version papier

Et l'impact du numérique ?

Beaucoup de MLC font attention au moment du passage au système numérique : choix de logiciels libres, serveurs hébergés localement, etc. Même si ces efforts sont faits, il ne faut pas oublier l'énorme impact énergétique que représentent les serveurs, ainsi que l'usage de smartphones qui n'est pas neutre. On peut supposer que les personnes qui font le choix de payer numériquement étaient déjà dotées d'un téléphone connecté. Cela sert de base au faux argument selon lequel la digitalisation de la monnaie n'a pas favorisé une dépendance au numérique pour les utilisat·rices. Cependant, proposer une alternative pour smartphone, n'est-ce pas inciter les personnes à recourir à celui-ci, une fois de plus ?

Par ailleurs, le paiement numérique est souvent présenté comme plus facile et moins contraignant que le paiement en coupure papier : plus besoin de passer à un comptoir de change pour récupérer des coupures, paiement instantané à la caisse, pas besoin d'avoir du change pour les commerces, etc. Mais d'un autre côté, cela demande aux commerçant·es d'avoir un terminal de

paiement numérique, d'avoir un smartphone dernier cri pour pouvoir scanner les QR codes. Devant l'explosion des paiements numériques, les commerces ne risquent-ils pas de se tourner uniquement vers les moyens de paiement numériques, délaissant les personnes continuant de vouloir payer en monnaie papier ? (4) (5)

Retourner aux valeurs fondatrices des monnaies locales

Le numérique est présenté comme une manière d'attirer des personnes très attachées à la culture de l'euro, avec les cartes bancaires ou les virements : il s'agit alors de rendre l'expérience de la monnaie locale la plus similaire possible à celle de l'euro. Mais est-ce vraiment là l'objectif des monnaies locales ? Si le développement d'une MLC sur un territoire semble essentiel pour gagner en crédibilité et avoir un réel impact sur l'économie,

4. Prenons l'exemple de *Silence*. La revue accepte les paiements en *Gonette*, mais n'est pas dotée d'un terminal de paiement numérique ni de smartphone et ne peut donc pas recevoir les *Gonettes* numériques. Le système incite donc la revue à se doter de ces outils numériques pour continuer à recevoir des abonnements dans cette monnaie locale, inventée au départ pour faciliter la transition vers un mode de vie plus écologique et alternatif... et non pas plus numérique ! On voit bien ici que le passage des MLC au numérique favorise la transition numérique, pas la transition écologique.

5. Certains magasins ont déjà fait le choix de n'accepter que les paiements numériques, ce qui empêche les utilisat·rices de coupure papier de payer dans n'importe quel commerce et/ou les incite à se tourner vers le paiement digital.

➔ Contacts

- ◆ **L'Eusko**, 38 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne, 05 33 47 54 11
- ◆ **La Gonette**, 4 rue Imbert-Colomès, 69001 Lyon, 09 51 57 91 33
- ◆ **La Pive**, 31 rue Battant, 25000 Besançon
- ◆ **La Chouette**, Maison des associations, 2 rue des Corroyeurs - BP D8, 21068 Dijon Cedex
- ◆ **Le Soudicy**, 17 rue pasteur, 03430 Cosne d'Allier
- ◆ **La Fève**, Quartier Saint Joseph, Impasse de l'écluse, 83210 Belgentier

ressembler au maximum à l'euro, est-ce la solution ?

Les MLC ont comme volonté de repenser l'économie, de la réimplanter localement, de se détacher du système bancaire actuel. Il s'agit alors pour les utilisat·rices de reconstruire leur rapport à l'argent, à la manière de consommer : quel impact la MLC a-t-elle dans cette transformation du rapport à l'argent si elle copie le système des euros ? Un des buts des monnaies locales est de remettre de l'humain dans l'économie, en favorisant des partenaires impliqué·es dans le territoire (6), or les arguments en faveur du numérique mettent en avant la rapidité du paiement, le commerce en ligne, etc. Quel humain y a-t-il lorsqu'on tend notre smartphone devant un autre smartphone pour scanner un QR code ou lorsqu'on clique sur sa souris chez soi pour acheter un vêtement ? L'humain, c'est prendre le temps de payer, d'aller au bureau de change, de discuter avec les adhérent·es, c'est faire le choix de consommer sans chercher à gagner du temps. Si certains arguments nous semblent recevables, notamment concernant les échanges inter-professionnelles, la vraie question est là : quelle cohérence y a-t-il à utiliser une monnaie virtuelle pour valoriser l'économie réelle ? ◆

6. *L'Eusko* valorise la culture et la langue basques : les lieux acceptant *L'Eusko* doivent pouvoir accueillir les locut·rices basques, avec, a minima, des affiches bilingue pour *L'Eusko*.

Railcoop, une coopérative ferroviaire à promouvoir

Bravo pour le dossier sur le train ("L'avion du futur, c'est le train", n° 510, avril 2022), très intéressant et riche de renseignements qui restent trop dans l'ombre. Seul regret, qu'il n'évoque pas les perspectives ouvertes par le projet de Railcoop, qui par ses dessertes transversales (la première ligne ouverte sera Bordeaux-Lyon) proposera des liaisons nouvelles, évitant escales et changements. Ne pourriez-vous leur donner la parole dans l'une des prochaines revues ?

Christine Galland

Allier

> Railcoop, 2 avenue d'Aurillac,
46100 Figeac, tél. : 05 65 14 08 22,
www.railcoop.fr.

La gestion trop craintive de la biodiversité

Le numéro de février 2022 de la revue *Silence* a été consacré au sauvage ("Quelle place pour le sauvage ?", n° 507). Un article concerne une interview du directeur de la LPO, Yves Vérilhac, quant à la position de cette association sur le réensauvagement. Ce dernier commence par dire que "la LPO reconnaît l'idée de la "non gestion", de laisser faire la nature". (...) Mais immédiatement apparaît un gros bémol : "Mais pas partout, pas tout le temps" et plus loin "Pas à l'échelle de nos territoires, ni à l'échelle de quelques siècles seulement."

(...) Concrètement, pour la LPO, seule une forêt peut être laissée en libre évolution. Pour les autres milieux, ça ne convient pas car "si vous n'intervenez pas pour protéger une tourbière ou un marais, vous vous tirez une balle dans le pied car vous laissez le milieu se fermer et s'appauvrir." Voilà enfin explicitée la raison qui empêche la LPO d'adhérer pleinement à la libre évolution. C'est l'éternel rengain du milieu ouvert qui, laissé à la dynamique naturelle, va "se fermer et s'appauvrir." La notion de fermeture n'a aucun fondement écologique mais traduit un ressenti purement culturel et subjectif. (...) Yves Vérilhac semble ignorer qu'il



Annie Morel (Loire)



Littéralement la dendrophobie est la peur des arbres. Ici, tourbière boisée de Altwarmbüchener Moor, près de Hanovre.

existe des tourbières boisées ou que l'arbre dans une tourbière n'est pas une incongruité. De la même façon, les marais peuvent également être plus ou moins boisés selon les conditions de sol, de climat et de configuration du bassin versant. Quant à l'appauvrissement, c'est une pure fable qu'aiment à se répéter les gestionnaires de la biodiversité, servant à légitimer leurs interventions permanentes (défrichement des arbres, pâturage) pour lutter contre l'apparition des saules et des bouleaux dans ces zones humides. Les études comparatives entre un milieu ouvert et un milieu boisé analogue, fondées sur des inventaires d'espèces, ne permettent généralement pas de conclure en faveur de l'un ou de l'autre. Si les espèces

liées au milieu ouvert régressent ou disparaissent, d'autres espèces liées aux milieux boisés font leur apparition. Ce qui est gênant, c'est que la soi-disant "perte de biodiversité" ne repose que sur quelques espèces décriées "patrimoniales" sans regarder d'autres taxons moins emblématiques mais plus fonctionnels pour le milieu. Quant au sol, il est rarement pris en compte alors qu'il est le compartiment clé des écosystèmes. (...) Éliminer des arbres sur des sites protégés est un non-sens écologique qui traduit un réflexe dendrophobe, expression utilisée par Georges Monbiot, écologiste et journaliste britannique, vis-à-vis de ses concitoyens obsédés par les milieux ouverts. Les gestionnaires de la biodiversité ont finalement peur de la

nature, comme l'expliquait François Terrasson (*La peur de la nature*, éd. Sang de la terre, 2020). (...) Qu'il soit chasseur, pêcheur, forestier, agriculteur ou gestionnaire de la biodiversité, l'homme ne s'intéresse qu'à une partie seulement de la nature et n'a hélas aucune vision holistique de ce qu'Aldo Leopold, pionnier de l'écologie américaine, nommait la communauté biotique. Accepter la nature sauvage et spontanée est une preuve d'humilité et de conscience écologique. Le réflexe dendrophobe est une preuve d'orgueil technique et de volonté de contrôle et de maîtrise de la nature.

Jean-Claude Génot
Écologue

Voitures électriques et consommation d'électricité

Je me permets de t'adresser un commentaire sur les véhicules électriques et la consommation totale d'un parc automobile. J'ai lu l'article "S'équiper d'une voiture électrique" dans *Silence* numéro 509 page 28. Je fais tout de suite un rappel, j'ai 64 ans, j'habite à la campagne (62 km de Lyon, 25 km de Mâcon) et n'ai jamais eu de voiture automobile, je circule à vélo (3 700 km par an). Je fais aussi de la voiture en covoiturage ou parfois en me faisant transporter, dans ce dernier cas, je compte les km faits par la voiture de la personne qui m'a transporté lors du retour. Dans les 25 dernières années, j'ai fait en voiture entre 500 et 1 500 km. Je fais aussi du bus et du train (2 000 km pour les deux par an).

Je me pose ensuite une question : les industriels nous disent que les véhicules électriques nécessitent moins d'heures de construction que les véhicules thermiques, et pourtant ils sont plus chers. N'y a-t-il pas un profit généré par les avantages fiscaux ?

Au 1er janvier 2021, le parc automobile se compose de 38,3 millions de voitures particulières, 5,9 millions de véhicules utilitaires légers (VUL), 600 000 poids lourds et 94 000 autobus et autocars en circulation.

La consommation d'une voiture électrique varie selon son modèle. Elle est en moyenne de 15 kWh/100 km et peut fluctuer selon le type de trajet

effectué ou les conditions climatiques. 15 kWh pour 100 km, soit 150 Wh par km.

Si l'on prend 14 000 km par véhicule et par an pour les voitures individuelles, on a donc :

14 000 km x 38,3 millions de véhicule x 150 Wh/km = 80 Twh.

Consommation d'électricité totale en 2020 : 449 Twh. Soit en comparaison : 80/449 = 18 % d'électricité pour alimenter 38 millions d'automobiles. Ce n'est pas si énorme que cela.

Ce calcul est fait avec le comportement actuel, par contre il est indispensable de revoir notre stratégie de mobilité, et que l'on arrête de parler du caractère indispensable des voitures, même à la campagne. Elle est nécessaire dans une petite partie des déplacements et pas pour tous.

Il est indispensable que l'on construise des voitures électriques conçues à la base comme des voitures électriques et pas comme des véhicules thermiques adaptés. Arrêtons de vendre des voitures de plus d'une tonne, alors que quand j'étais enfant, la 2CV pesait 500 kilo.

Patrick Monnet

Rhône

Nous avons également reçu...

Les livres présentés ici ne sont pas vendus par *Silence*. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie. Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.

Essais

■ **Le feu Vert**, Bernard Charbonneau, éd. *L'Échappée poche*, 2022 [1980, 2009], 220 p., 12 €. Quand la destruction de la nature atteindra ses limites, l'écologie deviendra centrale dans le débat politique, mais la planète ne sera pas sauvée pour autant, car ce n'est pas notre survie qui intéresse les politiques, mais le pouvoir. Écrit peu avant la naissance des Verts, totalement d'actualité aujourd'hui.

■ **La révolution à venir**, Murray Bookchin, traduction de Benoît Gaillard, éd. Agone, 2022 [2015], 300 p., 22 €. Une société écologique ne peut se contenter de lutter contre le capitalisme, elle doit aussi mettre en place d'autres formes de démocratie pour lutter contre toutes les formes de domination et cela passe par des expériences au niveau municipal. Un classique.

■ **Pour une conscience terriste**, Marc Dufumier et Laurent Gervereau, éd. Utopia, 2022, 200 p., 12 €. Les auteurs montrent combien l'agriculture reste centrale pour penser l'avenir de la planète et proposent de travailler ensemble en lançant un nouveau vocabulaire qui n'apporte rien de plus que ce que dit déjà l'écologie.

■ **Si j'étais candidat (Manifeste pour une politique convivialiste)**, Alain Caillé, éd. Le Pommier, 2022, 70 p., 3,5 €. Face à la régression chauvine, voire raciste, au néolibéralisme des premiers de cordée et à la décomposition de la gauche, l'auteur montre qu'il reste une voie convivialiste à explorer, propositions à l'appui. Il fait des propositions auxquelles nous pensons toutes et tous plus ou moins clairement, que ce soit sur le capitalisme rentier, le moyen de stopper l'évasion fiscale, le revenu universel, les relocalisations, etc.

■ **12 enjeux pour un devenir commun, choisir inventer, édifier ensemble**, Jean-Claude Devèze, préface de Jo Spiegel, éd. *Chronique sociale*, 2022, 115 p., 11,90 €. Du local au global en passant par l'Europe,

l'auteur présente les thèmes de 12 priorités parmi lesquelles : dialogue, éthique, spiritualité, éducation, dynamiques sociales, économiques, écologiques, ancrage territorial, démocratie. Son analyse de la décomposition de notre système démocratique prend appui sur l'expérience. Pour le régénérer, il interroge le "comment". Comment associer les citoyen·nes aux processus de décision ? Comment faire naître l'intelligence collective ?

■ **Deux ou trois choses dont je suis sûr**, Dorothy Allison, éd. Cambourakis, traduit de l'anglais (États-Unis) par Noémie Gruenewald, 2021, 87 p., 14 €. Ce texte montre à quel point les petites histoires d'une génération : mères, sœurs, cousines, tantes, peuvent rendre compte d'une époque, dans un contexte de misère sociale et de violences sexuelles.

■ **Les limites de la croissance**, Dennis Meadows, Donella Meadows et Jorgen Randers, éd. Rue de l'échiquier, 2022 [2012, 2017], 490 p., 15 €. En 1972, ce livre est l'un des premiers à montrer que l'on a atteint ou que l'on va atteindre les limites de la planète. C'est aussi un livre de perspectives qui annonce les crises écologiques actuelles. Le livre est ensuite réactualisé en 2012 et montre la justesse des modèles mathématiques utilisés à l'époque et quelques améliorations faites au cours des 30 dernières années. Il s'agit-là de la version poche de l'édition de 2012.

■ **Lorraine, Meurthe, Saulnois, Guéblange-lès-Dieuze, Marie Noële, auto-édition** (Entre Louise et Marie, 60 rue principale, 57660 Altrippe), 2022, 339 p., 40 €. Révoltée par la destruction d'une maison ancienne, fruit d'un riche patrimoine architectural et social et adaptée aux conditions environnementales, l'autrice, lectrice de *Silence*, a poursuivi sa recherche au niveau de sa région en faisant le lien entre agriculture, artisanat, coutumes et système politique, et s'interroge sur la perte des savoir-faire.

■ **Sauvez les forêts ! Petit manuel de résistance citoyenne**, Alain Persuy, éd. Double ponctuation, 2022, 178 p., 16 € + 1 smartphone. L'auteur rappelle les principaux dangers qui pèsent sur les forêts et propose 8 types d'actions pour les préserver. Malheureusement le livre est défiguré par des dizaines de QR Codes, nouvelle manie des éditeurs pour rendre nécessaire le smartphone même quand on lit un livre papier.

■ **La justice au travail**, Alain Supiot, éd. du Seuil, 2022, 57 p., 4,50 €. Dans ce fascicule, l'auteur livre ses réflexions sur la justice et l'injustice à travers l'Histoire. Celle-ci "nous enseigne que l'injustice, lorsqu'elle dépasse certaines bornes, engendre inévitablement la violence et menace la paix aussi bien entre les nations qu'en leur sein." Il y a 2 500 ans, Solon, pour éviter un bain de sang, a promulgué des réformes limitant les prétentions des riches d'une part et des pauvres de l'autre, ouvrant ainsi la voie à la démocratie athénienne. Qu'en est-il aujourd'hui dans notre monde ?

Roman

■ **Le prophète de Gaïa**, Yann Quero, éd. N'Co, 2021, 166 p., 12 €. Un jeune homme de bonne famille rencontre au cours d'un voyage par le train une certaine Maya, plutôt hippie et écologiste, qui l'éblouit. Elle lui prête un livre, "L'hypothèse Gaïa". Arrivés à Paris, ils se séparent. Mais une graine a germé, sa vie en sera bouleversée. Il devient le prophète de Gaïa. C'est enlevé, et ça se lit d'un trait.

B. D.

■ **Le bruit de la neige qui tombe**, Maggie Umber, traduction Élise Feltgen, éd. la robe noire, 2022, 104 p., 20 €. Roman graphique poétique et silencieux, qui présente dans une ambiance crépusculaire le Grand-Duc et quelques autres animaux nocturnes. Pas de texte, si ce n'est l'excellente introduction de Denys Moreau.

■ **Erdogan, le nouveau sultan**, Can Dündar et Anwar, éd. Delcourt/Encre, 2022, 320 p., 30 €. Biographie non autorisée du maître de la Turquie, depuis sa naissance jusqu'à son arrivée à la tête de l'État. Comment il a utilisé le discours démocratique pour se faire élire, tout en masquant ses engagements islamiques et comment ensuite, il a renié ces mêmes discours.

■ **Une sacrée mamie**, Shimada Yushichi et Ishikawa Saburo, éd. Delcourt, 2022, 464 p., 15 €. Entre 2009 et 2011, onze tomes de ce manga ont été publiés. Réédition en volume double pour cette histoire autobiographique d'un enfant d'Hiroshima qui part à la campagne pour être élevé par sa grand-mère et qui va découvrir le monde agricole de cette époque.

■ **Happytech**, Corbeyran et Alessia Fatore, éd. Delcourt, 2022, 64 p., 15,50 €. Xavier voit sa vie s'écrouler : il se retrouve au chômage et en instance de divorce. Malheureux, il se laisse convaincre de faire un stage à Happytech, une entreprise de développement personnel. Le bonheur est-il une opportunité commerciale comme les autres ? Il faudra attendre la suite pour en savoir plus.

Jeunesse

■ **Blanche-Neige et les 77 nains**, Davide Cali, Raphaëlle Barbanègre, Tom Poche, 2022, 32 p., 5,50 €. Dès 4 ans. Réédition en poche de cet album publié en 2016 par Talents Hauts. Blanche-Neige s'échappe des griffes de la sorcière et s'installe dans la maison des 77 nains, tous sympathiques certes, mais désordonnés et se reposant entièrement sur elle pour accomplir toutes les tâches ménagères, faisant de sa vie un enfer. Une métaphore frappante des travers de la vie conjugale hétéro, comme si vous y étiez ! Blanche-Neige pourrait bien finalement préférer la sorcière... Excellent et édifiant.

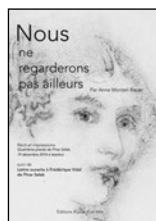
Essais

Nous ne regarderons pas ailleurs

Anne Monteil-Bauer

Femme de théâtre, féministe, l'autrice relate le quatrième procès de Pinar Selek, en 2014 à Istanbul, auquel elle a assisté. La militante, autrice et sociologue Pinar Selek, aujourd'hui exilée en France, est persécutée par la justice turque depuis 1998 pour un attentat présumé, en réalité pour son engagement pour la paix, la justice et les droits des femmes et des minorités. Acquittement après acquittement, la justice turque fait systématiquement appel contre elle, au mépris du droit, pour terroriser. Anne Monteil-Bauer livre un témoignage d'une grande beauté, animé par un souffle poétique, de ce moment de procès dans lequel se joue toute une politique répressive d'État. Un témoignage agrémenté d'une belle méditation sur "art et engagement". GG

À plus d'un titre, 2021, 100 p., 7 €



Edward Carpenter et l'autre nature

Cy Lecerf Maulpoix

Dans l'Angleterre de la fin du 19^e, début du 20^e siècle, Edward Carpenter anime une pensée socialiste élargie et libertaire, théorise une forme de "simplicité volontaire" et la met en pratique, voyage en Inde (par bateau à l'époque), pense les sexualités hors normes et leurs puissances politiquement subversives, ou encore prône le pacifisme en pleine première guerre mondiale. Il est pourtant peu connu, en tout cas en France. L'ouvrage de Cy Lecerf Maulpoix contribue à rattraper un "oubli relatif". Il montre à quel point Carpenter a anticipé de nombreuses causes actuelles. Il propose, outre une analyse croisée de sa vie et de son œuvre, un large choix d'extraits de plusieurs de ses ouvrages. Il nous offre le plaisir précieux de découvrir l'un des "précurseurs de la décroissance", aussi original que stimulant. DG

Éd. Le passager clandestin, 2022, 128 p., 10 €



100 % bio et coopératif

Cocebi

Sous titré "Comment l'idée a germé de créer la première coopérative de producteurs bio", ce livre présente l'histoire de la Cocebi, une coopérative qui a regroupé les céréaliers bio de Bourgogne et des départements environnants. L'aventure commence en 1983 avec 7 agriculteurs puis le nombre de coopérateurs grandit pour atteindre 250 personnes aujourd'hui. La coopérative s'est diversifiée, ajoutant au stockage et à la commercialisation différents processus de transformation, développant la recherche pour cultiver de nouvelles semences, participant au montage de différentes structures de la bio. Le livre dresse le portrait de quelques uns des administrateurs. On n'ose pas mettre d'écriture inclusive car c'est manifestement un monde masculin : on ne voit apparaître une femme qu'à la page 113, ce qui interroge sur la place des femmes dans ce milieu. FV

Éd. Repas, 2021, 168 p., 15 €



La forêt vierge d'Amazonie n'existe pas

Stéphen Rostain

Alors que nous continuons à parler de l'Amazonie comme de l'une des dernières forêts vierges, depuis les années 1980, les archéologues ont montré qu'elle a toujours été habitée. Mais avant l'arrivée des Occidentaux au 16^e siècle, l'eau était apprivoisée et non contrainte, le feu source de vie et non de destruction, l'agriculture fertilisait les sols pauvres au lieu de détruire la forêt. Si la forêt amazonienne a résisté jusqu'à aujourd'hui, c'est grâce aux pratiques respectueuses des autochtones. Si elle est menacée, c'est par suite des pratiques détestables importées d'Europe, le fameux "développement". Stéphen Rostain, archéologue, explique comment un discours a été construit



pour rabaisser les pratiques des peuples de la forêt et comment on a découvert récemment par l'observation des traces laissées par les anciennes populations, une vie prospère qui n'existe plus aujourd'hui. Présentation en détail, avec de nombreuses illustrations, des connaissances actuelles. FV

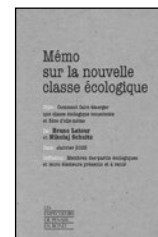
Éd. Le Pommier, 2021, 368 p., 23 €

Mémo sur la nouvelle classe écologique

Bruno Latour, Nikolaj Schultz

Après *Où atterrir ?* de Bruno Latour, l'un des ouvrages clés de la pensée écologique de ces dernières années, ce court essai très facile à lire est lui aussi stimulant. La pensée écologique tend à devenir centrale, mais elle peine à émerger comme force organisée au sein du champ politique. Pour les auteurs, face à un système de production qui "est devenu synonyme de système de destruction, l'inflexion décisive, c'est de donner la priorité au maintien des conditions d'habitabilité de la planète et non pas au développement de la production." Actuellement, une nouvelle classe "écologique" entre en conflit avec les anciennes classes libérales, socialistes et néofascistes qui ne prenaient pas en compte les conditions d'habitabilité. Cette classe peut trouver de potentielles alliées dans de nombreuses catégories de la population qui ont souffert de l'extension sans limites de la production et qui trouveraient avantage à en sortir : classes prolétaires, femmes, populations néo-colonisées, etc. Cet essai vise à défricher les conditions par lesquelles une écologie politique pertinente peut gagner en puissance, sans s'emparer du pouvoir tel qu'il existe actuellement, mais en prenant en compte les intérêts actuels et les désirs des autres classes. Ce n'est pas une mince affaire, mais ce livre aide à trouver un alphabet pour s'y aventurer. GG

Les empêchements de penser en rond, 2022, 96 p., 14 €

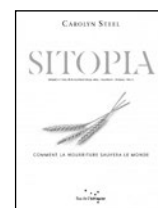


Sitopia

Carolyn Steel

Faut-il toujours créer des néologismes pour creuser les questions écologiques ? La sitopie serait une doctrine qui prendrait comme première entrée la production de la nourriture, la première activité humaine au monde. À partir de là, l'autrice explore tout ce que cela implique. "Un contrat sitopien se baserait sur le droit de toutes les espèces à la souveraineté alimentaire (...) Il viserait à mettre fin à la destruction écologique, aux monopoles et à l'esclavage (...) Par le biais de la nourriture, il aurait pour but de constituer un réseau collaboratif résilient" (p. 203). Dans un style agréable à lire, Carolyn Steel présente de nombreux exemples de démarches vertueuses, d'alternatives, compare les discours. Elle adopte toutefois une posture technophile qui peut laisser douter de la compréhension de certains problèmes (épuisement des ressources, énergie). Elle est légère sur les questions économiques, industrielles, d'inégalités sociales. Bref, un livre où il y a à boire et à manger. FV

Trad. Marianne Bouvier, éd. Rue de l'échiquier, 2021, 410 p., 25 €



Un monde à construire

Emmanuelle Philippo-Poussol, Michel Philippo

Tout à la fois récit de vie à deux voix et réflexions sur 20 ans d'expérience de construction d'habitat en terre dans les Hautes-Alpes. On est vite passionné par ce petit livre truffé d'observations scientifiques, morales, politiques. Pour mettre leurs actes en conformité avec leurs idées, Emmanuelle et Michel n'ont pas manqué de souffle : quitter la Belgique à bicyclette avec 2 bébés après avoir démissionné de leurs postes d'enseignantes (français et philo), suite à leur implication dans la lutte contre une cimenterie. Quelques années plus tard, le duo est passé maître dans la construction de maisons en bois, terre, paille. Il organise à l'année, des chantiers-écoles qui réunissent ouvrières, artisans, charpentiers, architectes, ingénieurs. Déceptions profondes et joies immenses se succèdent, mais le couple ne perd pas son enthousiasme. MD

Éd. 2031, 2021, 122 p., 13 €



Le livre du mois

Réparons la ville

Christine Leconte et Sylvain Grisot



Alternant petite fiction, dialogue et exposé, ce livre très agréable à lire montre qu'un des moyens de diminuer notre empreinte écologique est de changer notre manière de construire la ville. Pour cela, les solutions proposées sont à la hauteur des enjeux : ne plus démolir, mais restaurer l'existant : "construire un immeuble nécessite 70 fois plus de matériaux et produit 5 fois plus de gaz à effet de serre qu'une réhabilitation" (p. 22); faire en sorte que la voiture individuelle disparaisse : "c'est le verrou qui bloque toute adaptation de nos villes aux enjeux du siècle" (p. 21); remplacer le béton par des matériaux naturels : "la fabrication du ciment qui entre dans sa fabrication représente 8 % des gaz à effet de serre, en augmentation de 80 % en 10 ans" (p. 36). Le béton est le symbole de la ville industrialisée et on peut faire autrement en partant des désirs des futures habitantes. Christine Leconte est présidente de l'Ordre des architectes, Sylvain Grisot spécialiste de la réhabilitation des friches. Concis et convaincant. MB

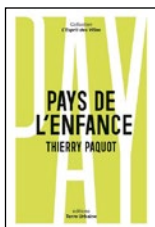
Éd. Apogée, 2022, 96 p., 10 €

Pays de l'enfance

Thierry Paquot

Comment l'enfant trouve-t-il sa place dans la ville ? Thierry Paquot décrit l'enfance de la grossesse à l'adolescence, racontant au passage ce dont il se souvient de la sienne. Il interroge des domaines variés comme la médicalisation de la grossesse et de la naissance, la disposition des chambres, la psychologie du nouveau-né, la socialisation... avant de consacrer beaucoup de temps au rôle des écoles, des pédagogies. Il discute de la manière dont se présentent les salles de cours, les cours de récréation, comment l'enfant sort ou non de l'école pour apprendre, le rôle des aires de jeux, les dangers de la circulation. Comment en grandissant il élargit son terrain d'exploration jusqu'à appréhender la ville dans son ensemble. Il fait une présentation de très nombreuses alternatives dans tous ces domaines et conclut par une vaste bibliographie. Une autre façon d'aborder les questions d'architecture et d'urbanisme. MB

Éd. Terre Urbaine, 2022, 252 p., 20 €



Bandes dessinées

Les Bourrinologues

Lucie Castel, Nicole Augereau, Grégory Jarry

L'humain est génial ! Pensez, il est le seul à avoir réussi à assécher une mer (d'Aral), à avoir créé un continent (de plastique), à créer des paysages désertiques après avoir creusé des mines de plus en plus profondes, à élever des vaches dans le désert, à transformer les forêts primaires en palmiers à huile. Bref, les stagiaires de 3e qui viennent suivre les explorations des trois auteurs vont devoir revoir leurs idées écolos. Second degré assumé pour ce récit qui mêle habilement dessins et photos et nous fait découvrir les horreurs merveilles du monde. Une nouvelle science est née : l'étude des bourrins, c'est-à-dire des personnes qui passent en force sans finesse ni subtilité. FV

Éd. Milan, coll. Bande d'ados, 2022, 60 p., 12,50 €

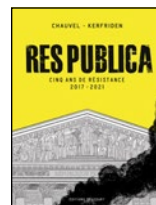


Res Publica

David Chauvel et Malo Kerfriden

Le bilan de 5 ans de présidence d'Emmanuel Macron et des résistances au libéralisme, notamment avec un suivi détaillé des mouvements pour la défense du milieu hospitalier avant la crise sanitaire, les manifestations des Gilets jaunes, la lutte contre les violences policières... et de l'autre côté, l'analyse des modes de communication du président, des Premiers ministres et des différents ministres concernés. Un énorme travail historique qui compile des informations parues dans différents médias et qui montre l'avancée inexorable d'une politique qui considère la République comme une entreprise, avec un discours et des réformes qui vont toutes dans le sens de rémunérer le capital de la classe la plus riche. Il faut du temps pour lire ce pavé, mais c'est un travail salutaire. Un pavé dans la gueule de l'oligarchie. MB

Éd. Delcourt, 2022, 320 p., 19 €

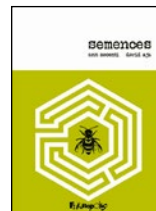


Semences

Ann Nocenti, David Aja

La Zone regroupe les personnes opposées aux technologies. Astra, journaliste dans une revue à scandales, découvre qu'il y a des personnes qui naviguent entre la Zone et le reste de la ville. Et il semble que cela soit des extra-terrestres. Elle mène alors l'enquête et réussit à entrer dans la Zone avec son matériel photo. Elle découvre que ces extra-terrestres collectent toutes sortes de semences. Dans quel but ? Histoire sombre, dans un univers glauque où les fausses infos sont un support de vente pour les médias, où tout est sous contrôle, où les semences sont brevetées... Une ambiance d'effondrement de la civilisation où la survie ne passe pas forcément par l'intégrité. Semences rime avec suspens ! FV

Éd. Futuropolis, 2022, 128 p., 20 €

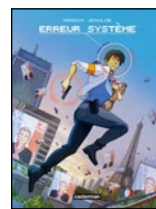


Erreur Système

Valérie Mangin, Jenolab

Dans un futur proche, la France s'est isolée des autres pays et tout est contrôlé par des implants reliés à la Crypte, un système électronique global que seules la Défense et la Police peuvent consulter. Toute délinquance semble avoir disparu. Le gouvernement centriste doit résister aux attaques d'un parti d'extrême droite qui veut un contrôle renforcé et sur sa gauche, par un parti qui demande la liberté de ne pas être relié au système global. Alors que les élections approchent, plusieurs attentats ont lieu. Une jeune inspectrice va mener l'enquête. Remarquable scénario qui nous interroge sur le développement de l'intelligence artificielle, les possibilités de contrôle de la population, les dérives autoritaires possibles... Une histoire à suspens qui interroge sur la société de demain. FV

Éd. Casterman, 2022, 96 p., 19 €



L'ennemi du peuple

Javi Rey

Deux frères ont lancé l'idée d'une station thermale sur leur île. Et les curistes arrivent. De quoi assurer la prospérité de l'île. Le premier frère est devenu maire. Le second, médecin, s'inquiète des problèmes de santé rencontrés et fait faire une analyse de l'eau. Il découvre alors qu'elle est polluée. Quand il annonce cela, c'est la consternation : plus de richesse, plus d'emplois. Ce médecin, d'abord pensé comme un sauveur, va devenir l'ennemi à abattre. Magouilles entre politiciens, investisseurs, et une population qui ne veut pas voir le problème. Une histoire d'une brûlante actualité tirée d'une pièce de théâtre d'Henrik Ibsen, datant de 1882 ! Comme quoi, les pratiques politiques pourries ne datent pas d'aujourd'hui ! MB

Éd. Dupuis/Aire libre, 2022, 152 p., 24 €



Caraïbes amères

Vinciane Moeschler

Dès 13 ans. À 15 ans, Sacha n'apprécie pas la décision de ses parents de partir deux ans en République dominicaine. Et effectivement la vie dans la capitale Saint-Domingue ne ressemble pas aux documents touristiques : une ville où riches dominicain-es et expatrié-es blanc-ches dominent une population très pauvre, une ville polluée. Sacha veut réaliser un reportage pour le journal de son lycée parisien et décide de présenter un collectionneur d'ambres. Mais ce dernier est aussi le chef d'exploitation de plantations de canne à sucre et Sacha y découvre une exploitation honteuse de Haïtien-nés, sans papiers, sans droits, sans soins, vivant dans un bidonville et travaillant 16 heures par jour. Une dénonciation d'une forme d'esclavage qui persiste encore aujourd'hui. Le colonialisme existe encore... pas très loin de la Guadeloupe ou de la Martinique où les Béké-es sont toujours tout-es-puissant-es. MB

Éd. Muscadier, 2022, 196 p., 13,50 €



Traverser la ville

Robert Silverberg

Cette courte fiction parue dans la collection dyschroniques nous amène à réfléchir à la notion de ville-machine, de ville-communauté, ou quand le monde n'est qu'une grande métropole dirigée par une puissance lointaine. Chaque ville vit selon ses propres spécificités, mais toutes restent fermées aux étranger-es, sauf exception.

Il s'agit bien là de réfléchir sur les frontières, la dépendance aux machines et le sentiment d'insécurité distillé par le pouvoir pour maintenir une hostilité de principe entre chaque zone urbaine.

Avec un scénario d'une simplicité remarquable, c'est avec finesse et fluidité que l'auteur nous invite à passer de l'autre côté. JP

Éd. du Passager Clandestin, 2022, 96 p., 7 €



Beaux livres

Nauplius

Léontine Soulier

Un jour, la narratrice de ce récit graphique découvre une excroissance qui sort de son ventre, pareille à une algue. Celle-ci grandit, modifie ses états de conscience, l'entraîne dans un univers émotionnel assez magique (représenté dans l'album par l'océan et ses splendeurs marines) mais qui prend le dessus sur elle. Elle se rend compte qu'elle n'en veut pas, qu'elle n'en a jamais voulu, car elle veut explorer d'autres paysages... Un livre sur la découverte de la grossesse et sur le choix de ne pas être enceinte, sensible et juste, illustré de manière poétique. Le résultat, à la manière d'un album jeunesse, est splendide et doux. GG

Éd. Lapin, 2022, 32 p., 10 €

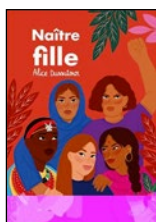


Naître fille

Alice Dussutour

Dès 12 ans. Ce très bel album nous emmène à la rencontre de plusieurs jeunes filles toutes confrontées à des défis du seul fait d'être nées de sexe féminin. La puissance des canons de beauté en France, l'exclusion à cause des règles au Népal, l'excision au Kenya, l'exclusion des activités sociales en Afghanistan, les féminicides au Mexique. À chaque fois ces histoires sont racontées à la première personne d'une manière fine et poignante, avec des perspectives pour espérer (le village des femmes au Kenya, la lutte pour la justice au Mexique, etc.). Le dessin très coloré est magnifique. Des pages d'approfondissement bien faites accompagnent chaque histoire (sur les normes de beauté et de genre, les règles, le clitoris, etc.). GG

Éd. du Ricochet, 2022, 176 p., 22 €



Patriarcus l'enchanteur

Alice Chaa et Puyo

Dès 5 ans. Patriarcus l'enchanteur fabrique de nombreuses potions, et il instruit le prince du royaume sur les bons comportements à adopter, en suivant l'exemple de ses pères. Mais voilà qu'Alix, la jeune compagne du prince, l'exaspère. Elle ne respecte aucune des traditions et ose faire toute seule de la mécanique, chanter, faire preuve de courage et d'héroïsme, s'immerger dans le sport masculin. C'en est trop : Patriarcus cherche à la mettre à l'épreuve pour prouver qu'elle n'est pas une bonne princesse, à l'aide d'un petit pois, d'une chaussure de verre (!), d'un crapaud. Mais tout se retourne contre le sorcier de manière cocasse, et la fin est bien sûr celle d'une joyeuse émancipation du patriarcat imposé. Une histoire enlevée, pleine d'humour, joyeusement illustrée, qui a vocation à devenir un classique féministe ! GG

Éd. Lapin, 2022, 48 p., 12 €



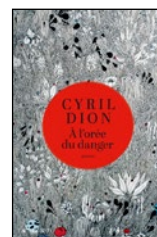
Poésie

À l'orée du danger

Cyril Dion

Engagé sur les questions d'écologie, Cyril Dion aborde ici la question de la catastrophe écologique avec sensibilité, en la reliant au personnel et à l'intime. Il y décrit les laideurs du monde, les aliénations intimes ("nouvel ouvrier du clic dopaminé"), les liens qui unissent les mailles humaines et non humaines du désastre, mais aussi les élans vers autre chose. "Nous ne sommes pas nés pour recouvrir cette terre de mélasse grise, pas nés pour les allées des hypermarchés (...) Nous sommes nés pour être enfin ici les yeux grands ouverts et le monde sous nos pieds". GG

Éd. Actes Sud, 2022, 98 p., 10 €



Films

Secrets toxiques

Andy Battentier

À l'heure où l'actualité internationale porte au plus haut niveau les enjeux agricoles et alors que la décision sur la ré-autorisation ou non, du glyphosate doit être prise à la fin de l'année, ce film donne la parole à des intervenant-es de pointe sur les sujets de l'agroécologie et des pesticides qui dénoncent l'absence d'évaluation sérieuse de leur toxicité et notamment de leur effet "cocktail" : interaction entre arsenic, plomb, hydrocarbures cancérigènes et glyphosate, présents dans 14 produits de "biocontrôle" en vente libre ! Parmi les intervenant-es : Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, Benoit Biteau, paysan et député européen, Gilles-Eric Seralini, professeur de biologie et de toxicologie, François Veillerette, président de *Génération futures*. MD

Un film en accès libre : <https://youtu.be/Q0-7iu7Bgeg>, 2022, 1 h.



Roman

Demain le silence

Kate Wilhelm

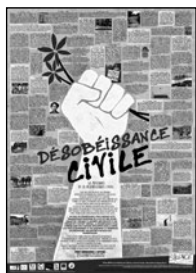
Une expédition scientifique quelque part dans une zone forestière. Un couple de biologistes découvre une zone sans aucune trace d'activité humaine, une zone livrée aux seuls végétaux, aucune forme de vie animale n'ayant survécu à une catastrophe non expliquée.

Pour l'autrice, il s'agit de dénoncer la destruction de la planète tout en gardant confiance en certain-es humain-es, qui, quelle que soit l'époque, resteront en admiration devant le silence d'une forêt vierge d'habitant-es, devant la poésie qui émane des couleurs des feuillages et des rayons du soleil.

Nous sommes quasiment confronté-es à une "redécouverte" de la nature par deux personnages qui doutent autant de leur travail et de ses finalités que de leur place dans la société scientifique et technocratique. JP

Éd. du Passager Clandestin, 2022, 64 p., 5 €



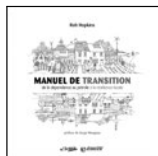


□ Désobéissance civile ! - format 60x84cm - 7 €* Face à des lois injustes, à des régimes oppressifs ou sourds aux exigences vitales des peuples, la résistance est légitime. Cette affiche donne à voir la diversité des formes de la désobéissance civile. Autant de sources d'inspiration pour agir aujourd'hui !



□ 100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €* Un joyeux panorama qui donne voix à la variété des approches du féminisme, et vous emmène à la découverte d'horizons parfois méconnus. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

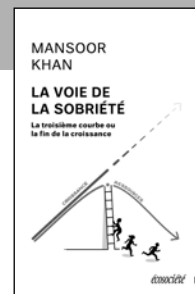
□ La voie de la sobriété, 248 p. - 18 €* Avec des images frappantes et un grand souci de vulgarisation, l'écologiste indien Mansoor Khan explique de façon originale pourquoi notre modèle économique basé sur la croissance illimitée est voué à l'échec. "Un nouveau paradigme basé sur l'écologie réelle de notre planète." (Vandana Shiva)



□ Manuel de transition, 212 p. - 20 €* Ce livre accessible, clair et convaincant expose tous les outils, détails pratiques et étapes nécessaires pour préparer l'avenir en diminuant radicalement les besoins énergétiques à l'échelle de sa communauté. Avec un peu d'humour, ce qui ne gâche rien !



□ L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 12 €* Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Un récit inspirant !



Frais de port affiches et livres :
 * : 2 € de 1 à 3 ex., 4 € de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.
 ** : 5 € de 1 à 2 ex., 9 € de 3 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.
 *** : 3 € de 1 à 2 ex., 7 € de 3 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

SILENCE, C'EST VOUS AUSSI...

Venez nous voir les 16 et 17 juin !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe le jeudi 16 juin entre 9 h et 13 h et entre 14 h et 18 h, puis le vendredi 17 juin au matin à partir de 9 h et jusqu'à épuisement des numéros à envoyer. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 18 et 19 août, 15 et 16 septembre, etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30 les mercredis 25 mai** (pour le numéro d'été), **22 juin** (pour le numéro de septembre), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des annonces pour le numéro de juin, vous avez jusqu'au 3 mai ; puis jusqu'au 31 mai pour le numéro d'été, etc. N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :

Rédacteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

**Plus d'infos sur : www.revuesilence.net
 rubrique : Comment participer**

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouvelles abonné-es au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 24 = 120 € (pour la France).

Rejoignez un relai local

- **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- **Allier.** Jean-Paul Pellet, jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir)
- **Territoire de Belfort.** Étienne Mangin, etienne.mangin@laposte.net, tél. : 03 84 58 18 84
- **Bretagne.** Alexis Robert, *La Guette en Beauvais*, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83 ; **Sud-Finistère.** Raymond Cochet, 27 rue de l'Aven Port Manech, 29920 Nevez, monmoncochet@free.fr, tél. : 06 88 05 40 35
- **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- **Gard.** Pascal Antonanzas, 100 bis rue Victor Hugo, 30160 Bessèges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42

- **Gironde.** Groupe Silence 33, Tél. : 06 68 33 32 40, silence33@ouvaton.org
- **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25 rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, elisa@mailz.org, 4 impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél. : 09 79 10 81 85
- **Ile-de-France (Val-de-Marne, Hauts-de-Seine et Essonne).** Agenda Collaboratif de la Vallée de la Bièvre, alternatives.valdebievre@gmail.com, <https://agendavalleedelabievre.jimdo.free.com> ; Céline, tél. : 06 60 54 76 47
- **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org
- **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, pierre.lucarelli@revuesilence.net, tél. : 09 54 18 33 94

- **Mayenne.** Ingrid de Rom, *Les Petits Pins*, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- **Meurthe-et-Moselle.** Gérard Varinot, 54200 Toul, tél. : 03 83 64 47 27
- **Moselle.** Yann Porte, association Motris, 49 boulevard d'Alsace, 57070 Metz, yann.porte@laposte.net, tél. : 06 52 92 63 66
- **Nord-Isère.** Céline Bartette, tél. : 06 63 13 42 99, celine.bartette.adaliis@bbox.fr
- **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 Saint-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

NUMÉROS À L'UNITÉ

Numéros disponibles (4,80 € l'ex.)

- ☐ 477 Explorons les alternatives !
- ☐ 478 Quand l'écologie s'empare du droit
- ☐ 481 Les alternatives : oasis ou leviers ?
- ☐ 482 La planète victime de la mode
- ☐ 483 Notre-Dame-des-Landes : quel avenir ?
- ☐ 484 Vers des villes sans voitures
- ☐ 486 Le temps de la désobéissance civile
- ☐ 487 Dépasser les discours sur l'effondrement
- ☐ 488 Suisse romande (numéro régional)
- ☐ 489 Kraftwerk : une utopie réalisée ?

- ☐ 491 Jai Jagat : Les Gandhi de grand chemin
- ☐ 492 Sortir de l'apiculture intensive
- ☐ 493 Bières artisanales en effervescence
- ☐ 494 Une écologie Arc-en-ciel
- ☐ 496 Le biorégionalisme, le monde d'après ?
- ☐ 497 Fukushima : 10 ans, ce n'est qu'un début
- ☐ 498 Le numérique, son monde... et nous
- ☐ 499 L'écologie du livre
- ☐ 500 Écouter, regarder, raconter (6,50 € l'ex.)
- ☐ 501 Décoloniser l'écologie
- ☐ 502 Le bluff de l'économie circulaire

- ☐ 503 Sortir de l'industrie de la fleur
- ☐ 504 Faut-il vraiment planter des arbres ?
- ☐ 505 Les chantiers de l'habitat léger
- ☐ 506 Low tech, du technique au politique
- ☐ 507 Quelle place pour le sauvage ?
- ☐ 508 Méthanisation, le gaz qui n'a rien de bio
- ☐ 509 L'avion du futur, c'est le train (5,20 € l'ex.)
- ☐ 510 Résister à la militarisation (5,20 € l'ex.)
- ☐ 511 Après la Terre, détruisons l'espace (5,20 € l'ex.)

Frais de port numéros, pour la France comme pour l'étranger :
3 € pour un ex., 5 € pour 2 et 3 ex., 6,50 € pour 4 ex. et plus.

ABONNEMENT

Abonnement par prélèvement

Mandat de prélèvement SEPA

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- ☐ 8,50 € par trimestre (abonnement petit budget)
- ☐ 12,50 € par trimestre (abonnement normal)
- ☐ € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- ☐ € (commande ci-dessous)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

RUM (sera rempli par Silence) :

Débiteur : Nom et prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Pays :

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN :

BIC :

CRÉANCIER : SILENCE

9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement
un relevé d'identité
bancaire (RIB).

Fait à :
Signature :

Le :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.
Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Autres formules d'abonnement

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	☐ 24 €	☐ 30 €
Particulier 1 an, 11 n°	☐ 52 €	☐ 60 €
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	☐ 70 €	☐ 80 €
Soutien 1 an, 11 n°	☐ 65 € et +	☐ 70 € et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	☐ 89 €	☐ 100 €
Petit budget 1 an, 11 n°	☐ 35 €	☐ 42 €
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	☐ 120 €	Nous contacter
Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)		

Coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Prénom & Nom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Courriel :

☐ Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RÈGLEMENT

Récapitulatif de votre commande

	Prix unitaire	Nombre	Sous-total	Frais de port
Abonnement(s) :				
Numéro(s) :				
Affiche(s) :	7 €			
Livre(s) :				
Total :				

Modes de règlement

> **par chèque** (à l'ordre de Silence),

> **par virement** : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
BIC : CCOPFRPPXXX

> **en ligne sur www.revuesilence.net**

> **ou par prélèvement** en remplissant le mandat ci-dessus

**Pour l'envoi de votre commande, pensez s'il vous plaît,
à nous indiquer vos coordonnées ci-dessus !**



Vélos du futur ?

Quand les designers se penchent sur le vélo, cela donne des formes plus ou moins détournées des vélos que nous connaissons aujourd'hui. Vélos aérodynamiques, vélos couchés, tricycles, vélos pliants, vélos électriques ou non... le choix est grand. Tous ces vélos n'arriveront pas au seuil de la commercialisation, mais cela donne une idée des évolutions possibles.

> On peut suivre l'actualité de ces recherches sur le site : <http://www.velo-design.com>

